

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14088 - 4,50 F

VENDREDI 20 AVRIL 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

L'aménagement des relations entre les Occidentaux

Que faire de l'OTAN ?

CERTAINES polémiques sont parfois difficiles à comprendre. Ainsi en va-t-il de celle qui oppose une fois de plus, par commentateurs et petites phrases lapidaires interposés, les États-Unis à la France à propos de l'avenir de l'OTAN et qui est au centre des entretiens entre M. Bush et M. Mitterrand, jeudi 19 avril, à Key Largo (Floride). Le moins qu'on puisse dire, en effet, c'est qu'en l'absence de déclarations claires et nettes des intéressés, l'accès à l'essentiel jusqu'à présent sur l'essentiel.

L'essentiel reste le fait que Paris et Washington sont favorables au maintien de l'OTAN et à l'appartenance de l'Allemagne unifiée au pacte atlantique. Tout en acceptant que le territoire actuel de la RDA soit doté d'un statut spécial et que les 380 000 soldats soviétiques qui y sont stationnés ne soient pas contraints à un départ dans le désordre, les deux capitales, tout comme Londres, ne veulent pas entendre parler de la dernière idée soviétique, qui traduit surtout l'embaras de Moscou, selon laquelle l'Allemagne unifiée pourrait appartenir pendant les cinq ou sept années qui viennent tout au plus au pacte de Varsovie qu'à l'OTAN.

ANCER durablement l'Allemagne à l'Ouest suppose cependant une réforme du pacte atlantique qui tienne compte à la fois de l'effondrement du pacte de Varsovie, de la vraie nature du régime soviétique et du renforcement espéré de la construction européenne.

Demandeur aujourd'hui à la France de réintégrer purement et simplement le commandement militaire de l'OTAN est une absurdité. Tout comme d'ailleurs de croire qu'une Allemagne unifiée, où la présence des troupes alliées va bien vite poser problème, n'invoquera pas rapidement le précédent du statut spécial français pour se défaire d'engagements qui ne seraient que de circonstance.

Si l'on veut exercer quelque maîtrise sur les événements et éviter que le sens des économies des parlementaires américains ne règle la question en imposant à l'improviste des coupes claires dans les rangs des GI's stationnés en Europe, il faut envisager la construction de ce pilier européen de l'OTAN dont on a beaucoup parlé naguère mais qui n'a jamais vu le jour. Cela revient à s'interroger sur de nouveaux rapports entre l'Europe et les États-Unis. Il est normal, dès lors, qu'apparaissent des divergences puisque les intérêts en présence ne coïncident pas totalement.

Mais c'est aux Européens à prouver qu'ils ne se gargarisent pas de mots et qu'ils sont capables d'avancer sur la voie d'une sécurité commune, en alliance avec, et non plus en dépendance des États-Unis. Le chemin sera long et difficile. M. Bush le sait tout comme M. Gorbatchev, qui préférerait bien sûr un système de sécurité continental mais non contraignant. On n'en voit pourtant pas d'autre en ces temps d'incertitudes.

Lire nos informations page 2

M 0147 - 420 0 - 4,50 F

MM. Kohl et Mitterrand relancent l'Europe politique

M. Mitterrand et le chancelier Kohl veulent « accélérer la construction politique de l'Europe des Douze ». Ils ont exprimé leur résolution, jeudi matin 19 avril, dans un message adressé en commun au premier ministre irlandais - et président en exercice du conseil européen - et président en exercice du conseil européen, M. Haughey. « Le moment est venu, déclarent-ils, de transformer l'ensemble des relations entre les États membres en une union européenne. »

Le président français et le chancelier allemand sont décidés à hâter l'avènement d'une union politique européenne. Ils le disent clairement et avec une certaine solennité, dans un message adressé en commun à M. Haughey, président en exercice de la Communauté jusqu'au 30 juin.

Dans la perspective du prochain conseil européen de Dublin, qui sera consacré, le 28 avril, à la question allemande et aux relations entre la Communauté et l'est du continent, M. Mitterrand et le chancelier Kohl jugent « nécessaire d'accélérer la construction politique de l'Europe des Douze ».

« Nous pensons, écrivent-ils, que le moment est venu de transformer l'ensemble des relations entre les États membres en une Union européenne et de doter celle-ci des moyens d'action nécessaires, ainsi que l'a prévu l'acte unique. »

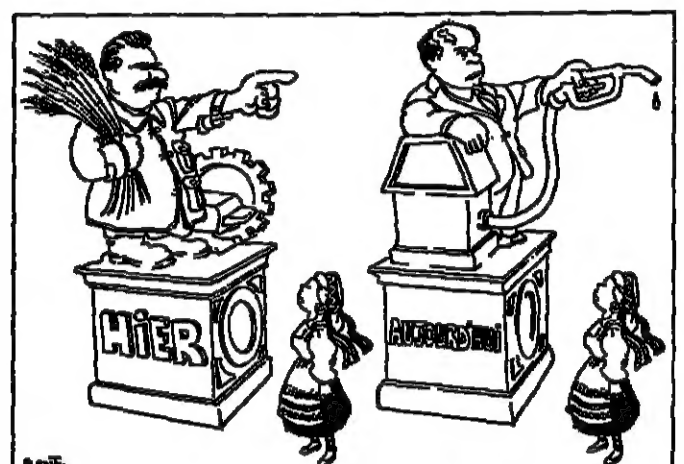
Les deux dirigeants déclarent souhaiter que le conseil européen qu'il décide « de demander aux instances compétentes d'intensifier les travaux préparatoires à la conférence intergouvernementale sur l'union économique et monétaire, qui s'ouvrira (...) avant la fin de l'année 1990, à l'invitation de la présidence italienne ».

Lire la suite page 4

L'embargo pétrolier contre la Lituanie

Vilnius demande à Washington une « aide concrète »

Un communiqué du ministère soviétique de la pétrochimie, lu à la télévision, a confirmé, jeudi 19 avril en fin de matinée, que l'approvisionnement de la Lituanie en pétrole brut avait été interrompu mercredi soir, comme il avait été annoncé dans la nuit à Vilnius. Le président lituanien, M. Landsbergis, a protesté contre cet acte de « guerre économique », et demandé au président Bush son « aide concrète ».



Lire nos informations page 2 et page 36 - section D

Nouveaux « raiders » à l'Est

Lancée très tôt dans la course à la privatisation, la Hongrie découvre, parfois à ses dépens, les tactiques sauvages de l'Occident

TATABANYA

Gabor Gombkötő ten^e sa carte de visite, puis, se ravisant, ouvre un tiroir et en sort un tampon tout neuf, qu'il applique au-dessus de son nom avec un petit sourire : « Axel-Springer-Budapest Ltd ». Lorsqu'un journal passe, du jour au lendemain, des mains de l'ancien Parti communiste hongrois à celles d'un des plus grands groupes de presse du monde capitaliste, le rédacteur en chef n'a pas forcé-

ment le temps de se faire faire de nouvelles cartes de visite.

M. Gombkötő dirige l'un des six journaux régionaux hongrois que le groupe ouest-allemand Springer a acquis en l'espace d'une semaine, entre le 3 et le 7 avril, juste avant le second tour des élections hongroises. « Acquis » est le terme le plus exact : il ne les a pas achetés, et pourtant ils sont à lui. On ne les lui a pas donnés non plus, puisque leur expropriétaire, le Parti socialiste hongrois (PSH, ancien parti communiste) ne souhaitait

pas s'en débarrasser, du moins pas dans ces conditions, et crie au voleur. « Un coup fabuleux », commente, les yeux rieurs, M. Gombkötő. « Un putain de scandale », s'écrit le porte-parole du PSH, M. Victor Polgar. Moral ou pas, régulier ou pas, c'est en tout cas un coup de génie capitaliste qui vient de réussir Springer dans cet Eldorado de l'économie de marché à laquelle s'ouvre la Hongrie, avec une avidité parfois effrayante. Prenons l'exemple du Komárom Megyei Dolgozók Lapja

(Journal des travailleurs du département de Komárom), que dirige M. Gombkötő, et dont le siège se trouve dans la ville minière de Tatabánya. Comme les autres quotidiens régionaux du pays, ce journal, créé en 1946 et tirant à 51 000 exemplaires, appartenait au Parti communiste et se trouvait en situation de monopole dans le département de Komárom-Esztergom, dégageant des bénéfices non négligeables.

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite page 3

La grande misère des chaînes publiques

Victimes de la position dominante de TF 1 et d'un financement insuffisant, l'audiovisuel public s'enfonce dans la crise, face à un gouvernement paralysé ou indifférent

Il a suffi que Michel Drucker quitte A 2 pour TF 1 pour rallumer la polémique autour de l'audiovisuel public. M. Michel Péricard, député RPR, le voit « menacé d'agonie », et réclame d'urgence un débat parlementaire. A l'UDF, M. François d'Aubert préconise la privatisation d'Antenne 2. Le ministre de la communication, M^{me} Catherine Tasca, s'inquiète dans un entretien (la Tribune du 13 avril) des « sérieuses difficultés que traversent les chaînes publiques » et invite fermement

leurs dirigeants à opérer « un redressement urgent ». La « trahison » de l'animateur de « Champs-Élysées » ne justifie pas, à elle seule, tant d'émotion. Le départ de Michel Drucker vient s'ajouter aux démissions moins spectaculaires de nombreux cadres, aux États d'âme d'autres vedettes, à la démobilité des personnalités, à la montée perceptible des revendications salariales et, surtout, à l'apparente paralysie des chaînes publiques. Un an et demi après la mise en chantier de la réforme

par le gouvernement, huit mois après la nomination des nouveaux dirigeants, Antenne 2 et FR 3 stagnent. L'érosion de leur audience s'est, certes, stabilisée, mais le sursaut espéré tarde à se manifester. Est-ce, comme on continue à le suggérer dans les allées du pouvoir, parce que les dirigeants, nommés par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, sont incompétents ? Faut-il incriminer, comme on le fait de plus en plus, à l'intérieur des chaînes, la dilution des responsabilités entre un superprésident, M. Philippe

Guillaume, deux directeurs généraux et deux directeurs de programmes ? Ou bien conclure, comme le font en privé certains membres du CSA, qu'en réunissant A 2 et FR 3, la loi a créé un monstre ingérable ? Il faut d'abord souligner que TF 1 joue un rôle important dans le déclenchement de la crise. D'autre part, la privatisation de la première chaîne a profondément déséquilibré l'économie de l'audiovisuel et la force du service public. JEAN-FRANÇOIS LACAN
Lire la suite page 16 - section B

La réforme du placement des malades mentaux

Le Sénat a commencé, mercredi 18 avril, l'examen d'un projet de loi présenté par M. Claude Evin, ministre de la Santé, visant à réformer la loi de 1838 relative au placement des malades mentaux. L'examen du projet de loi a fait l'objet d'une petite fronde au sein du groupe socialiste, un contre-projet étant présenté par M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort). La droite a repoussé les amendements contenus dans ce dernier texte. Lire page 8

GERARD VALBERT Albert Cohen, Le Seigneur

A APOSTROPHES LE 20 AVRIL

GRASSI



« Une biographie émouvante, inspirée par une longue amitié et une admiration sans réserve. Il est bien possible que l'œuvre d'Albert Cohen, génératrice de fantasmes si puissants, soit encore, malgré sa gloire internationale, largement méconnue dans sa dimension prophétique. » Catherine David/Le Nouvel Observateur

LIVRES • IDÉES

« Dante au Paradis » Le dossier Boukharine « Genèse poétique d'André du Bouchet » ; les longs détours de Jacques Réda « Histoire littéraire : le retour du Moyen Âge » L'Histoire, par Jean-Pierre Rioux : l'Europe des grandes familles « Le feuillet de Michel Brancan » la magie Modiano « La chronique de Nicole Zamé : le temps du cyrillique » pages 17 à 24 - section C

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dh ; Tunisie, 680 m ; Allemagne, 2,10 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 2,25 \$; Chili, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 12 kr ; Espagne, 160 pes ; Grèce, 150 dr ; Italie, 2 000 L ; Liban, 4 000 L ; Luxembourg, 30 fr ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,40 fl ; Portugal, 140 esc ; République, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sk ; Suisse, 1,80 S ; USA, 1,75 \$; USA (Canada), 2 \$.

هكذا من الأصل

سكنا من الالاحل

EUROPE

HONGRIE : la libéralisation du secteur privé et les nouvelles orientations du secteur public

Les propositions de l'économiste Janos Kornai provoquent un vif débat



ISTVAN SALGO
Economiste à l'Institut de l'économie de l'Office du Plan à Budapest.

Nouveaux « raiders » à l'Est

Suite de la première page

En octobre 1989, lorsque « le Parti » se transforme en Parti socialiste, la rédaction espère acquiescer un peu d'indépendance. Mais le pluripartisme est déjà florissant en Hongrie et les journalistes se heurtent vite aux limites d'influence des politiciens de tous bords : le quotidien régional ne doit plus être l'organe d'un parti, mais de tous les partis, expliquent les hommes politiques locaux à une rédaction qui rêve de n'être l'organe d'aucun parti. Les conflits s'enveniment, il est même un moment envisagé de suspendre la publication.

C'est alors qu'arrivent les hommes de Springer. Le géant ouest-allemand a créé en février 1989 une filiale hongroise : Axel Springer-Budapest Ltd, qui publie divers magazines et des romans à l'« East of rose ». Si la presse nationale hongroise a déjà attiré un certain nombre de barons occidentaux (Murdoch et Maxwell, par exemple, ainsi que le groupe Hersant, qui négocie actuellement avec le prestigieux quotidien *Magyar Nemzet*), la presse régionale n'intéresse encore pas grand monde. Peut-être est-ce parce qu'elle appartient au PSH, que tous les hommes d'affaires savent qu'après les élections libres le PSH devra présenter l'inventaire détaillé de son patrimoine au nouveau Parlement et que ce patrimoine a toutes chances d'être nationalisé.

Mais Springer a moins de scrupules. Ses représentants contactent discrètement les rédacteurs en chef des quotidiens régionaux. « Cela s'est passé en trois étapes, raconte Gabor Gombkötő, quinquanaire fin et mesuré. D'abord, avec moi, pendant quelques semaines, ils ont échangé des informations ». Pendant six semaines en fait, M. Gombkötő sera seul avec son secret. Le 2 avril, Springer annonce publiquement qu'il a pris le contrôle des quatre premiers quotidiens régionaux, dont l'un à Eger. « Nos journalistes, qui à ce stade-là étaient au courant des tractations en cours chez nous, sont alors allés voir leurs collègues d'Eger pour s'informer ». Troisième étape : l'un des dirigeants allemands de Springer, M. Eckart Bollmann, vient lui-même à Tatabánya. « Au cours d'une réunion, il a convaincu les journalistes que notre intérêt était de passer chez Springer. »

dans le cadre d'une politique de longue haleine. D'autre part, certains reprochent à l'auteur du « pamphlet passionné » de ne pas avoir tenu compte, dans ses propositions de libéralisation, de ses idées concernant le secteur étatique. En effet, l'expérience des années 80 montre que ce sont les prix fixés - préconisés par Kornai pour le secteur centralisé, un secteur par ailleurs dominé par des monopoles - qui ont connu, paradoxalement, les plus fortes hausses.

Car qui, à part les représentants de Springer, peut pavaner ? Au bout du compte, on sent sourdre chez ces journalistes le malaise confus de celui qui a fait apparemment une bonne affaire mais qui commence à se demander si ce ne serait pas lui le dindon de la farce. « Après avoir passé toute la nuit avec nos collègues d'Eger, on s'est dit que ce n'était pas génial mais qu'on devait accepter », se souvient Karoly Morocz. Les hommes de Springer n'avaient pas choisi la date au hasard : trois jours avant le deuxième tour des élections, les journalistes se sont sentis le cou tendu sous la gorge. Qu'allait-il advenir de tous les journaux du parti ? Serait-il nationalisé ? Placés sous le contrôle d'un autre parti ? Allait-on licencier les journalistes ? Tant d'incertitudes... L'offre de Springer tombait à point.

Tous sont à peu près persuadés qu'un arrangement secret est intervenu entre le PSH et Springer, visant à dédommager le parti de la perte de cette précieuse source de revenus, sans pour autant que cela apparaisse à l'actif du patrimoine qui reste à inventorier. Les dirigeants du PSH s'en défendent : « Ces requins ont eu des journaux pour le simple plaisir des salaires des rédacteurs », fulmine le porte-parole du PSH. Dans un communiqué publié le 10 avril, les représentants du PSH ont affirmé qu'ils avaient « catégoriquement » rejeté une demande d'indemnisation du PSH, considérant que les journalistes, en changeant d'employeur, avaient eux-mêmes entraîné la disparition des anciens titres.

Derrière cette affaire se profile en fait deux problèmes propres à un pays sortant de quatre décennies de communisme, celui du patrimoine de l'ancien parti unique, que certains tentent de sauver discrètement avant que l'Etat n'en récupère ce qui lui revient, c'est-à-dire la quasi-totalité, et celui des privatisations sauvages.

repos et hôtel. Le recours qu'il a intenté en justice en septembre a abouti le mois dernier, et les transactions ont été bloquées.

Cette affaire a incité des sources anonymes à le mettre sur la piste d'un autre scandale, celui du « palais Gerbeaud », immeuble classé situé en plein centre de Budapest et qui abrite le plus beau café de la ville. L'immeuble est aussi celui de l'Office du bto, organisme public qui a formé une joint-venture avec une société de RFA, la GSB Betriebs-und-Beteiligungs GmbH. L'Office du bto a tout simplement versé dans la société mixte l'immeuble Gerbeaud dont il avait l'usufruit, mais pas la propriété : c'est l'Etat qui en est propriétaire. Les statuts de la société mixte permettaient ainsi à l'entreprise ouest-allemande de transformer l'immeuble en hôtel de luxe. Alerté, le ministère de l'Agriculture est intervenu, et l'affaire doit être jugée le 28 avril.

Alajos Dornbach est maintenant débordé : on vient de lui proposer huit autres affaires « du même type », mais de moindre ampleur, dit-il : « une partie des personnes impliquées sont incompetentes, les autres sont corrompues ». Après le scandale de HungarHotels, dans lequel la chaîne nationale des hôtels hongrois, comprenant notamment l'Intercontinental et le Forum, était sur le point d'être vendue pour une bouchée de pain à une firme hollandaise-suédoise, Quintus, avant que le ministère du Commerce ne fasse intervenir la justice à l'extrême, cela fait beaucoup.

En Europe centrale, la Hongrie a été la première à s'ouvrir - très largement - au capital étranger, dans l'espoir de renflouer son économie. Mais outre qu'une législation héritée des années 50 permet une confusion entre usufruit et propriété, aucune procédure sérieuse n'avait été prévue pour l'évaluation des biens d'une société.

Depuis le 1^{er} mars, une Agence pour la propriété d'Etat est chargée de vérifier toutes les transactions entre joint-ventures afin d'éviter qu'on ne « dévalise la Hongrie », comme dit le porte-parole du PSH, mais plusieurs juristes mettent en doute l'efficacité de cet organisme, aux moyens modestes.

Les instincts nationaux du Forum démocratique, le mouvement qui vient de remporter les élections, feront peut-être davantage pour mettre un frein aux abus. Interrogé au lendemain de sa victoire sur l'« affaire Springer », le futur premier ministre, M. József Antall, a pourtant jugé qu'il n'y avait pas lieu de s'alarmer. « Pour l'instant ».

SYLVIE KAUFFMANN

pétrole à la Lituanie

La Lituanie a obtenu le droit de transporter du pétrole par rail à travers la Pologne vers la mer Baltique. Cette décision, prise par le Conseil de l'Europe, permet à la Lituanie de développer son commerce avec les pays voisins. Le ministre des Transports lituanien a déclaré que cette mesure était une étape importante vers l'intégration économique de la région.

Tout en condamnant leurs méthodes illégales

Le Soviet suprême refuse de lever l'immunité des deux « petits juges »

Les juges Slobodan et Ivanovic ne seront pas poursuivis en justice. Le Soviet suprême de la République fédérale de Yougoslavie a refusé de lever l'immunité des deux juges jugés coupables de crimes de guerre. Cette décision a été prise malgré les pressions internationales pour que justice soit faite.

Le terrain très mouvant

La situation politique en Tchécoslovaquie reste instable. Les tensions entre les communistes et les démocrates persistent. Les élections prévues pour mai sont attendues avec intérêt, car elles pourraient marquer un tournant décisif dans l'histoire du pays.

Le procureur de Prague voulait interdire le PC

Une crise politique provoquée par une menace d'interdiction du Parti communiste tchécoslovaque (PCT) a été dénouée en dernière minute, mercredi 18 avril, à l'ouverture d'une session du Parlement. Le procureur général de Prague avait demandé l'interdiction du PCT, arguant de sa déloyauté envers la Constitution.

Le Parlement ouvre la voie au capital étranger

Le Parlement tchécoslovaque a adopté, mercredi 18 avril, une loi ouvrant la voie à la création de sociétés anonymes sans autorisation préalable de l'Etat. Cette loi est une étape importante vers la libéralisation de l'économie et l'attraction d'investissements étrangers.

Après de longues discussions de couloir, le procureur général de Bohême, M. Pavel Rychetský, a condamné devant le Parlement l'initiative privée et l'opinion personnelle de M. Sokol, en annonçant l'ouverture d'une procédure disciplinaire à l'encontre de ce dernier.

Dans sa lettre, le procureur de Prague soulignait que le PCT est « un parti dont l'idéologie et les activités visent à la répression des droits et des libertés des travailleurs, malgré des proclamations contraires ».

Et il affirmait que les méthodes de liquidation physique d'adversaires ou leur internement pendant de longues années (...) sont pratiquées

Le RPR et les élections roumaines

Le RPR a décidé d'envoyer en Roumanie huit députés pour observer le déroulement de la campagne électorale jusqu'à la date du scrutin, le 20 mai, en raison du « climat d'incertitude » entourant la préparation de ces élections. Cette mission est confiée à une délégation dirigée par M. Dominique Perben.

Le Monde

Abonnement : 120 francs par an (hors taxes)

Service client : 01 44 43 49 00

Site web : www.lemonde.fr

JEAN-PIERRE GIRAUDOUX

Le Miroir aux fruits d'or

L'amour du style

Une femme tombe amoureuse de deux jumeaux qui tiennent leur journal, un couple se retrouve et s'aime sur un banc de Zurich, huit nouvelles d'amour où, en virtuose, Jean-Pierre Giraudoux mêle le fantastique au quotidien et tisse, entre ses personnages, des liens mystérieux.

DIPLOMATIE

La préparation du conseil européen de Dublin

La CEE prévoit d'intégrer la RDA au terme d'un processus en trois étapes

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Commission européenne a arrêté, mercredi 18 avril, sa position sur l'intégration de la RDA à la CEE. L'exécutif communautaire estime que trois étapes seront nécessaires avant l'achèvement du processus. Le document de Bruxelles sera examiné samedi 21 avril à Dublin par les ministres des affaires étrangères des Douze dans le cadre de la préparation du conseil européen, qui se tiendra une semaine plus tard dans la capitale irlandaise.

La Commission exprime sa foi dans « l'Allemagne unie » : « Le processus d'unification, soignée et réfléchi, est parfaitement compatible avec les objectifs de l'intégration européenne ». Cela ne l'empêche cependant pas d'inventorier les multiples difficultés qui rendent la tâche de la Communauté singulièrement complexe : « L'économie de la RDA peut sembler relativement performante (...) mais un examen plus détaillé fait apparaître, tout à la fois de graves retards structurels et des déficiences dans l'appareil de production ».

Bruxelles fixe le début de la première étape — la phase intermédiaire

d'adaptation — lors de la création de l'union monétaire inter-allemande, prévue pour le 1^{er} juillet prochain. Il faudra donc veiller très vite, souligne la Commission, à ce que le processus d'unification soit compatible avec la législation communautaire, afin de bien préparer les étapes ultérieures. Le document envisage même la conclusion d'un traité entre la RFA et la RDA, de sorte que des garanties soient données à la CEE.

Malgré les précautions prises par les responsables européens sur l'union monétaire — « le taux de change entre le deutschemark et le mark de l'Est restera essentiellement d'un choix politique et économique des deux Allemagnes » — ceux-ci affirment que l'opération aura « des conséquences macro-économiques et monétaires pour la Communauté dans son ensemble ». Ils s'inquiètent aussi de la restructuration de l'industrie en RDA, qui comportera nécessairement des aides substantielles au secteur public. Bruxelles demande à être informé avant l'octroi des subventions, afin de pouvoir apprécier si elles sont conformes aux règles de concurrence en vigueur dans la CEE.

Au total, estime la Commission, la transformation progressive de l'économie est-allemande demande, « des

réformes radicales et immédiates », qui supposent des investissements massifs, tant publics que privés. Elle rappelle à cet égard la vocation de la RDA à bénéficier des fonds de la BERD (Banque européenne de reconstruction et de développement) de la BEI (Banque européenne d'investissement) et de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier). Le texte de Bruxelles reprend à son compte les estimations selon lesquelles les bouleversements économiques en Allemagne de l'Est se solderont par un point supplémentaire de croissance en RFA et un demi-point en moyenne dans l'ensemble de la Communauté.

La question agricole

En résumé, la Commission Delors juge important l'impact de l'unification allemande sur la vie communautaire. Aussi souligne-t-elle la nécessité « de passer de l'information à la consultation, ce qui requiert des procédures appropriées, assurant une transparence optimale du déroulement de la phase intermédiaire d'adaptation ». Ce qui n'est visiblement pas le cas aujourd'hui.

La deuxième étape (« phase transitoire ») devrait commencer avec l'unification formelle des deux Allemagnes. Pendant cette période, la législation européenne, notamment celle relative à la réalisation du marché unique, devra être appliquée progressivement par la partie orientale du pays. La Commission ne fixe pas, à ce stade, de délai d'adaptation, mais estime souhaitable que les dérogations aux règlements et directives communautaires soient « aussi limitées que possible » à l'échéance du 1^{er} janvier 1993. Autant dire qu'elle préfère rester vague sur le passage à la troisième étape, celle qui devrait consacrer l'intégration de l'ex-RDA aux Douze.

Le document consacre, en outre, une attention particulière à la question agricole. L'agriculture de la RDA, explique-t-il, est caractérisée par l'existence de fermes d'Etat, qui couvrent 95 % des terres cultivées et dont la taille moyenne est de 4 500

hectares. Ce qui est très éloigné des exploitations familiales, forcément les plus répandues dans la CEE.

La Commission note que la productivité moyenne de l'agriculture est-allemande est largement inférieure à celle des Douze, en raison principalement de son organisation et de la surabondance de main-d'œuvre. En outre, la RDA pratique un système de subventions élevées à la consommation. Bruxelles estime qu'il faudra beaucoup de temps avant de surmonter toutes les difficultés, dont celle qui tient au régime de propriété. C'est pour cela que la CEE se garde d'évaluer le coût de l'intégration de la RDA pour le budget européen. Equivoque d'autant plus aisée que la politique agricole commune absorbe encore aujourd'hui la majorité des crédits communautaires (près de 60 % des dépenses globales).

Le grand nombre d'accords internationaux conclus par la RDA préoccupe également la Commission. Tous reflètent les échanges commerciaux actuels de ce pays qui, à concurrence de 65 % — dont 40 % avec l'URSS — s'effectuent, le plus souvent sous forme de troc, avec les Etats membres du COMECON et à hauteur de 20 % seulement avec l'Europe occidentale (y compris les 8 % au titre du commerce inter-allemand). La question qui se pose est de savoir comment harmoniser les arrangements existants avec les règles commerciales de la CEE. La Commission n'a pas encore de réponse, mais elle pense, d'ores et déjà, que « l'Allemagne unie » devra continuer d'importer les hydrocarbures et les matières premières d'URSS et d'exporter vers ce pays des produits manufacturés.

MARCEL SCOTTO

AMÉRIQUES

CHILI

Le nouveau pouvoir et le FBI relancent l'enquête sur l'affaire Letelier

SANTIAGO (Chili)

de notre correspondant

L'affaire Letelier rebondit : plusieurs éléments nouveaux vont peut-être permettre de rouvrir le procès instruit par la justice américaine sur l'assassinat d'Orlando Letelier, ancien ministre des affaires étrangères de Salvador Allende, commis à Washington en 1976. Une charge explosive avait désintégré la voiture du dirigeant socialiste, en compagnie duquel se trouvait sa secrétaire, citoyenne américaine.

Sur la foi des déclarations de deux témoins qui ont participé à l'attentat — dont un officier chilien, le capitaine Fernandez Larios, qui s'est livré aux autorités fédérales en 1987, — la justice américaine impute ce double meurtre à la DINA, le service secret du régime militaire. Elle a réclamé de la Cour suprême de Santiago, jusqu'à présent en vain, l'extradition de ceux qu'elle estime être les commanditaires du crime : l'ancien directeur de la DINA, le général Manuel Contreras, et l'un de ses proches collaborateurs, le colonel Pedro Espinoza.

Vrais-faux passeports

L'arrestation, la semaine dernière, par le FBI d'un Cubain anticariste résidant en Floride devrait apporter de nouvelles preuves de la conspiration. Selon les enquêteurs américains, Dionisio

Saurez aurait fourni l'explosif aux hommes de la DINA. La « filière cubaine » a d'ailleurs été utilisée par le service chilien qui n'hésita pas, dans les années qui suivirent le coup d'Etat de 1973, à commettre plusieurs attentats en terre étrangère.

D'autre part, le quotidien démocrate-chrétien *La Epoca*, proche du nouveau pouvoir, publie depuis plusieurs jours un reportage sur la mystérieuse « Liliana Walker », un agent de la DINA qui s'est rendu à Washington en compagnie du capitaine Fernandez Larios, se faisant passer pour son épouse. Il s'agirait d'une ancienne entraîneuse de cabaret, qui, n'y résistant plus, s'est décidée à parler. Mais depuis qu'elle fait la une des journaux, la Mata Hari chilienne est introuvable.

De son côté, le gouvernement suit une autre piste, celle des « vrais-faux » passeports délivrés par le ministère des affaires étrangères aux agents de la DINA pour leur voyage aux Etats-Unis et à propos desquels une enquête administrative a été ordonnée. Elle ne permettra cependant pas d'éclaircir le mystère entourant la mort de trois employés du ministère ayant eu connaissance de la falsification. L'un s'est « suicidé », les deux autres ont été victimes d'accidents. Quant au général Contreras, reconverti avec succès dans les affaires, il proteste de son innocence, même s'il se trouve très peu de personnes au Chili pour le croire.

GILLES BAUDIN

MM. Kohl et Mitterrand relancent l'Europe politique

Suite de la première page

Ils attendent du conseil qu'il décide « de lancer les travaux préparatoires à une conférence intergouvernementale sur l'union politique ». « Il s'agit notamment, ajoutent-ils, de renforcer la légitimité démocratique de l'union, de rendre plus efficace les institutions, d'assurer l'unité et la cohérence de l'action de l'union dans les domaines économique, monétaire et politique, de définir et mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune ».

MM. Kohl et Mitterrand souhaitent

que les ministres des affaires étrangères soient chargés d'établir un premier rapport pour le conseil européen de juin et un rapport final pour celui de décembre. Ils désirent aussi que la conférence intergouvernementale sur l'union politique se réunisse « parallèlement à la conférence sur l'union économique et monétaire ». « Notre objectif, concluent-ils, est que ces réformes fondamentales — union économique et monétaire ainsi que l'union politique — entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1993, après ratification par les parlements nationaux ».

Les deux Allemagne ont entamé leurs négociations en vue d'un « traité d'Etat »

Les premières rencontres ministérielles interallemandes depuis la constitution du nouveau gouvernement à Berlin-Est ont eu lieu, mercredi 18 avril, à Bonn. Elles sont le prélude à des consultations intensives entre les deux parties destinées à mettre au point le « traité d'Etat » qui encadrera la marche des deux Allemagnes vers leur unité.

BONN

de notre correspondant

Les discussions entre les deux ministères de l'intérieur, MM. Wolfgang Schäuble (CDU-Ouest) et Peter-Michael Diestel (DSU-Est), ainsi que la rencontre entre M. Hildebrandt (SPD-Est) et M. Blum (CDU-Ouest), ministres du travail, avaient un caractère officiel, alors que les premiers contacts entre M. Hans-Dietrich Genscher et son homologue est-allemand, le social-démocrate Markus Meckel, ont pris la forme d'un dîner informel au domicile privé du chef de la diplomatie de Bonn.

MM. Schäuble et Diestel ont annoncé qu'ils avaient l'intention d'adopter « aussi vite que possible » les contrôles à la frontière interallemande, sans toutefois annoncer une date précise. M. Schäuble a cependant indiqué que cette mesure devrait intervenir « à temps pour être appliquée lors de la grande vague des voyages d'été ». Entre-temps, la RDA et la RFA devront harmoniser leurs politiques en matière de visas, ce qui est loin d'être simple : les Allemands de l'Ouest devront persuader leurs partenaires européens du groupe de Schengen, qui prépare la libre circulation des personnes au sein de la CEE, qu'il convient de traiter sur le même pied les citoyens de la RDA et de la RFA. D'autre part, Berlin-Est devra expliquer au gouvernement fédéral la décision de supprimer les visas entre les deux pays, prise in extremis par le gouvernement allemand, n'entraînant vraisemblablement jamais en vigueur.

Les deux ministères ont également indiqué que les activités d'espionnage réciproques entre la RDA et la RFA allaient prendre fin. Cela concerne, a précisé M. Schäuble, les interventions à l'Est de l'Office de

protection de la Constitution, dont il a la tutelle et qui est responsable de la sécurité intérieure de la RFA, et non celle du Service d'information fédéral (BND), équivalent ouest-allemand de la DGSE française. Les missions futures du BND sur le territoire est-allemand devront être discutées dans le cadre de la conférence « quatre plus deux », dont la première réunion au niveau ministériel se déroulera au début du mois de mai.

Rien n'a filtré des propos qu'ont échangés MM. Genscher et Meckel. On peut cependant supposer que les deux hommes ont évoqué les problèmes posés par la lettre transmise par l'ambassadeur d'URSS à Berlin-Est au premier ministre est-allemand M. Lothar de Maizière. Selon la télévision ouest-allemande, cette lettre exprimerait les réserves de Moscou sur l'intégration de la RDA à l'OTAN et l'application de l'article 23 de la Constitution de la RFA pour l'unification des deux pays. Les problèmes des relations germano-polonaises étaient également à l'ordre du jour puisque M. Meckel doit se rendre lundi à Varsovie.

LUC ROSENZWEIG

Selon le gouvernement britannique

Les tubes destinés à l'Irak étaient bien les éléments d'un canon

LONDRES

de notre correspondant

Le gouvernement a confirmé que les huit tubes métalliques saisis le 11 avril dans un port du nord-est de l'Angleterre étaient bien les éléments d'un canon destiné à l'Irak. Mettant fin à une semaine d'hésitations, M. Nicholas Ridley, ministre du commerce et de l'industrie, a déclaré mercredi 18 avril devant les Communes qu'il était désormais « entièrement certain qu'il s'agissait des composants d'un canon et que les douanes avaient agi correctement ».

M. Ridley a d'autre part reconnu que son ministère avait été contacté au cours de l'été 1988 par deux sociétés impliquées dans cette affaire, Walter Somers et les Forges de Sheffield, qui s'inquiétaient de savoir si le matériel que

leur commandaient respectivement une entreprise belge et une entreprise irakienne n'était pas interdit à l'exportation. Ce n'était pas le cas « selon les informations disponibles à l'époque », a affirmé M. Ridley. « Jusqu'à ces derniers jours, mon ministère ignorait totalement que ces produits servaient à constituer un canon », a-t-il ajouté. M. Ridley a enfin estimé qu'il n'était pas possible de construire un canon complet avec les éléments qui ont déjà été exportés de Grande-Bretagne.

M. Ridley a révélé au passage que Walter Somers avait fait savoir à son ministère pendant l'été 1988 que la commande venait de la société belge Space Research Corporation. Celle-ci était dirigée par M. Gerald Bull, un spécialiste des questions balistiques, qui avait déjà construit de nombreux canons

dans le passé et a été assassiné le 22 mars dernier à Bruxelles. Comment dans ces conditions le ministère du commerce et de l'industrie a-t-il pu accepter la version selon laquelle les tubes, dont les plans avaient été dessinés par cet expert, devaient servir à des installations pétrolières ?

Sir Hal Miller, député conservateur et ancien vice-président du parti a aussitôt qualifié de « mensonge » l'affirmation de M. Ridley selon laquelle son ministère n'était pas au courant. Sir Hal a déclaré aux Communes qu'il avait lui-même averti au début de l'année 1988 le ministère du commerce et de l'industrie, celui de la défense, et « une troisième institution » (qui pourrait être le MI 6, les services secrets) des doutes des responsables de Walter Somers à propos de ces canons.

DOMINIQUE DHOMBRES

A TRAVERS LE MONDE

COTE-D'IVOIRE

Le gouvernement prépare une relance de l'économie

Après l'annonce, mardi 17 avril, de la suspension des baisses de salaires, le chef de l'Etat ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny, a chargé M. Alassane D. Ouattara, gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), de la conduite du plan de relance de l'économie du pays (le Monde du 19 avril). M. Ouattara est nommé président d'un conseil interministériel regroupant sept membres du gouvernement (économie et finances, agriculture, commerce, industrie, mines, fonction publique et travaux publics). Ce conseil a pour mission d'étudier de nouvelles mesures d'austérité dans le cadre d'un plan d'ajustement structurel, recommandé par les bailleurs de fonds.

Le gouverneur de la BCEAO a indiqué qu'il mettrait à profit cette pause pour « approfondir le programme d'ajustement structurel » élaboré précédemment et lui « donner une meilleure base », avant de soumettre rapidement de « nouvelles solutions » au chef de l'Etat ivoirien. Le « sura » que se donnent les autorités d'Abidjan, en repoussant les mesures d'austérité, permettra peut-être de résoudre dans un premier temps la crise politique qui tourne autour de la fin du mandat du président et de la désignation de son successeur. — (Correspondance.)

ESPAGNE

Le premier ministre roumain a obtenu un crédit de 100 millions de dollars

Le premier ministre roumain, M. Petre Roman, a fait, les 17 et 18 avril en Espagne, sa deuxième visite officielle à l'étranger. Au cours de ses rencontres, notamment avec le roi Juan Carlos et le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, il a insisté sur son souhait de voir l'Espagne participer à la reconstruction de l'économie roumaine. Cette aide semble particulièrement attendue dans deux secteurs : le tourisme et l'agricul-

ture. Avec ses quarante millions de visiteurs par an, l'Espagne a offert sa collaboration pour la formation des cadres roumains du secteur touristique.

De même l'Espagne, grand exportateur de produits agro-alimentaires, pourrait coopérer avec la Roumanie pour aider celle-ci à mieux vendre et transformer sa production. Pour stimuler les échanges, très réduits, entre les deux pays, MM. Roman et Gonzalez ont signé, mercredi 18 avril, un accord-cadre de collaboration économique et l'Espagne a promis l'ouverture d'une ligne de crédits de 100 millions de dollars. — (Corresp.)

NICARAGUA

Accord sur un projet de cessez-le-feu

La Résistance nicaraguayenne (RN), représentant la Contra, et le gouvernement sandinista sont tombés d'accord, mercredi 18 avril, sur le principe d'un cessez-le-feu et d'un regroupement des forces rebelles dans cinq zones de sécurité où ils remettront leurs armes. Il reste toutefois à préciser les aspects « techniques » de ce début d'accord, le négociateur du gouvernement sandinista ayant refusé de préciser la localisation et la surface des enclaves où seront regroupés les rebelles. Enfin aucune date n'a été officiellement retenue, la Contra affirmant qu'elle ne « désarmerait pas avant la passation de pouvoirs du 25 avril » et avant d'avoir vu s'opérer d'importants changements dans l'armée sandinista.

De son côté, le président Daniel Ortega a déclaré, mercredi, qu'il entendait respecter le calendrier « même si la Contra ne désarmait pas dans les montagnes du nord du pays ». Le 25 avril, a-t-il dit, je passerai l'écharpe présidentielle à Violeta Barrios de Chamorro et elle deviendra le chef de l'exécutif, que la guerre continue dans notre pays ou qu'elle ait été éradiquée... — (AFP, Reuters.)



YOUgoslavie

Levée de l'état d'urgence au Kosovo

Avec l'accord de la République de Serbie et du gouvernement fédéral, la présidence collégiale de la Yougoslavie a décidé, mercredi 18 avril, de mettre fin à l'état d'urgence en vigueur depuis treize mois dans la province du Kosovo. La présidence a également ordonné la libération de cent huit prisonniers politiques. Estimant que le loi et l'ordre publics ont été « dans une certaine mesure » rétablis, elle se déclare convaincue que ces décisions contribueront à promouvoir les processus de démocratisation dans cette région et dans l'ensemble du pays.

Des mesures d'urgence avaient été décrétées au Kosovo le 27 février 1988 à la suite d'un soulèvement de la population de souche albanaise contre une réforme constitutionnelle et de la reprise en main de la province par la Serbie. Les affrontements avec les forces de l'ordre ont fait une cinquantaine de morts en un an.

Selon un représentant de l'opposition au Kosovo, M. Manuchit, la présidence collégiale a pris ces décisions non pas pour satisfaire ses revendications, mais plutôt pour répondre aux demandes des gouvernements étrangers qui, dans ces conditions, seraient prêts à apporter leur soutien financier aux réformes fédérales. L'opposition continue à réclamer la liberté d'association, des élections libres et la libération de tous les prisonniers politiques. (Infirm.)

o NAMIBIE : ouverture du procès du meurtrier présumé d'Anton Lubowski. — Le procès d'un ressortissant irlandais âgé de cinquante-deux ans, Donald Acheson, meurtrier présumé du dirigeant blanc de la SWAPO, Anton Lubowski, assassiné le 12 septembre, s'est ouvert, mercredi 18 avril, à Windhoek en l'absence de tous les témoins à charge, soit quatre anciens policiers sud-africains qui ont refusé de venir déposer. Le juge M. Ismael Mohammed a souligné qu'il n'existait aucun traité d'extradition entre la Namibie, indépendante depuis le 21 mars, et l'Afrique du Sud. Ces quatre hommes cités par le ministère public appartenaient à un mystérieux organisme dépendant des forces armées sud-africaines, le Bureau de coopération civile (CCB). — (AFP)

صكنا من الامم

AMÉRIQUES

CHILI

La nouvelle pouvoir et le FBI relancent l'enquête sur l'affaire Letelier

CONFUSION EN

du monde

Le FBI a réouvert l'enquête sur l'assassinat de l'ingénieur américain John F. Letelier, tué en 1976 par un attentat à la bombe en République dominicaine. L'enquête est menée par le FBI et la justice chilienne. L'assassinat a été attribué à la DINA, le service de renseignement militaire chilien.

Sur la base des déclarations de deux témoins qui ont participé à l'attentat, le FBI a réouvert l'enquête sur l'assassinat de John F. Letelier, ingénieur américain tué en 1976 par un attentat à la bombe en République dominicaine.

Vendredi 20 avril 1990

L'assassinat de John F. Letelier, ingénieur américain tué en 1976 par un attentat à la bombe en République dominicaine, a été attribué à la DINA, le service de renseignement militaire chilien.

Le FBI a réouvert l'enquête sur l'assassinat de John F. Letelier, ingénieur américain tué en 1976 par un attentat à la bombe en République dominicaine. L'enquête est menée par le FBI et la justice chilienne.

Sur la base des déclarations de deux témoins qui ont participé à l'attentat, le FBI a réouvert l'enquête sur l'assassinat de John F. Letelier, ingénieur américain tué en 1976 par un attentat à la bombe en République dominicaine.

GILLES BAUDIN



Plus besoin d'être un poisson pour boire de l'eau de mer!

Quand on sait que 70 % de la surface du globe sont recouverts d'eau, on ne peut s'empêcher de penser à une tragique ironie : 400 millions d'hommes vivent en bordure de mer et manquent d'eau potable. En association avec les spécialistes et les autorités, les chercheurs de Du Pont de Nemours ont réussi à transformer l'eau de mer en eau potable. La solution : le filtre

PERMASEP*, une fibre creuse et ultra-fine pour le dessalement des eaux de mer ou saumâtres. Chaque jour, ce sont ainsi deux milliards de litres d'eau potable qui sont produits dans plus de quarante pays ! Du Pont de Nemours fournit à des millions d'êtres humains ce qu'ils désirent le plus : un verre d'eau fraîche.

Du Pont et la vie.
PERMASEP fait partie des centaines de nouveaux produits développés par Du Pont de Nemours qui participent à la sauvegarde de l'homme à travers le monde. Une étroite collaboration avec des spécialistes d'horizons aussi variés que l'agriculture, la médecine et l'énergie, permet aux hommes de Du Pont de Nemours de mettre la technologie au service de la vie.
Pour toute information concernant Du Pont de Nemours, contacter : Du Pont de Nemours (France) S.A., 137, rue de l'Université, 75334 Paris Cedex 07 - Tél. : (1) 45.50.63.81.

*Marque déposée de Du Pont de Nemours

De meilleurs produits pour une vie meilleure. **DU PONT**



PROCHE-ORIENT

LIBAN

Un groupe terroriste annonce la libération imminente d'un otage américain

Le Jihad islamique pour la libération de la Palestine (JILP) - qu'il ne faut pas confondre avec le Jihad islamique - a lancé, mercredi 18 avril à Beyrouth, le compte à rebours pour la libération « dans les quarante-huit heures » d'un des trois otages américains qu'il détient, mais a exigé la venue à Damas dans ce délai d'un haut responsable américain.

Dans un communiqué parvenu au bureau d'une agence de presse occidentale à Beyrouth-Ouest (sous contrôle syrien), l'organisation clandestine pro-iranienne affirme que son initiative « répond à la demande pressante » des dirigeants iraniens « pour commencer à clore le dossier des otages ». Le JILP salue « les efforts continus de la Syrie » sur la question des otages, et demande la venue à Damas dans les quarante-huit heures de M. John Kelly, secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient et ancien ambassadeur des Etats-Unis au Liban, pour « parachever les préparatifs de la libération ».

Le JILP ne précise pas l'identité de l'otage qu'il a l'intention de libérer. Il avait revendiqué l'enlèvement de trois professeurs américains, MM. Jesse Turner, cinquante ans, Robert Polhill, cinquante-neuf ans, et Alann Steen, quarante-neuf ans, enlevés ensemble le 24 janvier 1987 sur le campus du Beirut University College (BUC), à Beyrouth-Ouest. Dix-sept Occidentaux - dont huit Américains - sont actuellement détenus au Liban, la plupart d'entre eux par des organisations clandestines présumées proches des intégristes pro-iraniens.

Pour authentifier son message, l'organisation y a joint un cliché instantané couleur de M. Turner. Anaigri, portant une longue barbe et un T-shirt jaune, l'otage a les

yeux mi-clos derrière ses lunettes. Dans son communiqué, le JILP affirme que sa « réponse positive n'est intervenue que parce qu'il a confiance en la solution telle qu'elle a été proposée, et sur la base du message verbal qui sera transmis au président » américain, M. George Bush. Il ajoute aussitôt, menaçant : « Nous sommes prêts à répondre positivement comme nous sommes prêts à une escalade, et c'est à l'autre partie de choisir ». L'organisation parle d'un « contexte positif assurant une solution bénéfique à toutes les parties concernées », mais entretient le flou en ne donnant aucune indication sur un éventuel accord entre des parties iraniennes ou entre l'Iran et Washington.

Depuis deux mois, la presse irannienne a multiplié les articles évoquant la fin de la crise des otages, et le président iranien, Ali Khatami, a déclaré que le Liban avait affirmé le 7 mars son « sentiment que le problème des otages est en passe de trouver une solution ». Dans une interview à la BBC, le rédacteur en chef du *Tehran Times*, qui résume généralement les positions des « modérés » iraniens, s'est montré optimiste, mercredi, affirmant que « tous les otages seront libérés, et cela très bientôt ».

Washington, en revanche, se montre plus prudent. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a déclaré qu'il fallait « attendre et voir ». Il a ajouté que, de toute manière, le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, M. John Kelly, qui se trouvait mercredi à Beyrouth, « ne rencontrera pas les preneurs d'otages ». « Nous n'entendons pas qu'il soit impliqué dans cette affaire », a-t-il souligné. Le secrétaire d'Etat James Baker avait auparavant déclaré que les Etats-Unis avaient « toujours un espoir » que des otages puissent être libérés. (AFP, Reuters)

ISRAËL : profitant du départ de M. Pères du gouvernement

M. Shamir préparerait de nouvelles implantations dans les territoires occupés

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Fidèle à la tactique du fait accompli, la droite israélienne profiterait du départ des travaillistes du gouvernement pour préparer de nouvelles implantations dans les territoires occupés. Du moins est-ce ce qu'affirme cette semaine l'ensemble de la presse israélienne, en soulignant que le gouvernement Likoud (droite) de M. Itzhak Shamir planifie l'installation d'une implantation en Cisjordanie, sur la route de Jéricho, non loin de celle de Kfar-Azma. Il s'agirait d'une toute petite agglomération, un village, mais qui ne figurait pas dans le programme d'implantations - très limité - convenu entre le Likoud et les travaillistes après les élections de 1988.

Seul au gouvernement depuis le départ des travaillistes en mars dernier, le Likoud, rapporte la presse, a profité de l'absence de M. Itzhak Rabin au ministère de la Défense pour favoriser un discret accroissement des implantations. Outre celle de la route de Jéricho, les travaux de terrassement ont commencé cette semaine pour une autre implantation, celle de Dugit, devant abriter deux cent cinquante personnes dans

le nord de la bande de Gaza, à 6 kilomètres du camp de réfugiés palestiniens de Shati, un des plus miséreux et des plus peuplés. A en croire le *Jerusalem Post*, les autorités prévoient une deuxième implantation dans le territoire de Gaza, Peat-Sadeh, près de la frontière avec l'Egypte.

Pas moins de quatre quotidiens - *Haaretz*, *al Hamishmar*, *Hadashot* et *Maariv* - critiquent le gouvernement de M. Shamir pour cette volonté de créer ainsi des « faits accomplis » : ils estiment que l'occupation d'un immeuble par des « colons juifs » dans le quartier chrétien de la vieille ville de Jérusalem fait expressément partie de cette même politique. Pour la deuxième fois depuis le début de l'affaire, la justice israélienne a ordonné l'évacuation des « colons », mais ceux-ci ont décidé de faire appel devant la Cour suprême. Ils ont reçu le soutien d'une autre personnalité du Likoud, M. Dov Shilansky, le président de la Knesset, venu leur rendre visite mercredi. Les manifestations de Palestiniens devant l'immeuble, l'hospice de Saint-Jean, à côté du Saint-Sépulcre, sont devenues quotidiennes.

ALAIN FRACHON

Huit instituteurs et trois écoliers brûlés vifs dans un bus scolaire

BEYROUTH

de notre correspondant

Un minibus ramenant, mercredi 18 avril dans l'après-midi, des instituteurs et des enfants d'une école de Beyrouth-Ouest à Beyrouth-Est, venait de traverser la ligne droite du passage du Musée et de pénétrer dans le réduit chrétien en territoire contrôlé par le général Aoun, lorsqu'il a explosé et pris feu. Onze passagers, trois enfants et huit adultes ont péri calcinés. Les autres, qui ont pu se jeter par les portes et fenêtres, ont échappé à la mort : dix sont blessés et trois dont le chauffeur sont saufs.

Les médias du général Aoun ont tout de suite affirmé que les miliciens des Forces libanaises, dont les positions font face au passage du Musée, avaient tiré une balle incendiaire sur le bus, provoquant le carnage. Objectif : fermer ce passage qui relie Beyrouth-Ouest au sous-réduit du général Aoun et, à travers celui-ci, à l'escadron de Beyrouth-Est tenu par les Forces libanaises, au bénéfice du passage du Port nouvellement ouvert entre les deux secteurs de Beyrouth et qui les relie directement, passage au demeurant plus sûr que l'autre dans le contexte géopolitique actuel de la capitale libanaise.

Accusations et contre-accusations

Ainsi mises en accusation, les Forces libanaises ont accusé à leur tour le général Aoun d'avoir lui-même fomenté l'attentat pour couvrir celui qui s'était produit trois heures plus tôt dans l'une de ses casernes. Leur principal argument : à l'endroit où le bus a été atteint, il n'était pas visible à partir des positions des forces libanaises. Leur principale requête pour se disculper : une commission d'enquête. Accusations et contre-accusations se perdront, comme toujours au Liban, dans le bruit et l'horreur d'une prochaine bataille.

Quant à l'explosion dans la caserne d'une unité d'élite des troupes du général Aoun, elle s'était produite mercredi à 9 h 30, à proximité du ministère de la Défense, à Yarzé. Selon le général Aoun, des munitions prises (aux FL) auraient explosé en cours de transport, faisant deux tués parmi des soldats. Selon les Forces libanaises, une voiture piégée en vue d'un attentat aurait explosé dans la caserne faisant six morts, dont un beau-frère du général Aoun et son épouse, tous deux en liaison avec le dissident FL pro-syrien M. Elias Hobeika. A une dizaine de blessés dont le commandant de l'unité d'élite. Les FL attribuent l'explosion à une opération menée par les commandos de militaires opposés au général Aoun, qui se sont donné le nom « Honneur, Fidélité, Sacrifice » et qui se sont déjà manifestés deux fois, revendiquant des opérations toutefois moins spectaculaires.

Enfin, si l'armée syrienne a imposé l'ordre entre les deux milices chiites, Amal et le Hezbollah, qui se livraient à Beyrouth-Ouest, la tension y demeure fort vive.

LUCIEN GEORGE

ASIE

La tension entre l'Inde et le Pakistan à propos du Cachemire

Des risques de dérapage

La question du Cachemire a gravement envenimé les relations entre New-Delhi et Islamabad ces dernières semaines, chaque pays préparant son opinion à l'éventualité d'un nouveau conflit. Mercredi 18 avril, M. Robert Kimmit, sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires politiques, a exprimé son « inquiétude croissante », estimant qu'il y a « un grave risque d'erreur de calcul qui pourrait conduire les événements à échapper dangereusement à tout contrôle ».

Entre-temps, à Srinagar, capitale de l'Etat indien de Jammu-et-Cachemire, la situation demeure tendue, un couvre-feu presque complet étant en vigueur depuis deux semaines.

Le gouvernement a interdit la plupart des organisations indépendantistes et ordonné la fermeture de deux imprimeries confectionnant plusieurs journaux réputés sécessionnistes.

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Une nouvelle fois, le Pakistan et l'Inde menacent d'en découdre. De part et d'autre, les affirmations martiales se succèdent, aussitôt suivies de protestations pacifiques : si agresseur il y a, ce sera l'autre. Le ton ne cesse de monter, et cette escalade verbale devient préoccupante. La guerre, le cas échéant, serait plus lourde de conséquences que les trois précédents conflits pakistano-indiens, en raison de la modernisation des armements. Comme en 1965, la question irrésolue du Cachemire serait le détonateur. De différentes capitales occidentales, mais aussi de Pékin et de Moscou, des appels à la modération, à la nécessité de régler le différend par voie de négociation, ont été lancés.

En réponse, les deux premiers ministres, M. V. P. Singh et Mme Benazir Bhutto, mettent l'accent sur les préparatifs de guerre de l'adversaire. Les premiers mots de cette nouvelle tension entre les deux moitiés de l'ancien Empire des Indes, mal séparées en 1947, sont tombés le 12 avril, dans le secteur de Poonch, dans la région de Jammu. Certes, comme l'a fait, à Islamabad, un porte-parole du ministère de la Défense, on pourrait considérer que « des tirs le long de la ligne de cessez-le-feu sont un phénomène normal, qui a lieu pratiquement chaque jour ». Il est vrai que des escarmouches ont lieu régulièrement sur les hauteurs du glacier Siachen, dans le nord du Cachemire.

Pourtant, par la voix de M. Singh, l'Inde affirme que l'armée pakistanaise a été mise en état d'alerte « rouge », que de nouveaux avions ont été rendus opérationnels non loin de la frontière, que des radars ont été déployés et des troupes blindées déployées. Islamabad a démenti : « aucun changement de notre côté, mais l'armée reste vigilante ». Pourtant, selon des sources indépendantes, une activité militaire inhabituelle a lieu dans la zone de Muzaffarabad, « capitale » de l'Azad-Cachemire, la partie pakistanaise de cette région toujours disputée depuis la partition de l'ancienne colonie britannique.

Les Pakistanais, de leur côté, soulignent que les troupes

indiennes qui, chaque année, effectuent des manœuvres au Rajasthan, dans la région de Bikaner, ne sont pas repenties sur leurs positions comme elles auraient dû le faire, à la fin mars.

Contacts entre les états-majors

D'autre part, le Pakistan s'inquiète de la présence au Cachemire, soit à quelques dizaines de kilomètres de sa frontière, d'environ 250 000 hommes, chargés, selon New-Delhi, de combattre la rébellion indépendantiste des Cachemiris. Néanmoins, il ne semble pas que, des troupes aient été massées en nombre significatif le long de la ligne de cessez-le-feu, et les contacts entre les états-majors des deux armées (grâce à une « ligne rouge ») n'ont pas été interrompus.

A Islamabad comme à New-Delhi, le pouvoir est faible : rien de tel que des gouvernements peu assurés de leur avenir sur le plan politique pour se lancer dans la surenchère diplomatique. Là se situe le risque de dérapage. Aucun des deux pays n'a priori intérêt à la guerre, mais cela ne suffit pas à écarter la menace. La querelle sur le Cachemire est en effet dans une impasse diplomatique... depuis quarante ans. Le gouvernement de M. V. P. Singh s'enfonce de plus en plus dans une politique répressive pour écraser l'action subversive de militants indépendantistes dont il feint de croire qu'ils ne sont que des « terroristes ».

S'il n'y parvient pas, c'est précisément, affirme-t-on à New-Delhi, parce que le Pakistan entraîne, finance et arme cette subversion, comme il le fait pour celle, voisine, des indépendantistes sikhs du Pendjab. L'échec de sa politique face à ces deux irrédentismes conduit le gouvernement indien à désigner le coupable, ou le bouc émissaire : le Pakistan. Le Pakistan, son peuple et son armée sont, de leur côté, entretenus dans l'idée qu'il s'agit d'un devoir moral et islamique de « libérer » le peuple du Cachemire victime d'« atrocités ». Le dialogue de sourds est total.

L'Inde a produit des « preuves » de l'implication du Pakistan, mais celles-ci n'emportent pas la conviction. Islamabad, de son côté, n'en a pas. M. Bhutto fut un moment accusé du pire par son

opposant, dont le chef de file est le chef-ministre du Pendjab, M. Nawaz Sharif, et elle a donc vite adopté un ton nettement plus agressif. M. Singh, lui aussi, à ses ultimes : le BJP (Bharatiya Janata Party), le parti de la droite hindouiste, dont dépend en grande partie la survie de son gouvernement, réclame l'abrogation de l'article 370 de la Constitution, qui accorde à l'Etat de Jammu-et-Cachemire un statut à part. Le fait que le Cachemire soit le seul Etat de l'Inde à majorité musulmane n'arrange évidemment pas les choses aux yeux des mouvements hindous extrémistes. Ceux-ci réclament ouvertement qu'une « leçon » soit donnée aux Pakistanais, accusés par ailleurs d'être à l'origine des troubles communautaires et des attentats qui, depuis quelques semaines, se multiplient en Inde.

M. Bhutto menace

Mais la situation de M. Bhutto est encore plus inconfortable. Son gouvernement, sous sa forme actuelle, ne survivrait probablement pas à un conflit. L'opposition cherche par tous les moyens à la déstabiliser. Le président de la République, dont les pouvoirs restent importants, n'est pas de son bord. Dans la province du Sind, où des chars ont été déployés dans les rues il y a quelques jours, des affrontements dignes d'une guerre civile se produisent régulièrement. Le chef de l'armée pakistanaise, le général Aslam Beg, vient de déclarer que l'armée ne résisterait pas à un « spectateur silencieux » au cas où le gouvernement de M. Bhutto serait incapable de maintenir l'ordre.

Certes, le rapport des forces semble nettement favorable à l'Inde. Mais le Pakistan, dans l'hypothèse d'un conflit, jouerait probablement la carte d'un *blitzkrieg*, en attendant que les grandes puissances imposent la paix. Ni New-Delhi ni Islamabad ne veulent d'une guerre dont les conséquences en termes de vies humaines, de destructions et d'impact sur des économies déjà fragiles, seraient considérables. Chaque pays le mesure mais, jusqu'à présent, se refuse à ouvrir le dialogue. Un espoir cependant : la rencontre qui devrait avoir lieu, dimanche à New-York, entre les ministres des affaires étrangères pakistanaise et indienne.

LAURENT ZECCHINI

NÉPAL

Le roi a approuvé la composition du gouvernement intérimaire

La composition du gouvernement de coalition chargé d'organiser des élections a été approuvée par le roi, jeudi 19 avril. Ce gouvernement est présidé par un ancien dissident, M. Krishna Prasad Bhattarai.

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du sud

Célébrité de soixante-six ans, personnage à l'humour et au rire faciles, M. Krishna Prasad Bhattarai a passé quatorze ans de sa vie dans les geôles royales, au cours d'une dizaine de séjours, sous des motifs divers : le roi emprisonnait facilement. La plus longue période de détention du nouveau chef du gouvernement a duré trois ans et demi. La dernière, c'était juste avant le déclenchement du mouvement qui a mis fin à trente ans de monarchie absolue, il y a quelques semaines. En même temps que le vieux leader du Congrès népalais, Ganesh Man Singh, il avait été mis en résidence surveillée, vaine tentative pour priver le mouvement populaire de ses chefs. Il est président en exercice de la principale formation politique népalaise depuis 1977.

Il n'appartient pas à l'équipe des dirigeants historiques du Congrès, qui, comme Ganesh Man Singh et B. P. Koirala (décédé), de leur exil à Calcutta, luttèrent contre le régime de Katmandou et se solidarisèrent avec le mouvement du Congrès indien. Mais sa légitimité

est incontestable. Le verbe aisé - trop sans doute - le nouveau premier ministre a une tendance, au cours de ces derniers jours, à se contredire. Lundi, il affirmait que son cabinet ne comporterait pas de « panchas », c'est-à-dire de représentants du roi. Mercredi, il a annoncé qu'il y en aurait deux... comme le souhaitait Ganesh Man Singh.

M. Krishna Prasad Bhattarai va diriger un gouvernement intérimaire de onze membres, jusqu'à l'organisation d'élections libres, vraisemblablement dans un délai d'un an. Trois de ses ministres seront des membres du Congrès, trois autres du Front uni de la gauche (qui regroupe les organisations communistes), dont la présidente de l'ULF, M. Shama Pradhan, une petite dame intelligente, « marxiste » et qui avait prévu qu'il y aurait des proches du roi dans le futur « gouvernement du peuple ». Un gouvernement bien

panaché, puisqu'il comprendra notamment les deux avocats des droits de l'homme les plus connus : M. Devendra Raj Pandey, vice-président de l'Organisation des droits de l'homme et économiste de renom, qui sera ministre des finances, et le docteur Mathura Shrestha, éminent spécialiste, qui prendra le portefeuille de la santé. Tous deux ont quelques années de prison derrière eux et ont beaucoup œuvré pour la restauration de la démocratie.

Le premier ministre tiendra également les portefeuilles de la Défense et des affaires étrangères. Décision judicieuse : le Népal va devoir dans les prochaines semaines rouvrir des négociations commerciales délicates avec l'Inde (le *Monde* du 31 mars). Cette priorité ira de pair avec une autre, la rédaction d'une nouvelle constitution.

L. Z.

INDONÉSIE : la France et le sort des condamnés à mort.

M. Roland Dumas a affirmé, mercredi 18 avril, au cours de la séance de questions à l'Assemblée nationale, qu'il avait écrit personnellement à son homologue indonésien pour demander au gouvernement de Djakarta de libérer six condamnés à mort pour faits politiques. En février, quatre prisonniers politiques ont déjà été exécutés pour des faits qui remontent à plus de vingt ans. Djakarta a refusé, jusqu'à nouvel ordre, de

s'engager à accorder la grâce à six autres condamnés à mort.

CHINE : Chai Ling et la résistance. - Au cours d'une conférence de presse, mercredi 18 avril à la Grande Arche de la Défense, la dissidente chinoise a affirmé que les forces de la résistance, en Chine, étaient « extrêmement vivaces et très déterminées ». M. Chai Ling a ajouté qu'elle n'avait pas encore décidé d'adhérer ou non à la Fédération pour la démocratie en Chine, qui regroupe les dissidents.

Protéger le troisième

Le président de la République, M. François Mitterrand, a été reçu, mercredi 18 avril, par le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Laffont, pour discuter de la situation en matière de sécurité. Le président a souligné l'importance de la protection des citoyens et a demandé au ministre de l'Intérieur de veiller à ce que les mesures de sécurité soient strictement appliquées. M. Laffont a répondu que le ministère de l'Intérieur était conscient de ses responsabilités et qu'il allait prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de la population.

Accord sur le logement

Un accord a été signé, mercredi 18 avril, au cours d'une séance de la commission de l'économie et des échanges, entre le gouvernement et les représentants des propriétaires et des locataires. L'accord prévoit des mesures pour améliorer les conditions de logement, notamment en matière de loyers et de réparations. Les parties conviennent de travailler ensemble pour résoudre les problèmes de logement et de créer un climat de confiance entre propriétaires et locataires.

Le roi a approuvé la composition du gouvernement intérimaire

Le roi du Népal, M. Jigme Dorji Wangchuck, a approuvé, jeudi 19 avril, la composition du gouvernement intérimaire. Le roi a souligné l'importance de la stabilité et de la coopération entre les différents groupes politiques. Il a encouragé le nouveau gouvernement à travailler pour le bien-être du peuple et à organiser des élections libres et équitables. Le roi a également exprimé sa confiance dans les capacités du nouveau gouvernement à relever les défis du pays.

Record adresse « ses félicitations » à M. Laffont

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Laffont, a reçu, mercredi 18 avril, un record de félicitations de la part de la population. Les citoyens ont exprimé leur confiance en M. Laffont et leur soutien à son gouvernement. M. Laffont a répondu que ces félicitations étaient une grande source de motivation et qu'il allait continuer à travailler pour le bien-être de la France.

Le roi a approuvé la composition du gouvernement intérimaire

Le roi du Népal, M. Jigme Dorji Wangchuck, a approuvé, jeudi 19 avril, la composition du gouvernement intérimaire. Le roi a souligné l'importance de la stabilité et de la coopération entre les différents groupes politiques. Il a encouragé le nouveau gouvernement à travailler pour le bien-être du peuple et à organiser des élections libres et équitables. Le roi a également exprimé sa confiance dans les capacités du nouveau gouvernement à relever les défis du pays.

Le roi a approuvé la composition du gouvernement intérimaire

Le roi du Népal, M. Jigme Dorji Wangchuck, a approuvé, jeudi 19 avril, la composition du gouvernement intérimaire. Le roi a souligné l'importance de la stabilité et de la coopération entre les différents groupes politiques. Il a encouragé le nouveau gouvernement à travailler pour le bien-être du peuple et à organiser des élections libres et équitables. Le roi a également exprimé sa confiance dans les capacités du nouveau gouvernement à relever les défis du pays.

Le roi a approuvé la composition du gouvernement intérimaire

Le roi du Népal, M. Jigme Dorji Wangchuck, a approuvé, jeudi 19 avril, la composition du gouvernement intérimaire. Le roi a souligné l'importance de la stabilité et de la coopération entre les différents groupes politiques. Il a encouragé le nouveau gouvernement à travailler pour le bien-être du peuple et à organiser des élections libres et équitables. Le roi a également exprimé sa confiance dans les capacités du nouveau gouvernement à relever les défis du pays.

1989
L'année des révolutions

présentée et analysée dans
le JOURNAL DE L'ANNÉE
1989

UNE COÉDITION
Larousse / Le Monde

douze mois d'actualité deviennent un an d'histoire

صلى الله عليه وسلم

ASIE

Le Pakistan à propos du Cachemire
Les risques de dérapage

Le gouvernement a interdit la plupart des importations indépendantes et ordonné la fermeture de deux entreprises confectionnant plusieurs millions de vêtements à tout contrôle. Entre-temps, la situation demeure tendue, un cessez-le-feu complet étant en vigueur depuis des semaines.

Le Pakistan a interdit la plupart des importations indépendantes et ordonné la fermeture de deux entreprises confectionnant plusieurs millions de vêtements à tout contrôle. Entre-temps, la situation demeure tendue, un cessez-le-feu complet étant en vigueur depuis des semaines.

Le Pakistan a interdit la plupart des importations indépendantes et ordonné la fermeture de deux entreprises confectionnant plusieurs millions de vêtements à tout contrôle. Entre-temps, la situation demeure tendue, un cessez-le-feu complet étant en vigueur depuis des semaines.

Le Pakistan a interdit la plupart des importations indépendantes et ordonné la fermeture de deux entreprises confectionnant plusieurs millions de vêtements à tout contrôle. Entre-temps, la situation demeure tendue, un cessez-le-feu complet étant en vigueur depuis des semaines.

Le Pakistan a interdit la plupart des importations indépendantes et ordonné la fermeture de deux entreprises confectionnant plusieurs millions de vêtements à tout contrôle. Entre-temps, la situation demeure tendue, un cessez-le-feu complet étant en vigueur depuis des semaines.

Le Pakistan a interdit la plupart des importations indépendantes et ordonné la fermeture de deux entreprises confectionnant plusieurs millions de vêtements à tout contrôle. Entre-temps, la situation demeure tendue, un cessez-le-feu complet étant en vigueur depuis des semaines.

Le Pakistan a interdit la plupart des importations indépendantes et ordonné la fermeture de deux entreprises confectionnant plusieurs millions de vêtements à tout contrôle. Entre-temps, la situation demeure tendue, un cessez-le-feu complet étant en vigueur depuis des semaines.

Le Pakistan a interdit la plupart des importations indépendantes et ordonné la fermeture de deux entreprises confectionnant plusieurs millions de vêtements à tout contrôle. Entre-temps, la situation demeure tendue, un cessez-le-feu complet étant en vigueur depuis des semaines.

Le Pakistan a interdit la plupart des importations indépendantes et ordonné la fermeture de deux entreprises confectionnant plusieurs millions de vêtements à tout contrôle. Entre-temps, la situation demeure tendue, un cessez-le-feu complet étant en vigueur depuis des semaines.

Le Pakistan a interdit la plupart des importations indépendantes et ordonné la fermeture de deux entreprises confectionnant plusieurs millions de vêtements à tout contrôle. Entre-temps, la situation demeure tendue, un cessez-le-feu complet étant en vigueur depuis des semaines.

Le Pakistan a interdit la plupart des importations indépendantes et ordonné la fermeture de deux entreprises confectionnant plusieurs millions de vêtements à tout contrôle. Entre-temps, la situation demeure tendue, un cessez-le-feu complet étant en vigueur depuis des semaines.

Le Pakistan a interdit la plupart des importations indépendantes et ordonné la fermeture de deux entreprises confectionnant plusieurs millions de vêtements à tout contrôle. Entre-temps, la situation demeure tendue, un cessez-le-feu complet étant en vigueur depuis des semaines.

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Protéger le troisième âge contre les hausses de prix excessives

Les députés ont adopté en première lecture et à l'unanimité, mercredi 18 avril, le projet de loi relatif aux conditions de fixation des prix des prestations fournies par certains établissements d'hébergement des personnes âgées, présenté au nom du gouvernement par M. Véronique Nollet, secrétaire d'Etat chargé de la consommation.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

Le projet de loi relatif au logement des plus défavorisés dont l'Assemblée nationale sera saisie en deuxième lecture, vendredi 20 avril, pourrait bien connaître cette fois une issue favorable. Un accord est intervenu, mercredi 18 avril, au cours des débats de la commission de la production et des échanges.

L'évocation des affaires Nucci et Greenpeace

Les doigts dans le placard

Peut-être faut-il voir là un signe que l'opposition a retrouvé sa vigueur perdue. Greenpeace, l'affaire Nucci... on s'entendait les vieux placards, mercredi 18 avril à l'Assemblée nationale, lors de la séance des questions au gouvernement.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Officiellement, M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), ne devait se préoccuper que de la bonne santé des relations franco-néo-zélandaises. C'est du moins ce que laissait penser l'intitulé de sa question au ministre des affaires étrangères.

Le développement de la région Nord en Nouvelle-Calédonie

M. Rocard adresse « ses félicitations » à M. Lafleur

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, a indiqué mercredi 18 avril, à l'issue d'une entrevue avec M. Jacques Lafleur, chef du RPCR, que le premier ministre, M. Michel Rocard, avait transmis « ses félicitations » à Jacques Lafleur, après la vente des actions de sa société d'exploitation de nickel à la province Nord de Nouvelle-Calédonie, à majorité indépendantiste.

M. Le Pen a fait part de la « très grande satisfaction » de M. Rocard. « J'ai dit à M. Lafleur combien le gouvernement avait apprécié son geste qui est une contribution majeure à la concrétisation des accords de Matignon », a-t-il ajouté.

M. Le Pen a fait part de la « très grande satisfaction » de M. Rocard. « J'ai dit à M. Lafleur combien le gouvernement avait apprécié son geste qui est une contribution majeure à la concrétisation des accords de Matignon », a-t-il ajouté.

M. Le Pen a fait part de la « très grande satisfaction » de M. Rocard. « J'ai dit à M. Lafleur combien le gouvernement avait apprécié son geste qui est une contribution majeure à la concrétisation des accords de Matignon », a-t-il ajouté.

M. Le Pen a fait part de la « très grande satisfaction » de M. Rocard. « J'ai dit à M. Lafleur combien le gouvernement avait apprécié son geste qui est une contribution majeure à la concrétisation des accords de Matignon », a-t-il ajouté.

M. Le Pen a fait part de la « très grande satisfaction » de M. Rocard. « J'ai dit à M. Lafleur combien le gouvernement avait apprécié son geste qui est une contribution majeure à la concrétisation des accords de Matignon », a-t-il ajouté.

M. Le Pen a fait part de la « très grande satisfaction » de M. Rocard. « J'ai dit à M. Lafleur combien le gouvernement avait apprécié son geste qui est une contribution majeure à la concrétisation des accords de Matignon », a-t-il ajouté.

M. Le Pen a fait part de la « très grande satisfaction » de M. Rocard. « J'ai dit à M. Lafleur combien le gouvernement avait apprécié son geste qui est une contribution majeure à la concrétisation des accords de Matignon », a-t-il ajouté.

M. Le Pen a fait part de la « très grande satisfaction » de M. Rocard. « J'ai dit à M. Lafleur combien le gouvernement avait apprécié son geste qui est une contribution majeure à la concrétisation des accords de Matignon », a-t-il ajouté.



CAPEL habille en long comme en large

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts

24, boulevard de Sébastopol Paris 8

28, boulevard Malesherbes Paris 18

Centre Com. Marie-Montperrand Paris 19

13, rue de la République, 69001 Lyon

27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts

24, boulevard de Sébastopol Paris 8

28, boulevard Malesherbes Paris 18

Protection des brevets pharmaceutiques

Les députés ont adopté en première lecture à l'unanimité, mercredi 18 avril, une proposition de loi du groupe socialiste, présentée par M. Gaston Rimareix (PS, Creuse), tendant à créer un nouveau titre de protection industrielle pour les titulaires de brevet d'invention ayant pour objet un médicament, ou un produit entrant dans la composition d'un médicament.

Cette protection, d'une durée de sept à dix ans, s'applique sous la seule réserve qu'elle produise ses effets en France - quelle que soit la nationalité du détenteur du brevet - et que le brevet ait bénéficié d'une autorisation de mise sur le marché conforme au code de la santé publique du médicament.

Cette protection, d'une durée de sept à dix ans, s'applique sous la seule réserve qu'elle produise ses effets en France - quelle que soit la nationalité du détenteur du brevet - et que le brevet ait bénéficié d'une autorisation de mise sur le marché conforme au code de la santé publique du médicament.

Cette protection, d'une durée de sept à dix ans, s'applique sous la seule réserve qu'elle produise ses effets en France - quelle que soit la nationalité du détenteur du brevet - et que le brevet ait bénéficié d'une autorisation de mise sur le marché conforme au code de la santé publique du médicament.

Cette protection, d'une durée de sept à dix ans, s'applique sous la seule réserve qu'elle produise ses effets en France - quelle que soit la nationalité du détenteur du brevet - et que le brevet ait bénéficié d'une autorisation de mise sur le marché conforme au code de la santé publique du médicament.

Cette protection, d'une durée de sept à dix ans, s'applique sous la seule réserve qu'elle produise ses effets en France - quelle que soit la nationalité du détenteur du brevet - et que le brevet ait bénéficié d'une autorisation de mise sur le marché conforme au code de la santé publique du médicament.

Cette protection, d'une durée de sept à dix ans, s'applique sous la seule réserve qu'elle produise ses effets en France - quelle que soit la nationalité du détenteur du brevet - et que le brevet ait bénéficié d'une autorisation de mise sur le marché conforme au code de la santé publique du médicament.

Cette protection, d'une durée de sept à dix ans, s'applique sous la seule réserve qu'elle produise ses effets en France - quelle que soit la nationalité du détenteur du brevet - et que le brevet ait bénéficié d'une autorisation de mise sur le marché conforme au code de la santé publique du médicament.

Cette protection, d'une durée de sept à dix ans, s'applique sous la seule réserve qu'elle produise ses effets en France - quelle que soit la nationalité du détenteur du brevet - et que le brevet ait bénéficié d'une autorisation de mise sur le marché conforme au code de la santé publique du médicament.

Cette protection, d'une durée de sept à dix ans, s'applique sous la seule réserve qu'elle produise ses effets en France - quelle que soit la nationalité du détenteur du brevet - et que le brevet ait bénéficié d'une autorisation de mise sur le marché conforme au code de la santé publique du médicament.

POINT DE VUE

Un arrêt est un arrêt

par M. Xavier de Roux et Grégoire Triet

CHRISTIAN NUCCI a été amnistié ; il n'est plus coupable de rien. Il a retrouvé l'innocence, et pourtant voilà qu'il se répand partout proférant qu'il « a été trahi par des juges partiaux ».

Que Christian Nucci s'en prenne en termes désobligeants à ses juges, après tout c'est son affaire, et c'est surtout celle de M. le garde des sceaux, dont on dit qu'il est aussi pour sauvegarder l'honneur des magistrats ; mais que Christian Nucci continue de charger ses collaborateurs, et plus précisément continue d'instruire le procès d'Yves Chénier, voilà qui dépasse la mesure.

Tout se passe dans son esprit comme si la culpabilité de Chénier pouvait l'innocenter, comme si les juges n'avaient pas déjà indiqué quelles étaient les responsabilités respectives.

Pour l'ancien ministre, le crime de lèse-majesté commis par les magistrats dans leur long arrêt de soixante-trois pages, c'est d'avoir simplement remis l'affaire en perspective, le ministre à sa place, le chef de cabinet à la sienne - qui est à l'évidence plus modeste. Peut-être M. Christian Nucci aurait-il souhaité qu'on fasse de la hiérarchie jusqu'en haut, et au-delà de lui-même. Mais un arrêt est un arrêt : celui-là n'a pas l'air d'un service. Il est d'ailleurs rugueux à souhait. Prenons le comme il est, avec le respect qu'on lui doit.

Quant à ceux qui restent inculpés dans cette affaire, qui n'ont pas retrouvé l'innocence de l'ancien ministre, tenons-les à l'écart des imprécations et du vacarme du blanchi. La justice, en effet, aura besoin de toute sa sérénité pour déterminer la responsabilité des comparses et des exécutants, dont le patrimoine ne s'est d'ailleurs pas plus accru celui de l'ancien ministre. Dans ce monde de cigales républicaines, il est bien dangereux de désigner le chef d'orchestre des rués d'été.

Christian Nucci ne veut être rien, ni amnistié ni coupable : l'histoire aura coulé sur lui comme l'eau sur les plumes d'un canard. Il fait semblant de ne comprendre rien à la place où il fut. Mais pourquoi voudrait-il alors désespérément que ses subordonnés aient plus compris que lui, si décidément, comme il le laisse entendre, cette affaire les dépassait tous.

► M. Xavier de Roux et Grégoire Triet sont les avocats d'Yves Chénier.



CAPEL se met en quatre pour les doublemètres

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts

24, boulevard de Sébastopol Paris 8

28, boulevard Malesherbes Paris 18

Centre Com. Marie-Montperrand Paris 19

13, rue de la République, 69001 Lyon

27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

A défaut du Lamy Droit Économique vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage...

Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence à la fois précis et concret qui vous permettra de tirer le meilleur parti des récentes dispositions sur la concurrence, la distribution et la consommation, c'est plutôt le Lamy Droit Économique qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Droit Économique téléphonez au plus vite au

01 42 42 42 42

01 42 42 42 42

01 42 42 42 42

01 42 42 42 42

01 42 42 42 42



Les affaires sont les affaires

Octave Mirbeau

Octave Mirbeau

Octave Mirbeau

Octave Mirbeau

Octave Mirbeau

Octave Mirbeau

Le sexe des enfants trois jours après

Le Monde
sans violence

صلى الله عليه وسلم

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

- 10 La lutte contre l'argent de la drogue - La défense de l'Olympique de Marseille
- 11 La mort de Frédéric Rossif - Le 43^e Festival de Cannes
- 12 Le mobilier viennois à Bagatelle - La crise du service public de l'audiovisuel

Après la rencontre de Michel Matignon Le climat s'est amélioré entre le PS et le gouvernement sur la fiscalité et le budget

Le ministre de l'Économie, Michel Matignon, a tenu, mercredi 18 avril, une réunion de travail avec les membres du groupe parlementaire de l'Assemblée nationale pour la commission des finances. Cette réunion a été l'occasion d'un échange de vues sur les orientations du projet de loi de finances pour 1991. Les deux parties ont convenu que le climat s'est amélioré entre le PS et le gouvernement sur la fiscalité et le budget.

Quel était le thème de la réunion ? Michel Matignon a expliqué que le projet de loi de finances pour 1991 est un projet de loi de finances de croissance. Il vise à augmenter les dépenses de l'État pour soutenir la croissance et à réduire les dépenses de fonctionnement.

Le ministre de l'Économie a également souligné l'importance de la fiscalité dans le projet de loi de finances. Il a expliqué que le projet de loi de finances pour 1991 vise à réduire les dépenses de l'État et à augmenter les recettes fiscales.

Le ministre de l'Économie a également souligné l'importance de la fiscalité dans le projet de loi de finances. Il a expliqué que le projet de loi de finances pour 1991 vise à réduire les dépenses de l'État et à augmenter les recettes fiscales.

Le ministre de l'Économie a également souligné l'importance de la fiscalité dans le projet de loi de finances. Il a expliqué que le projet de loi de finances pour 1991 vise à réduire les dépenses de l'État et à augmenter les recettes fiscales.

Le ministre de l'Économie a également souligné l'importance de la fiscalité dans le projet de loi de finances. Il a expliqué que le projet de loi de finances pour 1991 vise à réduire les dépenses de l'État et à augmenter les recettes fiscales.

Le ministre de l'Économie a également souligné l'importance de la fiscalité dans le projet de loi de finances. Il a expliqué que le projet de loi de finances pour 1991 vise à réduire les dépenses de l'État et à augmenter les recettes fiscales.

À partir d'une nouvelle technique britannique Le sexe des embryons humains peut être déterminé trois jours seulement après leur fécondation

Un groupe de médecins britanniques annonce dans le prochain numéro de l'hebdomadaire scientifique *Nature* être parvenus à déterminer le sexe des embryons humains trois jours seulement après leur fécondation, alors qu'ils ne sont constitués que de six à huit cellules (1). Les auteurs de cette publication rapportent les premiers cas de grossesse obtenus après « sexage » d'embryons par fécondation *in vitro*, puis transférés dans les utérus des futures mères. A peine réalisée cette première à visée eugénique, elle fait l'objet d'une vive controverse. Elle soulève d'ores et déjà de très sérieuses questions éthiques, rien ne permettant aujourd'hui d'affirmer qu'il s'agit d'un réel progrès médical.

C'est en ayant recours à une nouvelle et prometteuse technique de biologie moléculaire que les chercheurs britanniques sont parvenus aux spectaculaires résultats qu'ils annoncent aujourd'hui dans les colonnes de l'hebdomadaire *Nature*. Leur travail a consisté à déterminer le sexe d'embryons humains obtenus *in vitro* à un stade extrêmement précoce de leur développement.

Selon la technique aujourd'hui mise au point, les embryons sont transférés dans les utérus des futures mères à un stade de six à huit cellules, les différents ovocytes (cent douze au total) furent mis en contact *in vitro* avec les spermatozoïdes des couples concernés. Après ponction, les différents ovocytes (cent douze au total) furent mis en contact *in vitro* avec les spermatozoïdes des couples concernés.

C'est sur ces cellules que les analyses sophistiquées du patrimoine génétique (ou génome) furent pratiquées. Ces analyses ont consisté à amplifier les structures du génome, puis à identifier la présence - ou l'absence - des zones spécifiques du sexe masculin.

Dans ce contexte, on peut craindre que le développement du « sexage » *in vitro* des embryons humains ne devienne, à terme, une simple méthode, incontestable, permettant, en dehors de toute raison médicale, de choisir le sexe des enfants à naître.

JEAN-YVES NAU

(1) Ce travail, publié dans le numéro de *Nature* du 19 avril, est signé de quatre chercheurs du Hammersmith Hospital de Londres.

A Herblay, dans le Val-d'Oise Remembrement pour gens du voyage

A Herblay (Val-d'Oise), la municipalité s'est engagée dans un vaste programme de remembrement de son territoire, pour faire face à l'implantation croissante de gens du voyage en voie de sédentarisation. Projet défini en concertation avec les Tziganes et les agriculteurs.

De nombreux Tziganes, marginaux et pauvres du « quartier » ont été regroupés à Herblay, au milieu des champs cultivés et des petits jardins maraîchers de ce gros bourg, encore agricole, du Val-d'Oise. Trois cents roulottes, deux cents familles et près d'un millier de personnes qui se sont littéralement enclavées dans cette commune de quelque 22 000 habitants.

La tradition d'accueil des gens du voyage remonte à la nuit des temps : les nomades avaient pris l'habitude d'hiverner après avoir terminé leur année d'errance à la foire de la Saint-Martin, organisée depuis huit siècles à Pontoise, la ville voisine. Mais ils se sont de plus en plus sédentarisés et concentrés sur Herblay, au fur et à mesure que les communes alentour se fermaient aux gitans avec, notamment, la construction de villes nouvelles (Cergy) ou de quartiers résidentiels (le nouveau Argenteuil, Saint-Christophe).

A tel point qu'aujourd'hui, les gens du voyage représentent 5 % des habitants d'Herblay, alors que le maximum de sédentarisation se situe à 3 % de la population (1). Ils se sont notamment concentrés dans le bois du Trou-Poulet où seules s'aventurent encore, dans les chemins défoncés, les voitures de la gendarmerie et les camionnettes ambulantes de l'Association pour la scolarisation des enfants tziganes. A cinq cents mètres, l'école primaire des Cailloux gris - l'une des deux écoles de la commune - s'est transformée en ghetto en accueillant 80 % d'enfants de nomades.

Une trentaine de parcelles ont, de surcroît, été anarchiquement

Soixante-quinze projets pour insérer les immigrés dans la ville

Les architectes de l'intégration

A force de dénoncer le racisme ou de montrer du doigt les immigrés, on finit par oublier tout ce qui se fait - ou se cherche - dans de nombreuses communes de France pour favoriser l'intégration. Une illustration en a été donnée, mercredi 18 avril à Paris, par la présentation des résultats d'un concours d'architecture et d'urbanisme, visant à « développer la recherche sur l'intégration des populations immigrées dans la ville ».

L'initiative revient à SOS-Racisme et à une association créée pour la circonstance, Couleurs de la vie/Couleurs de la ville, avec le soutien du Fonds d'action sociale. Soixante-quinze projets ont été présentés par des équipes com-

prenant au moins un architecte ou un urbaniste, ainsi que des étudiants en architecture. Une quinzaine de ces équipes ont été primées.

« Nous redonnons un peu les gadgets du genre espace pour méchoui », avoue l'architecte Michel Cantal-Dupart, président du jury. Or, dans leur quasi-totalité, les projets sont orientés vers une forme d'intégration globale. Leurs auteurs se sont soucés de l'ensemble des habitants, sans faire de différence entre Français et immigrés. L'accent n'est pas mis sur la spécificité des populations d'origine étrangère mais sur l'ouverture, le développement de quartiers ghettos.

Les quinze projets primés - mais aussi tous les autres - seront présentés lors d'une exposition au Centre Pompidou, à Paris, du 23 mai au 24 juin prochains. Cette exposition sera accompagnée d'un colloque et de la mise en place d'un « comité de suivi ». Il ne s'agit pas, en effet, de laisser ces projets dans les cartons, mais de permettre leur réalisation, avec la collaboration de plusieurs partenaires, dont l'Union des HLM et le groupe SCIC. Du moins est-ce l'intention proclamée du jury.

C'est au mobilier urbain que s'est consacrée une troisième catégorie de lauréats. L'un des projets primés, destiné à des communes « chaudes », propose un journal mural, sous forme d'affiches de quatre mètres sur trois, renouvelables chaque mois, pour « transformer l'image de la cité, faire apparaître l'identité d'une population et pour témoigner de sa culture ».

Une autre équipe, strasbourgeoise, a constaté que les cabines téléphoniques ont une grande importance dans des quartiers à forte présence étrangère : moins pour téléphoner que pour recevoir des appels lointains de parents restés au pays. Le soir, vers 7 heures ou 8 heures, en se forme de petits attroupements devant ces cabines. Pourquoi ne pas en faire des lieux conviviaux, demande l'équipe strasbourgeoise, qui suggère l'installation de bancs, de panneaux d'information, de stands associatifs.

« Ce qui m'a frappé dans la plupart de ces projets », dit François Geindre, vice-président de l'Association des maires de France et membre du jury, « c'est leur caractère simple, bon. On a besoin aujourd'hui de banaliser l'expérimentation. C'est cela, le quotidien de l'intégration ».

Harlem Désir oppose, pour sa part, cette créativité au « climat marseillais qui règne en France depuis quelques semaines, avec des mois piteux et des hommes politiques qui ne savent plus par quel bout prendre le problème de l'immigration ». Le président de SOS-Racisme constate qu'il « reste toujours un petit brin de vie et d'espoir, même dans les quartiers les plus mal en point ». Pour favoriser l'intégration, ajoute-t-il, « la France ne manque ni d'idées ni de bonnes volontés ».

Beaucoup sont déjà à l'œuvre. A vrai dire. Ces « architectes de l'intégration » - pas tous architectes, loin de là - travaillent souvent dans l'ombre, avec peu de moyens. Peut-être faudra-t-il à l'avenir primer des réalisations plutôt que des projets.

ROBERT SOLÉ

La pilule abortive est mise en cause par une commission d'enquête

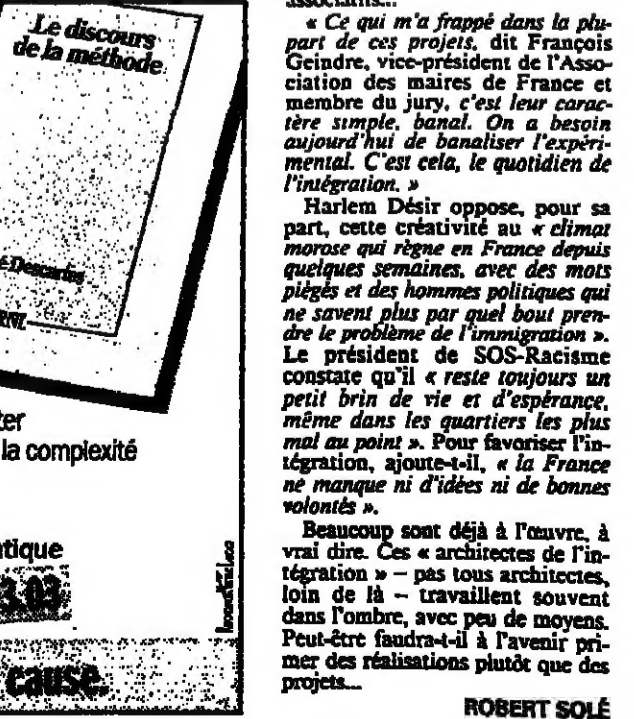
Une commission d'enquête qualifiée d'internationale, présidée par le professeur Pierre de Vernejoul (hôpital Necker, Paris), accuse le ministre de la santé de « manœuvres de diversion » pour empêcher l'utilisation de RU 486 (la pilule abortive fabriquée par les laboratoires Roussel-Uclaf) malgré de très graves complications. En conséquence, cette commission, qui comprend dans ses rangs notamment le professeur André Delmas, président de l'Académie de médecine, demande la « suppression immédiate » du RU 486.

De son côté, le ministre de la santé, s'appuyant sur la position des « commissions d'experts compétentes », la commission nationale de pharmacovigilance et la commission d'autorisation de mise

A défaut du
Lamy Droit Informatique
vous pouvez
éventuellement
consulter cet ouvrage...

Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence qui vous permettra d'interpréter facilement l'abondante jurisprudence issue de la complexité d'un droit en pleine évolution, c'est plutôt le Lamy Droit Informatique qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Droit Informatique téléphonez au plus vite au 01 44 43 43 43



Le Monde

SOCIÉTÉ

Un projet de loi du ministère de l'économie

Les banques devront signaler les opérations « suspectes » liées au blanchiment de l'argent de la drogue

Annoué en février dernier par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, un projet de loi sur le « blanchiment des capitaux » et de l'argent sale tiré du trafic de la drogue sera examiné au début mai en conseil des ministres. Le texte, qui prévoit notamment la levée du secret bancaire et le blocage des opérations « suspectes », fait l'objet d'un débat entre les milieux financiers et les autorités de tutelle. Au cours d'une conférence de l'Association française des banques (AFB), mercredi 18 avril à Paris, M. Raymond Kendall, secrétaire général d'Interpol, a souligné l'intérêt d'une coopération internationale entre les policiers spécialisés de la délinquance financière et les milieux financiers.

« En tant que banquiers professionnels, vous êtes les mieux placés pour déceler les tractations douteuses », a lancé M. Kendall aux banquiers venus l'écouter. Vous constituez la première ligne de défense dans la lutte contre le blanchiment de fonds. » Aussi le responsable de l'organisation internationale de coopération policière se félicite-t-il que le projet de loi préparé en la matière protège la communauté bancaire lorsqu'elle pense qu'une transaction est « douteuse » et

qu'elle transmet ces renseignements aux services de répression concernés. « Nous savons tous qu'une loi est une chose, et que l'application de cette loi en est une autre », a cependant ajouté M. Kendall. Le policier ne cache pas qu'il sera difficile de distinguer l'argent « sale » en provenance des activités criminelles (drogue, prostitution) de l'argent « noir » issu de la fraude fiscale.

Nul doute que l'Association française des banques n'adhère « pleinement » à la détermination dont fait preuve le gouvernement en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux, a appuyé M. Jean-Jacques Burgard, délégué général de l'AFB. « Les grandes banques internationales ont influencé plus à perdre qu'à gagner lorsqu'elles sont impliquées dans des opérations douteuses », a-t-il estimé. L'AFB aurait toutefois souhaité que le projet ne soit pas limité aux intermédiaires financiers (banques, établissements financiers, compagnies d'assurance, sociétés de Bourse), mais concerne aussi les sociétés immobilières ou les notaires, par exemple.

Moins sévère qu'aux États-Unis

Selon le projet de loi élaboré par le ministère de l'économie, les banques et autres intermédiaires financiers seront tenus de signaler les opérations qu'elles considèrent « suspectes » à la cellule de renseignements spécialement créée. Le

22 janvier 1990, au ministère de l'économie et des finances. Baptisée TRACFIN (traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins), cette cellule pourra décider, avant même toute décision judiciaire, de bloquer l'opération financière pendant douze heures, le temps de recueillir les renseignements nécessaires. Cet échange d'informations devra s'opérer dans la discrétion afin d'éviter, le cas échéant, à l'intervention de la justice. Le secret bancaire ne sera pas opposable aux déclarations que les banques feront dans le cadre de cette procédure.

Le dispositif en cours d'instruction en France pour lutter contre le blanchiment de l'argent de la drogue est sensiblement moins drastique qu'aux États-Unis. Outre-Atlantique, toutes les opérations portant sur un montant supérieur à 10 000 dollars (60 000 francs) doivent être obligatoirement signalées aux autorités. Ce système paraît lourd et coûteux à gérer, puisqu'il porte chaque année sur près de six millions d'opérations. Il semble relativement efficace : la justice américaine a donné l'ordre, mercredi 18 avril, à plus de cent soixante-dix banques américaines de fournir des documents concernant sept cent cinquante comptes bancaires sur lesquels près de 400 millions de dollars provenaient du blanchiment des narcodollars.

ÉRIC INCIVIAN

SPORTS

FOOTBALL : Battu en demi-finale de la Coupe d'Europe des clubs

Marseille perd la main

L'Olympique de Marseille s'est incliné face au Benfica Lisbonne (0-1), mercredi 18 avril au Portugal en match retour des demi-finales de la coupe d'Europe des clubs champions. Malgré leur succès du match aller (2-1, Le Monde du 6 avril), les Marseillais sont donc éliminés sur l'ensemble des deux rencontres. Cette défaite, concédée sur un but entaché d'une faute de main à sept minutes de la fin du match, prive l'OM de sa première finale européenne. Celle-ci opposera Benfica aux Italiens du Milan AC (tenants du titre), mercredi 23 mai à Vienne (Autriche).

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Les joueurs de football valent aussi par leurs mains. Les dirigeants devraient d'ailleurs en tenir compte au moment du recrutement, exiger des talents manuels en marge des indispensables compétences pédestres. Diego Maradona l'a bien compris, lui qui, non content d'être le plus brillant ballon aux pieds, élimina l'Angleterre du Mondial 1986 au Mexique d'un but digne d'un joueur de pelote à mains nues.

Mais l'Argentin a fait des

mauvaises. Et si l'Olympique de Marseille s'est incliné face à Benfica Lisbonne, c'est en partie aux qualités de volleyeur de l'attaquant adverse Vata qu'il le doit. D'un discret coup de « minime », il a privé l'OM d'une finale qui s'offrait à lui.

Un corner à sept minutes de la fin en faveur des Portugais, jusque là tenus en échec (0-0). Un ballon qui vole, sans conviction, puis qui traîne devant le but marseillais, sans domicile fixe... Et, profitant d'une pichenette frauduleuse, le voici qui franchit la ligne de but, trompe l'arbitre, qualifie Benfica et élimine Marseille.

L'OM est donc tombé sur une injustice flagrante. Seuls le directeur de jeu, M. Van Laenenbove, et son juge de touche, n'ont pas vu la faute de l'attaquant de Benfica. Dans le stade de la Luz, elle n'a échappé à aucun des cent mille spectateurs, pourtant aveuglés par la passion. Quant au caméraman de télévision, infatigable « bob brether » des médias, elle n'a tout de suite dénoté le rictus Vata. Erreur d'arbitrage ou bavure préméditée? Jean Tigana, joueur de talent et d'expérience, vieux sage rodé à toutes les pratiques douteuses du milieu du football, a rendu son verdict aussitôt rentré au vestiaire : « Dans un cas comme celui-là, quand l'arbitre de champ et son juge de touche se trompent tous les deux, c'est qu'il y a corruption. Ce soir, c'est le président de Benfica qui a tout fait. »

Mise

en condition

Mercredi, après le match, alors que le cortège des voitures baroques aux couleurs de Benfica, le rouge et le blanc, filait vers les vieilles rues du centre ville de Lisbonne fêter un succès inespéré, le vestiaire phocéen ressemblait à ces salles d'attente de palais de justice au sortir d'un verdict contesté : une sorte de carrefour des déceptions. Des joueurs, un triangle des Bermudes des illusions et des joies avortées. Il y avait des prostrés et des révoltés, des silencieux et des bavards, traqués par les micros et les caméras.

Mais le plus actif a été Bernard Tapie, le président de l'OM à l'aise et capable. « Cette défaite n'est pas celle des joueurs de l'OM mais la nôtre, celle des dirigeants », a-t-il assuré. Et le député marseillais d'expliquer comment l'OM avait péché par manque de filouterie face à des adversaires plus au fait des pratiques en vigueur dans les compétitions européennes. « On nous reproche souvent d'être un petit club. Ce soir, nous avons confirmé que nous en étions vraiment un. Nous sommes tombés sur un grand club qui a parfaitement compris qu'en coupe d'Europe, il y a deux matches, celui du terrain, et l'autre, en dehors... »

Le président de l'OM faisait allusion aux « à côté » d'une rencontre d'Europe. A aucun moment, il n'a, comme Jean Tigana, accusé directement les dirigeants portugais de s'être assurés les faveurs de l'arbitre, mais il a clairement fait comprendre qu'il avait su créer un environnement propice à une issue favorable. Après avoir violemment critiqué la presse française accusée de ne pas aider son équipe, Bernard Tapie a ainsi évoqué une campagne de presse soigneusement orchestrée contre l'OM au Portugal (les journalistes locaux ont été

interdits de vestiaire marseillais), une prise en charge attentionnée des délégués de l'UEFA présents au match et, bien sûr, des trois arbitres, un très mauvais accueil réservé aux supporters français pourtant très calmes (jets de projectiles à l'arrivée au stade, coups de matraques des policiers par la suite). « La coupe d'Europe, c'est cela aussi. Il nous faut donc apprendre. Comme ça, la prochaine fois, au moment de prendre une décision difficile, l'arbitre nous donnera peut-être un coup de main... » Pareilles accusations reviennent régulièrement à propos des matches importants de coupes d'Europe.

Les enjeux sont tels pour les grands clubs, que chacun cherche à mettre tous les atouts, sportifs ou extra-sportifs, de son côté. L'histoire des compétitions continentales regorge d'anecdotes savoureuses que la rumeur se plaît à diffuser sans en assurer la véracité. Plutôt que de véritable corruption, il est d'ailleurs question de « mise en condition ». Les clubs espagnols auraient la réputation d'offrir les plus beaux cadeaux aux arbitres qui leurs rendent visite. Ainsi, même inconsciemment, ces derniers auraient-ils tendance à favoriser le générique hispanique. Les clubs de l'Est auraient quant à eux recours à ces innombrables belles de nuit qui hantent les grands hôtels de Sofia, Moscou ou Belgrade.

D'autres clubs, moins discrets, seraient spécialisés dans les réceptions hostiles : tintamarre des supporters devant l'hôtel des visiteurs la nuit précédant le match, embouteillage à l'arrivée au stade... « J'ai même vu le Milan AC gagner dans des conditions similaires », a lâché Bernard Tapie après la défaite de mercredi. « Et je peux vous assurer qu'en coulisse, la finale Benfica-Milan ça va être du sport » a-t-il pour suivi à propos du match du 23 mai à Vienne entre les Portugais et l'équipe lombarde de son ami Silvio Berlusconi qu'il rêvait justement de retrouver, en finale.

L'OM méritait sans doute le voyage en Autriche. L'équipe phocéenne, sur ce qu'elle a montré ces derniers mois, devait surclasser celle de Benfica. Mais elle en a été incapable. Car au-delà des « à côté » du match, des « coups de main » salvateurs et des coups de sifflets qui se perdent, l'OM a péché mercredi soir par manque d'esprit d'initiative. Les joueurs, sans doute étonnés par leur manque de championnat contre Bordeaux (Le Monde du 17 avril) ont voulu se contenter de l'avance acquise au match aller et n'ont pas su profiter de leur évidente supériorité, en particulier en attaque.

Cette contre-performance technique et tactique est pourtant condamnée à passer au second plan de l'histoire. Celle-ci retiendra que Marseille n'a pas atteint son objectif avoué, la finale de la coupe d'Europe, à cause d'une grave faute d'arbitrage. Paradoxalement, cette mésaventure pourrait à moyen terme servir le club. Il en sortira plus populaire. L'injustice dont elle a été victime risque de rendre plus sympathique cette équipe brillante mais à laquelle il manquait, depuis le début de sa campagne européenne, une popularité d'envergure nationale comme en leurs temps Saint-Etienne ou Bastia.

PHILIPPE BROUSSARD

Les résultats

FOOTBALL

Les résultats des matches aller sont en cours de vérification. Les clubs en majuscules ont gagné.

Coupe des clubs champions
Bayern Munich (RFA) - MILAN AC (Ita) 2-1 (0-1). BENFICA (Por.) - Marseille (Fra.) 1-0 (1-2) (la finale aura lieu le 23 mai, à Vienne).

Coupe des coupes
Dynamo Bucarest (Rou.) - ANDERLECHT (Bel.) 0-1 (0-1). SAMPODRIA GENES (Ita.) - Monaco (Fra.) 2-0 (2-2) (la finale aura lieu le 9 mai, à Gomborg (Sue)).

Coupe de l'UEFA
FC Cologne (RFA) - JUVENTUS (Ita.) 0-0 (2-3). FLORENTINA (Ita.) - Werder Brême (RFA) 1-1 (1-1) (la finale, disputée en matches aller-retour, aura lieu les 2 et 16 mai).

TENNIS

Open de Nice
Berger (E-U) b. Lacoste (Fra.) 6-3, 1-6, 7-6 ; Charkasov (URSS) b. Stich (RFA), 6-4, 6-4 ; Pippin (Youg.) b. Perez-Roldan (Arg.), 7-5, 6-7, 2-0, aban. ; Forget (Fra.) b. Kroon (Suda), 7-6, 6-1.

ENVIRONNEMENT

Repérée en Libye

Une mouche américaine menace l'Ancien Monde

La FAO (Food and Agriculture Organization, organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) a lancé, mercredi 18 avril, à Rome, un appel pour que la lutte contre une mouche - la lucille bouchère en français, *seraworm* en anglais, *Cochliomya hominivorax* pour les entomologistes - soit menée de toute urgence en Libye, d'où cet insecte pourrait se répandre d'abord en Afrique du Nord puis dans l'Europe méditerranéenne, la Proche-Orient et l'Asie. A la fin de 1988, en effet, la lucille bouchère a été identifiée en Libye : c'était la première fois que cette mouche redoutable, endémique à toute l'Amérique tropicale et subtropicale, était signalée dans l'Ancien Monde (Le Monde du 21 juin).

ROME

de notre envoyée spéciale

La lucille bouchère n'est pas une mouche ordinaire. Les femelles fécondées sont attirées par la moindre plaie portée par n'importe quel mammifère, homme compris (1). Là, elles pondent plusieurs fois au cours de leur courte existence d'adulte (dix à quinze jours) si bien que chaque femelle peut produire en tout 4 000 à 5 000 œufs.

En vingt-quatre heures, les œufs (de 1 millimètre de diamètre) éclosent et les asticots - ou larves - qui en sortent commencent à dévorer la chair vivante de leur hôte. Ces asticots sont forcément très voraces : en quelques jours, ils atteignent une longueur de 1 à 2 centimètres. Arrivés à ce stade, ils quittent leur garde-manger ambulatoire, se laissent tomber sur le sol où ils s'enfoncent de quelques centimètres. Ils se transforment alors en pupes (nymphe) qui, après six ou sept jours, sortent de terre métamorphosées en insectes adultes.

La moindre écorchure - plaie ombilicale des nouveau-nés humains ou animaux, éraflure de

toute ou de barbelés, coupure de castrateur, plaie de tige... - se transforme donc très vite en une grosse poche répugnante où grouillent les asticots. Et d'autant plus que cette poche attire d'autres femelles qui y viennent pondre. Les lucilles bouchères pondent aussi dans les narines (d'où les asticots peuvent gagner les sinus), dans les canaux lacrymaux...

On estime que 20 % des troupeaux infestés meurent. Non seulement d'être dévorés vivants (bien que les asticots puissent au passage manger des artères...) mais d'infections variées pour lesquelles les énormes plaies sont autant de portes béantes. Au dix-neuvième siècle, on a signalé dans les Amériques une centaine de victimes humaines.

Il y a une trentaine d'années, les États-Unis et le Mexique ont décidé d'éradiquer le fléau qui leur coûtait fort cher. La méthode : inonder les zones infestées de lucilles bouchères mâles stériles et stériles par irradiation dans une « usine » spéciale installée à Tuxtla Gutierrez dans l'État mexicain de Chiapas et produisant cinq cents millions de lucilles bouchères par semaine. Répandues par avion (de mille à cinq mille mâles stériles par kilomètre carré) en une semaine d'intervalle pendant plusieurs mois, ces lucilles bouchères « traitées » ont en raison du fléau. D'abord aux îles Vierges (vers 1957), puis à Porto-Rico (vers 1960), au Texas et dans la majeure partie du Mexique (de 1970 à 1982).

Une découverte fortuite

Bien entendu, ces « ensemencements » doivent être accompagnés de traitements par insecticides (surtout du Coumaphos, un organophosphoré), de contrôles et de quarantaines, d'information des spécialistes de la médecine vétérinaire.

La découverte de la présence de lucilles bouchères en Libye a été fortuite. Elle a été faite fin 1988 par des membres de l'École vétérinaire de Tripoli. Perplexes, ceux-ci ont envoyé quelques spécimens de

cet insecte inhabituel au British Museum of Natural History, qui a identifié formellement les bestioles.

En avril 1989, une mission de la FAO a confirmé l'invasion : sur quelque 18 000 kilomètres carrés d'une zone située autour de Tripoli et donc proche de la frontière tunisienne, il y a bien des lucilles bouchères. Comment et quand cette mouche est-elle parvenue en Libye ? Nul ne peut le dire. Tout ce que l'on sait c'est d'abord que la Libye a importé beaucoup de moutons uruguayens et que pour être vus en Libye, les lucilles bouchères y étaient forcément déjà assez nombreuses.

À la fin de l'année 1989, mille neuf cent trente-neuf cas d'attaques de lucilles bouchères ont été dénombrés en Libye et quatre-vingt-treize dans le seul mois de janvier 1990.

D'après les premières observations, il semble que la zone infestée ne se soit pas étendue depuis la découverte du fléau. Certes, l'extension de la lucille bouchère ne serait pas trop préjudiciable à l'économie de la Libye. Ce pays compte environ 5,75 millions de moutons (dont 2 millions dans la zone infestée), 1 million de chèvres, 215 000 bovins, 185 000 dromadaires, etc. Mais la Libye est désormais le point de départ potentiel de la conquête de l'Ancien Monde par la redoutable mouche américaine.

Tant que l'invasion en est à son stade actuel, elle peut être stoppée et la lucille bouchère éradiquée. Si la mouche parvenait - par les dromadaires, les chèvres ou tout autre animal à sang chaud, par les transports de bétail vivant - au-delà du Sahara, elle contaminerait la faune sauvage et deviendrait donc absolument incontrôlable. La situation serait tout aussi redoutable si la lucille bouchère passait en Afrique du Nord (la Tunisie et l'Algérie surveillent très efficacement la situation), ou dans l'Europe méditerranéenne (2), en Egypte, puis au Proche-Orient et dans une grande partie de l'Asie.

Le 18 mai prochain, la FAO va expliquer aux pays donateurs potentiels le danger que représente la lucille bouchère. Mais déjà les plans sont prêts. Le FIDA (Fonds international de développement agricole) et le Programme des Nations unies pour le développement donneront chacun 1,5 million de dollars pour une opération-pilote. À partir d'août prochain et pour plusieurs mois, des surfaces particulières de la zone infestée seront inondées de mâles stériles fabriqués dans l'usine mexicaine. Pour cela, il a fallu que les États-Unis modifient leur législation qui interdisait d'exporter ces mouches hors des Amériques, et les techniques et les spécialistes en Libye. Mais il faut être sûr que les mâles stériles supportent bien le voyage Mexique-Libye par avion. Il faut

EN BREF

■ « Actuel » : retour des disquettes et de l'ordinateur. - Le magazine *Actuel* a récupéré l'ordinateur et les disquettes volés pendant le week-end de Pâques, lors d'un cambriolage dans ses locaux (Le Monde du 18 avril), dans des conditions qui restent mystérieuses. L'ordinateur a été déposé dans un café parisien, mardi 17 avril, par un homme qui s'est enfui immédiatement. Les disquettes, qui contenaient des informations sur l'opération « Un bateau pour la Chine », ont été remises le lendemain à la rédaction d'*Actuel* dans une enveloppe.

■ Un cambrioleur victime d'un gendarme. - Un cambrioleur âgé de vingt-trois ans, Patrick Martinez, a été tué par un gendarme dans la nuit du 17 au 18 avril à Saint-Amour (Jura). Selon le procureur de la République de Lons-le-Saunier, le jeune homme, surpris en flagrant délit dans une entreprise de la zone industrielle par une patrouille, se serait rebellé avant de « prendre la fuite à pied ».

■ Condamnation de détenus. - Deux détenus de la centrale de Toul, qui avaient retenu deux gardiens en otage pendant deux heures le 1^{er} avril, ont été condamnés le 18 avril à trois ans d'emprisonnement par le tribunal correctionnel de Nancy. Bruno Thierriot et Gilles Charpens, condamnés à des peines de dix ans et quinze ans pour deux affaires de meurtres, avaient simulé une tentative d'autotutelle pour attirer les gardiens dans leur cellule.

■ Le lancement du télescope Hubble avancé au 24 avril. - Le prochain départ de la navette américaine Discovery, qui devait intervenir le 25 avril, a été avancé de vingt-quatre heures en raison du bon déroulement des préparatifs de vol. Destinée à mettre en orbite le télescope spatial Hubble, cette mission était à l'origine prévue pour le 10 avril. Elle avait été annulée quatre minutes avant le décollage, du fait d'un surrégime constaté dans l'un des générateurs de la navette. - (AFP.)

Le Monde EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU « MONDE » INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS.

EUROPÉENNE DE DONNÉES

Tél. : 01 46-05-41-56

سكنا من الاميل

La mort

Un livre de...
Un livre de...
Un livre de...

Duel au soleil

Un livre de...
Un livre de...
Un livre de...

ARCHAOS A LA PÉLOPONNÈSE

PROLONGATION JUSQU'AU 30 AVRIL 1990
LOCATION: 48 10 75 00

A défaut du Lamy Contrat vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage

C'est dans les incriminations c'est plus...
Pour vous téléphoner...

Lamy

CULTURE

CINÉMA

La mort de Frédéric Rossif

L'homme des documentaires

Le réalisateur Frédéric Rossif est mort, mardi 18 avril, d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-huit ans.

Homme de télévision, homme de cinéma, Frédéric Rossif avait concilié ces deux activités en se spécialisant dans les montages, très élaborés, de documents sur les animaux, l'histoire, la peinture, la musique. Il faisait des aller-retours entre le petit et le grand écran, en restant fidèle à un style, à une manière plastique de concevoir le langage des images.

Frédéric Rossif naît le 16 février 1922, au Monténégro. Après la guerre - qu'il avait faite dans la Légion - il vient à Paris et travaille à la Cinéma-thèque française. En fait, son existence officielle date de 1950, lorsqu'il entre à la télévision - à l'époque c'était un pari risqué - et fonde le service des achats extérieurs. La télévision apporte une sorte de révolution dans le domaine de l'information. Frédéric Rossif devient producteur de deux séries « Éditions spéciales », l'une consacrée aux grands événements historiques et l'autre, la « Vie des animaux », montages de documents commentés par Claude Dargat. A la fin des années 50, Rossif est extrêmement populaire. On ne compte plus les heures d'émissions qu'il a produites. Il collabore à Cinéma-magazine de François Chalais.

En 1961, Frédéric Rossif réalise, pour le grand écran le Temps du ghetto, qui rétrace, par d'impressionnantes documents d'archives et des

témoignages de rescapés, le calvaire et la révolte des juifs de Varsovie dans le ghetto transformé par les nazis en camp d'extermination, et, en 1963, Mourir à Madrid, qui ramène en mémoire la guerre civile espagnole (le Monde du 21 février 1990). Les critiques « nouvelle vague » lui reprochent sa manière de se servir du montage, et un certain goût pour l'esthétisme. Le succès public est très grand. Rossif utilise encore des documents exceptionnels pour la Révolution d'Octobre (1967), Un mur à Jérusalem (1968), Pourquoi l'Amérique ? (1969). En 1967, il a réalisé, pour la

télévision en couleurs, une évocation de Louis II de Bavière, intitulée Roi en Bavière et produite par Télé-Hachette (où il travaille souvent) et la télévision bavaroise. Une seule fois, en 1971, Frédéric Rossif s'essaie au cinéma de fiction : Aussi loin que l'amour (1971), film-poème avec Michel Duchaussoy et Francine Racette. Rossif se consacre aussi à de nombreux documentaires d'art (la Route romane, Georges Mathieu, Georges Braque, Pablo Picasso et, à partir de ses innombrables séries de télévision, la Vie des animaux et Nos amis les bêtes, il réalise de grands films de

documents lyriques, d'une étonnante beauté plastique, et qui prennent des allures d'opéras du monde animal : la Fête sauvage (1975), l'Opéra sauvage (série de télévision, 1979), Sauvage et Beau (1984). On lui doit aussi un film, Jacques Brel (1982), et une célébration de la musique : le Cœur musicien (1986). Et il nous a laissé une somme de son travail historique sur le nazisme et la seconde guerre mondiale : De Nuremberg à Nuremberg, en deux époques pour la télévision (1989).

JACQUES SICLIER

Fou d'images

Un soleil s'est éteint pour les amis qui l'ont approché, qui ont travaillé et vécu près de lui pendant tant d'années. Ils pleurent car ils sont les orphelins de ce fou d'images, de mots, de musique, de poésie et d'histoire. Toujours riche de projets et d'idées, prêt à vous tendre la main si le décalage chez vous est étincelle, une émotion, un talent. L'art de vous faire fleurir. Ils ont rit de ses colères légendaires, toujours en guerre contre l'injustice, la bêtise et la vanité. Un

pur, un dur. Venu des lointains montagnards du Monténégro, c'est en France qu'il avait bâti son royaume de l'amitié. Il disait : « Je fais mieux l'amitié que l'amour ». La mort nous l'a cueilli en plein bonheur, au milieu d'une foison de projets : ces Sentinelles oubliées, tournées aux États-Unis, un grand portrait de Staline, et un film sur l'installation animale pour aller se ressourcer avec la nature et les bêtes.

J'étais de toutes ses aven-

tures, de tous ses projets, de tous ses rêves. Je le suivais les yeux fermés. Notre dernier rêve qui allait devenir une réalité : « Parir aux Moluques, Florence. Pour que tu voies les grands tombeaux chinois qui regardent vers le mer. » Nous n'irons pas. Bonjour tristesse. 18 avril 3 heures du matin. Il est parti le grand compagnon des songes. Nous ne vieillirons pas ensemble.

FLORENCE QUENTIN
Scénariste et réalisatrice de « la Vie est un long fleuve tranquille » et de « Valérie Dracoul ».

Le 43^e Festival de Cannes

Présidée par Bernardo Bertolucci, la prochaine édition se déroulera du 10 au 21 mai

Jury brillant et vraiment international pour ce 43^e Festival de Cannes qui se déroulera du 10 au 21 mai prochain. Présidé par Bernardo Bertolucci, il est composé de Françoise Giroud, Anjelica Huston, Fanny Ardant, la réalisatrice indienne Mira Nair, Bertrand Blier, le metteur en scène soviétique Alexei Guerman, le dramaturge britannique Christopher Hampton, l'opérateur suédois Sven Nykvist et le producteur-distributeur japonais Hayao Miyazaki.

La sélection officielle compte trois films français, Cyrano de Bergerac, de Jean-Paul Rappeneau, Daddy Nostalgie, de Bertrand Tavernier, et la Captive du désert, de Raymond Depardon. On dénombre, en compétition et hors compétition, plus de quinze films projetés en première mondiale, dont le film d'ouverture (Akira Kurosawa) et celui de clôture (Paul Schrader).

Ouverture (hors compétition) : Akira Kurosawa's dreams, d'Akira Kurosawa (Japon) ; L'Interpolatoire, de Ryszard Bugajski (Pologne) ; La Patine du roi, d'Aziz Cori (GB-Italie-France-Australie) ; La Captive du désert, de Raymond Depardon (France) ; White Hunter, Black Heart, de Clint Eastwood (États-Unis) ; La Voce della Luna, de Federico Fellini (Italie) ; Nouvelle

vague, de Jean-Luc Godard (Suisse-France) ; Rodrigo D - Furor némi, de Victor Manuel Gaviria (Colombie) ; L'Oreille, de Karel Kachyňa (Tchécoslovaquie) ; Hidden Agenda, de Ken Loach (Grande-Bretagne) ; Taxi Blues, de Pavel Lounguine (URSS-France) ; Wild at Heart, de David Lynch (États-Unis) ; L'Aligullon de la mort, de Kōbei Oguri (Japon) ; Non en la vaina glorie de commandante de Manuel de Oliveira (Portugal) ; Tili, d'Idriss Ouédraogo (Burkina-Faso) ; La Mère (les Gens défendus), de Glib Pavlov (URSS) ; Come See The Paradise, d'Alan Parker (États-Unis) ; Cyrano de Bergerac, de Jean-Paul Rappeneau (France) ; Il Sole Anche Di Notte, de Paolo et Vittorio Taviani (Italie) ; Daddy Nostalgie, de Bertrand Tavernier (France) ; Stanno

Tutti Bene, de Giuseppe Tomatore (Italie) ; Korczak, d'Andrzej Wajda (Pologne-RFA) ; Ju Dou, de Zhang Yimou et Yang Fengliang (Chine-Japon).

Clôture (hors compétition) : Com-Joy of Strangers, de Paul Schrader (États-Unis).

Séances spéciales hors compétition

The Little Mermaid, de Ron Clements et John Musker (États-Unis) ; Le Paradis artificiel, de Károly Godnás (Yougoslavie), un hommage à Fritz Lang ; The Plot Against Harry, de Michael Roemer (États-Unis).

Festival de Quimper

Le cinéma soviétique à l'heure du doute

Les rencontres Art et Cinéma de Quimper constituent la vitrine du cinéma soviétique. Cette année, sur les cent films présentés, une quarantaine proviennent encore de Russie. Paradoxe un peu douloureux, à l'heure de la perestroïka, on n'en est plus aux certitudes un peu lourdes mais au doute et au pessimisme. Dans un monde où toutes les références s'écroulent, les cinéastes paraissent aujourd'hui déboussolés, inquiets.

Finalement, cette manifestation, qui a attiré onze mille spectateurs en douze jours (du 6 au 17 avril), a couronné la Gare de Karaul, un film d'Alexander Rosgouchine

dans lequel on voit un train transporter et déposer des prisonniers qu'escortent des soldats. Bien que s'affrontant violemment, les uns et les autres appartiennent au même univers, et l'on en vient à se demander si, dans une société qui aliène complètement l'homme, le goliath est plus libre que le détenu.

Quant au prix spécial, il est allé à Syndrome esthétique, un film de Kira Mouratova qui, lui aussi, s'élève contre les absurdités d'un système aberrant.

Ce festival a en outre rendu un hommage à un grand monsieur du septième art, Alexander Mackendrick, auteur notamment de Tuer de dames, Whisky à gogo et l'Homme au complet blanc. Malgré son âge, l'Américano-Ecossais s'est déplacé spécialement de Los Angeles où il vit actuellement.

Par ailleurs, il a permis de présenter une rétrospective des films de Christian Boltanski, peintre-plasticien français. Comme les œuvres d'Alexander Mackendrick, cette intégrale a obtenu un vif succès.

LE SIECLE D'OR
DES ESTAMPES
TAUROMACHQUES
1750-1868
8 Mars - 28 Avril 1990
CASA DE ESPANA
CENTRE CULTUREL ESPAGNOL
100 Boulevard de la Liberté 67000 Strasbourg
du mardi au samedi de 14h30 à 19h30

La Coupe d'Europe des clubs

Barcelone perd la main

Le FC Barcelone a été éliminé de la Coupe d'Europe des clubs par le Real Madrid. Les joueurs du Barça ont été très déçus par ce résultat. Ils ont dit que leur équipe n'a pas joué à son niveau. Le Real Madrid a été très satisfait de sa performance. Ils ont dit que leur équipe a joué très bien et qu'ils ont mérité de gagner.

Le FC Barcelone a été éliminé de la Coupe d'Europe des clubs par le Real Madrid. Les joueurs du Barça ont été très déçus par ce résultat. Ils ont dit que leur équipe n'a pas joué à son niveau. Le Real Madrid a été très satisfait de sa performance. Ils ont dit que leur équipe a joué très bien et qu'ils ont mérité de gagner.

Attaque au tribunal

Un homme a été arrêté pour avoir attaqué un tribunal. Il a été accusé de tentative de meurtre. L'homme a été arrêté par la police. Il a été conduit à la prison. Les autorités ont dit que l'homme a été arrêté pour avoir attaqué un tribunal.

Un homme a été arrêté pour avoir attaqué un tribunal. Il a été accusé de tentative de meurtre. L'homme a été arrêté par la police. Il a été conduit à la prison. Les autorités ont dit que l'homme a été arrêté pour avoir attaqué un tribunal.

Un homme a été arrêté pour avoir attaqué un tribunal. Il a été accusé de tentative de meurtre. L'homme a été arrêté par la police. Il a été conduit à la prison. Les autorités ont dit que l'homme a été arrêté pour avoir attaqué un tribunal.

Un homme a été arrêté pour avoir attaqué un tribunal. Il a été accusé de tentative de meurtre. L'homme a été arrêté par la police. Il a été conduit à la prison. Les autorités ont dit que l'homme a été arrêté pour avoir attaqué un tribunal.

Un homme a été arrêté pour avoir attaqué un tribunal. Il a été accusé de tentative de meurtre. L'homme a été arrêté par la police. Il a été conduit à la prison. Les autorités ont dit que l'homme a été arrêté pour avoir attaqué un tribunal.

ARCHAOS A LA VILLETTE
PROLONGATION JUSQU'AU 6 MAI
LOCATION: 48 78 75 00

A défaut du
Lamy Contrats Internationaux
vous pouvez
éventuellement
consulter cet ouvrage...

Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage
de référence qui vous permettra de mesurer
les incidences juridiques de vos décisions commerciales
internationales sur la protection juridique de l'entreprise,
c'est plutôt le Lamy Contrats Internationaux qu'il vous faut.
Pour vous procurer le Lamy Contrats Internationaux
téléphonez au plus vite au

GONCOURT du premier roman

Hélène de Monferrand



Les amies d'Héloïse

"Voici un premier roman dont on va parler."

Le style du livre, parfait mais moderne (Dieu merci!) exclut l'idée de pastiche, et toute argumentation morale, feinte ou sincère, a été évacuée du propos de l'auteur. Ce roman aurait pu être sulfureux, provocant, il est naturel. On a envie de dire : innocent...

Un parfum de tolérance et de liberté flotte sur ce récit élégamment anarchique. Certains se récrieront, d'autres dont je suis souriront, mais personne n'aura envie de claquer la porte au nez des remuantes amies d'Héloïse."

François Nourissier, de l'Académie Goncourt, "Le Figaro Magazine"

"Il faut dire que les drames ne manquent pas."

Entre deux émotions fortes on ne s'ennuie pas.

On est séduit par le ton enjoué, piquant des amies d'Héloïse, par leur complicité rieuse, la liberté qu'elles mettent dans leur vie comme dans leurs lettres, leur naturel."

Pierre Demeron "Marie-Claire"

"Apostrophes" du 20 avril

CULTURE

ARTS

Le diable appelé en consultation

Quand le décorateur Yannis Kokkos expose ses agiles images

Encres de Chine, avec des touches de couleur vive, images sans pesanteur : le trait du dessin semble presque traverser au vol le grand blanc du papier, comme une hirondelle coupe le blanc du ciel.

Dans un coin de chaque aquarelle, vite écrit, un nom célèbre : *Macbeth*, *Boris Godounov*, *Le Partage de midi*, *Galiléa*. Yannis Kokkos, décorateur de théâtre, expose ici quelques-unes de ses ébauches de décor.

Voici la surprise de la chose : à l'opposé des expositions de cette nature, aucun décor n'est présent, sur ces images. Ce sont juste des silhouettes, pas même des profils de silhouettes, qui ont l'air de bouger, dans la lumière. Dans une liberté d'air, « Le théâtre existe si l'esprit de l'air est là », dira tout à l'heure Yannis Kokkos.

Des traces, des pistes impalpables de décor, apparaissent là tout de même, en suspens dans l'air. Par exemple, au-dessus des profils de Proulx et de Rodrigue, vous distinguez un mince petit arc de lune, l'ogive d'une fenêtre du Palais des papes, un pli d'orfèbre, la pique d'une étoile peut-être : le décor du *Soulier de satin*, à Avignon.

Ce qui est tout de même soufflant, c'est que deux lignes à peine dites d'une femme et d'un homme, sur les marches d'un escalier, appellent à l'instant, très net, très précis, et entier, l'esprit de l'art de Marivaux, si singulier : Yannis Kokkos a « sonné » ici le fantôme du décor des *Fausse Confidences*.

Lorsqu'il ne passe pas par la Grèce, Yannis Kokkos habite Paris, sur la place d'une église, à mi-chemin de l'Opéra et du théâtre de l'Atelier.

« Mes premiers soirs de théâtre, et il y en eut beaucoup, j'étais un très petit garçon, c'était un théâtre, sans image aucune, dans le noir. La radio d'Athènes diffusait chaque mercredi soir, tard, des pièces de théâtre. Couché dans le lit, j'écoulais Strindberg, Maeterlinck.

« Puis je me suis mis à lire du théâtre, tout ce que je pouvais trouver, d'Eschyle à O'Neill, et j'étais incapable de lire sans imaginer les acteurs, le décor, la mise en scène. Alors je dessinais, je peignais, tout cela.

« Un peintre eût l'idée d'exposer ses peintures dans une galerie d'Athènes, la galerie Kouras. J'avais onze ans, cela frisa la plaisanterie. Mes parents s'inquièrent, ils se demandaient si j'allais bien. Quelqu'un leur conseilla de demander l'avis d'un peintre, il ne savait pas qui, mais quelqu'un de sérieux.

« Et la chose incroyable, que je n'ai pas encore osé à fait compris, est qu'il eurent la présence d'esprit,



Croquis pour *Electre*.

et le courage, d'« appeler en consultation » Yannis Tsaroukhis. Tsaroukhis, qui est mort en 1989, à soixante-deux ans, est le plus grand peintre de la Grèce d'aujourd'hui. L'un des plus grands peintres de l'Histoire. Il a fait aussi des décors de théâtre.

« Mais il était tenu, en Grèce, pour le diable en personne. Pour le mal incarné.

« L'art de Yannis Tsaroukhis est pourtant fondamentalement grec en ce qu'il unit, exprime, les strates successives de notre histoire : depuis la Haute Antiquité jusqu'à la vision d'aujourd'hui, en passant par les descendances de l'art grec telles que le premier art chrétien, Byzance. »

Art grec

Pendant que Yannis Kokkos dit cela, je songe que ses dessins à lui ont clairement quelque chose des dessins des vases grecs lécythes, qui remontent au cinquième siècle avant J.-C., qu'ils ont la légèreté et la lumière aussi des scènes presque « théâtrales » de la synagogue de Doura, en Mésopotamie (troisième siècle avant J.-C.), et aussi des peintures des catacombes de Priscilla et de la Villa Latina, à Rome, tout cela ayant son origine dans l'art grec. Yannis Kokkos dit d'ailleurs que le rituel liturgique byzantin s'est approprié à l'évidence les éléments de la dramaturgie grecque.

« Mais Tsaroukhis, continue Yannis Kokkos qui décidément ne

veut pas parler de lui-même, oui, Tsaroukhis et sa peinture étaient deux choses : « Inacceptables », une homosexualité, et, surtout, une qualité particulière d'énergie physique et spirituelle du peuple, des jeunes hommes du prolétariat. Couples de militaires dansant, ou paysans nus assis, cette peinture est d'une beauté violente, chaleureuse, dit Yannis Kokkos en feuilletant des albums de Tsaroukhis, vous y voyez des rappels de l'innocence de rayonnement des portraits copiers du Fayoum, et des rappels d'élans de liberté qui au besoin viennent d'ailleurs, par exemple de Matisse.

« C'est que nous sommes grecs à condition d'être d'ailleurs, j'ai tort de le dire car c'est impossible à raconter, à décrire, mais c'est ainsi : plus nous sommes cruellement grecs, plus nous nous replongeons, plus nous la quittons.

« Enfin je voulais dire que Yannis Tsaroukhis, quittant « mon exposition », dit à mes parents : « Mais non, cela n'a aucune gravité, laissez-le dessiner, et peindre, et même inciter-le... »

« Vous ne faites pas que des décors : vous avez mis en scène la *Princesse blanche*, de Rilke, en 1987.

« Oui, je mets en scène surtout des opéras. Ce n'est pas facile, parce qu'il y a très peu de bâtiments et de scènes d'opéras, en Europe, qui permettent une vraie mise en scène : Cardiff, Bologne, Genève... En 1987, dans les ruines

d'un village sicilien, Gibellina. Il avait été détruit par un séisme. J'ai mis en scène l'*Oresteia* de Xenakis, mais c'était plutôt une simple présence des habitants du village, dans ces ruines, et la musique. J'ai mis en scène Boris Godounov de Moussorgski à Bologne en 1989, Ariane et Barbe-Bleue de Dukas à Genève en janvier 1990. »

« Et à l'avenir ?

« Peut-être Tristan et Yseult de Wagner... Mais laissez-moi dire un mot encore de Tsaroukhis. Il était mon ami, je lui dois tout... C'était à la fin de sa vie, il était malade, très, il ne bougeait plus de chez lui. J'étais chez des amis, à Athènes, un soir. La porte s'ouvre en coup de vent : porté par trois moines du Mont Athos, Tsaroukhis plane dans la pièce, atterri sur un divan. Il dit quelques mots, d'amitié, je devine qu'il est très las, qu'il a voulu avoir la gentillesse de venir nous retrouver. Les trois moines, eux, sont en pleine forme, discutent théâtre, se chamaillent presque, à ma surprise ils ont tout vu, tout ce que l'on joue ces jours-ci en Grèce, puis à propos du prix de revient supposé d'un spectacle ils sortent des machines à calculer de leurs robes... Mais Tsaroukhis ne se sent pas bien, il nous dit adieu, les trois moines du Mont Athos le soulèvent comme un rien, l'emportent... Par dessus l'épaule de l'un d'eux, il nous sourit, il est beau comme le jour... »

MICHEL COURNOT

► Galerie Proscenium, 35, rue de Seine.

La révolution en douceur

Luxeusement dépouillé

le mobilier viennois Biedermeier s'expose à Bagatelle

L'adjectif *bieder* signifie en allemand le brave, simple, honnête. *Meier* est un des noms de famille les plus communs. De ces deux mots est né un style, le Biedermeier (1815-1848) caractérisant le goût et l'art de vivre de la bourgeoisie autrichienne au lendemain du Congrès de Vienne. Ruinée par les guerres napoléoniennes, elle aspire à la simplicité et à l'existence familiale privilégiant donc le confort à la représentation. Ce courant utilitariste suscite des objets adaptés à la vie quotidienne de l'époque et réinventant dans le luxe un nouveau sens pratique, qu'il s'agisse d'un canapé en merisier ou d'un crachoir en noyer. Réduit, l'habitat se prête à de nouveaux aménagements avec des îlots mobiles (coins musique, conversation, bureau) annonçant la salle de séjour et le studio du XX^e siècle.

Au château et au Trianon de Bagatelle, trois cents pièces (meubles, porcelaine, tableaux, objets d'art) ont été réunis en provenance de trois musées de Vienne dont l'ancien garde-meubles de la cour impériale (qui n'en possède pas moins de 200 000). La surprise est là, délicate à savourer, dans cette foie du comte d'Artois construite en soixante jours à peine et dont le fronton s'orne de l'inscription « *Parva sed apta* » (petite mais bien adaptée). Cette cafétéria en argent de Franz Kroll ne semble-t-elle pas en effet plus Biedermeier que dix-neuvième ? La rondeur des chiffonniers et secrétaires en acajou rappellent bien Ruhlman et Leleu. Comme le note avec humour Jean-Louis Gaillemain dans le livre catalogue de l'exposition : « Deux noms sont apparus simultanément dans les diners en ville et les magasins de décoration des années 70 : Jean-Michel Frank et Biedermeier qu'on prenait plus ou moins pour un élémiste autrichien. Au moment où le design se démodait avec ses laques et ses plastiques prématurément vieillies, alors que les matières trop nouvelles riches de certains ébénistes art déco commencent à peser, ces deux noms symbolisent la rigueur classique plus simple et plus naturelle. »

Le Biedermeier adopte en effet les lignes pures, les bois lisses, les assemblages symétriques. Cette rigueur n'exclut pourtant ni la citation (les bronzes retour d'Égypte, la poterie algonquienne, la nature idéalisée du dix-septième siècle anglais) ni la séduction. La voici qui est la grande comédie du nécessaire : voir le guerrier à plateau basculant en acajou incrusté de nacre (Reiman), le secrétaire de dame flanqué de jardinières (Dan-

hauser) où, mieux, ces délicates aquarelles représentant des scènes d'intérieur avec des femmes montrées de dos et semblant hésiter, pensives, entre leur coiffeuse, leur chevet, leur bureau. Elles ont l'air si confortablement assises... Car le symbole du bien-être Biedermeier reste la chaise reconnaissable à ses pieds solidement ancrés dans le sol et son type de dossier qui s'allège en arabesque. La bourgeoisie approuve : un créateur de meubles comme Josef Danhauser se voit bientôt diriger une entreprise de cent cinquante ouvriers qui fournissent tout une variété d'objets (cent cinquante-trois modèles de chaises, cent soixante-dix luminaires, sept canapés, soixante-seize divans d'angle, etc.) avec pour les sièges tout un choix de pieds, des châssis, etc. L'empereur François I^{er}, « père de tous ses sujets », cultivait son jardin avec des outils en acajou, poussait, paraît-il, l'humilité jusqu'à passer des commandes dans le catalogue maison de Danhauser.

Bois courbé à la vapeur

De cette époque admirablement mise en scène à Bagatelle, avec des rideaux en mousseline et des cabinets de collectionneur tendus de velours bleu, il se dégage à la fois une discrète extravagance et un optimisme traduit d'ailleurs par toute une série d'innovations. C'est dans la Vienne aux rues adoucies que l'ébéniste Michael Thonet fera breveter sa nouvelle technique de bois courbé à la vapeur. Sa chaîne numéro 14 reste l'un des plus grands succès de mobilier connus jusqu'à ce jour : 50 millions d'exemplaires vendus entre 1859 et 1910.

La période 1815-1848 apparaît ici comme une parenthèse joyeuse vite refermée par les chantres du néo-rococo et des arabesques du Second Empire. Il faudra attendre le vingtième siècle pour que soit reconnu, à travers le mouvement sécessionniste (Otto Wagner, Koloman Moser, Josef Hoffmann) l'héritage de Biedermeier. Adolf Loos, qui reconnaît en 1908 s'être inspiré pour son Café Museum d'un modèle de 1830, écrit alors : « L'homme moderne, l'homme à la sensibilité moderne, n'a pas besoin de décoration. Il l'a en horreur. Tous les objets que nous appelons modernes sont sans ornement. »

LAURENCE BENAÏM

► Exposition Biedermeier, Château et Trianon de Bagatelle, route de Sèvres, à Neuilly, Bois de Boulogne, 75016 Paris. Jusqu'au 15 août. Rens. 45-01-20-10.

La différence d'Adelina von Fürstenberg

Une exposition et un colloque marquent la nouvelle direction du Centre national d'art contemporain de Grenoble

À la tête du Centre national d'art contemporain de Grenoble, depuis janvier 1989, Adelina von Fürstenberg vient de signer ses premières réalisations : une exposition (Gino de Dominicis) et un colloque (« La Société transparente »), inspiré du livre de Gianni Vattimo (1).

La nouvelle directrice du Magasin n'est pas une nouvelle venue. Depuis 1974, elle animait à Genève le premier centre d'art européen qu'elle avait fondé alors qu'elle partageait sa vie entre ses deux passions : l'étude des sciences politiques et la fréquentation des artistes de l'avant-garde. Arménienne d'origine, née à Istanbul, élevée en Italie et en Autriche, cette Européenne a de bonnes raisons de croire aux identités nationales autant qu'aux réseaux transnationaux qui permettent de les confronter : « Au cours de ce colloque, les échanges entre Gianni Vattimo et Jean-François Lyotard en témoignaient. Deux cultures se parlaient non seulement à travers les mots, mais dans les gestes, les attitudes : comme si les consciences collectives de leurs pays d'origine dialoguaient. »

Les artistes n'étaient pas exclus de cette rencontre grenobloise. Buren, Mario Merz et Marina Abramovicz côtoyaient les stars de la philosophie ou de la critique, ils constituaient le premier public auquel s'intéresse Adelina von Fürstenberg : « Nous devons avant tout apporter de la nourriture aux artistes. Leur donner de quoi travailler ensemble sans être tributaires des lois du marché. »

Quels artistes ? Elle n'entend privilégier aucune tendance, mais rester « éclectique », en France, comme hier en Suisse. Si elle tient beaucoup aux échanges entre « pôles

de communication » européens, qui permettent non seulement de faire avancer la réflexion sur l'art, mais aussi de co-produire ouvrages, catalogues à moindre coût, elle ne veut pas pour autant « exposer ce que l'on voit partout ». En invitant Gino de Dominicis (voir l'encadré) pour sa première exposition, elle affirme effectivement sa « différence ». L'artiste italien n'est pas de ceux qui effectuent à longueur d'an-

née le parcours du combattant des grandes institutions européennes. Le rebat jusqu'à ce jour, il a fait une exception par amitié pour la directrice du Magasin.

Adelina von Fürstenberg voulait aussi présenter un artiste qui s'oppose à tout truchement médiatique : ni photos, ni textes explicatifs - au risque d'indisposer une partie de la presse. À l'heure où les bonnes

intentions pédagogiques s'affirment partout avec d'autant plus de véhémence qu'on négligeait hier encore le public, Adelina von Fürstenberg accepte de laisser parler l'œuvre seule en comptant sur les pouvoirs de la « contemplation ».

BERNADETTE BOST

(1) Gianni Vattimo est directeur du département de philosophie à l'université de Turin.

Gino de Dominicis : autoportrait en sumérien

Accueilli dès la première salle par un sourire énigmatique à la Leonard de Vinci, le visiteur est propulsé au cœur du mystère. Les silhouettes de Gilgamesh et de la déesse Urba se font face dans un ciel où scintille un météore. La trousse qui fait insérer cette drôle de pierre philosophale est une banale ampoule de projecteur sur le mur d'en face. Mais l'œuvre n'y perd rien en intensité. L'italien Gino de Dominicis, qui a prêté ses traits au légendaire prince sumérien, s'y révèle tel qu'en lui-même, donc double : illusionniste de salons - ses tours sont appréciés dans la bonne société romaine - et héros véritable d'une épopée de l'esprit.

Toute l'exposition du Magasin procède de cet effet trompeur et de cette authenticité profonde. L'artiste met en scène la fiction d'une culture antique et futuriste à travers des « œuvres plus

ou moins récentes » d'une grande virtuosité d'exécution. Il y a des peintures, des dessins, des sculptures, des plans d'architecture et des vestiges de fouilles imaginaires, comme la squelette humain de vingt-quatre mètres de long qu'il a fallu construire sur place.

Les formes antiques, épurées de zigzags ou figures de bas-reliefs tracées d'un trait délicat sur fond monochrome, cohabitent avec des silhouettes de bandes dessinées contemporaines, sans mettre en péril l'unité du monde constitué. On est dans un vaisseau spatial martien ou dans un palais de Babylone : de toute façon dans le sanctuaire d'une civilisation mythique.

Gino de Dominicis a sans doute raison de refuser illustrations et glosses. Son œuvre suscite des lectures plurielles. Les symboles funéraires (les blanchis

d'homme et de chien), les yeux sans cils grands ouverts sur la connaissance, les allusions à la vie de Gilgamesh peuvent nous raconter une quinzaine d'immortalité. Mais un squelette chaussé de patins à roulettes empêche de perdre de vue la réalité triviale. Et sous le regard de l'artiste, qui nous guette d'un tableau à l'autre entre les paupières mi-closées de ces prêtres-roi sumériens, pointe le long nez des masques de la comédie dell'arte.

Cette désinvolture, cette façon de jouer avec l'héritage culturel de son pays, pourrait le faire comparer aux transavantagés de sa génération. Mais très vite, Dominicis nous persuade qu'il n'est d'aucun mouvement, sinon d'aucune époque. Ce noctambule romain appartient à l'art d'aujourd'hui en jouant avec la nuit des temps.

B.B.

TLP DEJAZET
ROBERT CASTEL
ni sala, ni malec!
LOCATION
42.74.20.50

Café de la Plage
LES BILLES BELL BOYS
Soul Jazz Band
NEW ORLEANS
les vendredis
19h45-20h15
à partir de 22h30
59 rue de Charonne Paris 11^e

18 H 30
DU 24 AU 28 AVRIL
ISO
DANCE THEATRE
USA
INVENTION
SANTÉ
OPTIMISME
PRIX 60 F - LOC. 42 74 22 77
2 PL DU CHATELET 4^e

DEVAN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Musée d'Orsay

Palais du Louvre

PARIS EN VISITE

VENDREDI 20 AVRIL

LA GRANDE IMPRIMERIE DE LA VILLE

DEVANT LES MURS DE LA VILLE

Le Théâtre du Chaudron

Chaudron de Vincennes

صحنه من الامل

صباحنا من الالاحل

AGENDA

JEUDI 19 AVRIL

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33)

T.J.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ARCHITECTURE DES MILITAIRES. Peintures et sculptures. Salle d'actes de la BPL, rue de Châteauneuf. Entrée : 25 F. (composant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 14 mai.

ARCHITECTURES PUBLIQUES. Forum. Jusqu'au 7 mai.

LE CINÉMA DES PAYS NORDIQUES. Galerie du forum. Jusqu'au 7 mai.

COLLECTIONS DU CARNET D'ART GRAPHIQUE. 1^{er} volet : 1905-1940. Salle d'actes de la BPL, rue de Châteauneuf. Entrée : 3 F. Jusqu'au 3 juin.

DESIGN AUTOMOBILE. Grande galerie. Jusqu'au 30 avril.

DESIGN FINELANDAIS. Galerie des Brèves. Jusqu'au 30 avril.

ISABEL BARRA. Le dessin japonais. Atelier des arts. Jusqu'au 6 juin.

FLOREY. Grande galerie. 1^{er} étage. Jusqu'au 30 avril.

TONY GARNIER. Galerie du Col. Jusqu'au 21 mai.

JEAN-PAUL GATTEAU. Collection de la BPL, rue de Châteauneuf. Jusqu'au 14 mai.

FRANCIS PICABIA. Collection de la BPL, rue de Châteauneuf. Jusqu'au 14 mai.

DANIEL SPERRE. Galerie des Brèves. Jusqu'au 6 mai.

TENDANCES MULTIMÉDIAS. ANNEES 80. Galerie des Brèves. Jusqu'au 6 mai.

Musée d'Orsay

1, rue de la Boétie (40-49-48-14)

Mar., ven., sam., dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h. Fermeture le lundi.

CHAMPLEURS. LA RÉALITÉ DES ARTS. Exposition-dossier. Entrée : 27 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 juin.

LE CORPS EN MOUVEMENT. Entrée : 25 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 25 juin.

CHARLES GARNIER (1825-1898). ARCHITECTE DE L'OPÉRA. Exposition-dossier. Entrée : 27 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 juin.

L'OPÉRA DE MONTE-CARLO. Exposition-dossier. Entrée : 27 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 juin.

L'OPÉRA, PHOTOGRAPHIES DE CHANTIER. Exposition-dossier. Entrée : 27 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 3 juin.

UN PHOTOGRAPHE VICTORIEN : LADY HAWARDEN (1822-1898). Exposition-dossier. Entrée : 27 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 29 avril.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-53-17)

T.J.J. et mar. de 10 h à 21 h, dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h. Fermeture le lundi.

ACQUISITIONS RÉCENTES DU MUSÉE. Hall Napoléon. Entrée : 27 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juillet.

HOUEL : VOYAGE EN SICILE. Hall Napoléon. Entrée : 27 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juillet.

LE PAYSAGE EN EUROPE DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE. Pavillon de Flore. Entrée : 27 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 avril.

LE PEINTRE. LE ROI. LE HÉROS. L'Auditorium de la Pyramide. Pavillon de Flore. Entrée : 27 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 avril.

PARIS EN VISITE

VENDREDI 20 AVRIL

« Les sculpteurs et leur demeure : Rodin », 10 h 30, vestiaire du musée Rodin, 77, rue de Valenciennes (L'Art et la mort).

« Tombes célèbres du Père-Lachaise », 10 h 30 : « La Plaine-Lachaise », la carte, 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de la Plaine-Lachaise).

« L'Opéra de Paris », 11 h 30, place de la Bastille, devant le Tour d'Argent (Connaissance de Paris).

« Le Palais de la Monnaie », 12 h 45, hall de Grand Palais, inscription au 45-55-55-55 (D. Bouchard).

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de la Boétie, sous le musée d'Orsay.

« Les collections du nouvel Opéra, le quartier de la Bastille et le faubourg Saint-Antoine », 14 h, métro Bastille, sortie près de la Tour d'Argent (Connaissance de Paris).

« Les Vaux de la Seine », 14 h 30, 1, rue de l'Indépendance-Antiquaire (Office de tourisme).

« Cité antienne du faubourg Saint-Antoine », 14 h 30, 1, rue faubourg Saint-Antoine (Paris pittoresque et insolite).

« Un coin de campagne à Paris », 14 h 30, marches de l'Église Saint-Germain de Charonne (Savignac de Paris historique).

« Nouvelles salles de la Révolution et de l'Empire au musée Carnavalet », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (D. Flaurin).

« L'Opéra de Garnier », 14 h 30, dans l'entrée (Ch. Maréchal).

CONFÉRENCES

Auditorium du Musée du Louvre, 12 h 30 : « Quel musée pour la collection des Plans-reliefs ? », par H. Fouchère (Bibliothèque de la Ville).

11 h, rue Kappeler, 20 h 15 : « L'Art individuel et l'art collectif », Entrée gratuite (Loge une fois-Théâtre).

Le Théâtre de la Vache Crue présente

LA GRANDE IMPRÉCATION

DEVANT LES MURS

DE LA VILLE

au Théâtre du Chaudron Cartoucherie de Vincennes

POLYPTYQUES OU LE TABLEAU MULTIPLE DU MOYEN ÂGE AU XIX^e SIÈCLE

Hall Napoléon. Entrée : 25 F. (composant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 23 juillet.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New York (47-23-61-27)

T.J.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'au 20 h 30. Vis. comment. grat. les jeu. à 15 h.

HERBERT BRANDL. ERNST CARAMELLE. FRANZ WEST. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 avril.

KEES VAN DONGEN. LE PEINTRE. Exposition rétrospective. Entrée : 15 F. Jusqu'au 17 juin.

Grand Palais

Av. W. Châtelier, pl. Clemenceau, 75008 Paris

ART PRÉCOLOMBIEN DU MEXIQUE. Galerie nationale (42-89-54-10). T.J.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'au 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 30 avril.

JEAN BAZAINE. Informations. Galerie nationale (42-89-54-10). T.J.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'au 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 30 avril.

LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE. Cent photographies en noir et blanc de 1904 à 1906. Galerie nationale (42-89-54-10). T.J.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 avril.

JEUNE PEINTURE 90. (42-56-45-06). T.J.J. de 10 h à 19 h 30, mar. jusqu'au 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 29 avril.

SOLIMAN LE MAGNIFIQUE. Galerie nationale (42-89-54-10). T.J.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'au 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 14 mai.

Cité des sciences et de l'industrie

30, av. de la République (46-42-13-13)

T.J.J. et mar. de 10 h à 18 h.

LA FABRIQUE DE LA PENSÉE. Espace Marie Curie. Entrée : 30 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 30 décembre.

LES MÉTIERS AU FIL DE L'EAU. Entrée : 30 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 30 septembre.

CENTRES CULTURELS

ANDREA APPIANI (1874-1917). ART ET CULTURE A MILAN AU SIÈCLE DES LUMIÈRES et à l'époque néo-classique. Institut culturel italien à Paris, hôtel de Caumont, 50, rue de Valenciennes (42-78-12-78). T.J.J. et mar. de 10 h à 13 h. Jusqu'au 27 avril.

BENEDICTO DE SAO PAULO. LE PAUVRE FRANÇAIS. Centre national des arts plastiques, 11, rue de Valenciennes (42-78-12-78). T.J.J. et mar. de 10 h à 13 h. Jusqu'au 27 avril.

DATHEL. Le peintre et son poète. Musée du V. de la Seine, 21, place de la République. T.J.J. et mar. de 10 h 30 à 17 h 45, sam. de 9 h à 12 h 15. Jusqu'au 27 avril.

CÉSAR DOMELA. Institut néerlandais, 121, rue de la République (47-05-05-09). T.J.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 29 avril.

PER EKSTRÖM. 1844-1935. Centre culturel suédois, hôtel de la Ville, rue de Valenciennes (42-71-82-20). T.J.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 24 mai.

REMI KOOLHAAS. PROJET EURALIE. Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon (46-33-30-36). T.J.J. et mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 3 juin.

LAURÉATS DU PRIX DE PEINTURE

Fernando Canova, Diane Wilke, Leonardo Serra, Rhodanée Meila, Maison de l'Art Moderne, 217, bd Saint-Germain (42-22-07-60). T.J.J. et mar. de 10 h à 22 h. Jusqu'au 23 mai.

LEUX D'ARCHITECTURE EUROPEENNE. PÉRIODE MÉDITERRANÉENNE DE LA JEUNE ARCHITECTURE. Maison de l'Art Moderne, 217, bd Saint-Germain (42-22-07-60). T.J.J. et mar. de 10 h à 22 h. Jusqu'au 23 mai.

LA LIGNE RETROUVÉE. Art et décoration de l'architecture de 1900. Institut néerlandais, 121, rue de la République (47-05-05-09). T.J.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 29 avril.

INDICATEURS CHOISIS. SCULPTURES ENTRE 1875 ET 1980. Centre culturel canadien, 5, rue de Valenciennes (45-51-35-73). T.J.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 28 avril.

LES PEINTURES TURQUES DE PARIS. Espace AGP Rétrospective, 87, rue de Valenciennes (42-44-18-43). T.J.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 30 avril.

LES PRINCES D'ORLÈANS ET LA PHOTOGRAPHIE. Musée du VIII^e, 58, boulevard Malesherbes (42-06-06-08). T.J.J. et mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 22 mai.

JEAN LE PAPE DE PALISSY. Le Livre des antiquaires, 2, pl. du Palais-Royal (42-07-27-00). T.J.J. et mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 30 avril.

LE TAPIS : PRÉSENT DE L'ORIENT À L'Occident. Institut du monde arabe, 1, rue de la Fontaine-au-Roi (40-51-38-58). T.J.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 13 h 30. Vis. comment. grat. les jeu. à 15 h. Jusqu'au 29 avril.

LES THÉÂTRES DE PARIS PENDANT LA RÉVOLUTION. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de la Ville, 11, rue de Valenciennes (42-78-12-78). T.J.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 29 avril.

TIRE LA LANGUE, OU LES IRRÉGULARIÉS DU LANGAGE. Centre national des arts plastiques, 11, rue de Valenciennes (42-78-12-78). T.J.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 29 avril.

VENISE 1815-1848. Un nouvel art de vivre à l'époque de Bonaparte. Château et résidences de la République de Venise, hôtel de la Ville, 11, rue de Valenciennes (42-78-12-78). T.J.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 29 avril.

CHRISTIAN VOGT. Espace photographique de Paris, nouvelles formes de l'art, place Carnot - 4-8, grande galerie (40-28-87-12). T.J.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 29 avril.

ALIGHIERO E BOTTI. Galerie Charles Cartwright, 8, rue de Valenciennes (49-04-86-86). T.J.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 29 avril.

KAREL APPEL. Galerie Urban, 22, av. de la République (42-65-21-34). Jusqu'au 2 mai.

AVRIL. MOIS DES ÉDITEURS : MAN RAY, POP ART, ALLOCA. Galerie Alain Oudin, 47, rue de Valenciennes (42-78-12-78). T.J.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 29 avril.

JOSÉ BAZILE. Galerie des Archives, 46, rue de Valenciennes (42-78-05-07). Du 21 avril au 25 mai.

VINCENT BAIRRE ET DANIEL PONTREAU. Galerie Laif Stahle, 37, rue de Valenciennes (48-07-24-78). Jusqu'au 21 avril.

REIMER BERGMANN, RICHARD DEACON, MIKKELO. Galerie Philippe Coudin, 13, rue de Valenciennes (48-04-00-34). Jusqu'au 12 mai.

SELYS. Galerie J. Brachot, 40, rue de Valenciennes (43-25-09-22). Jusqu'au 21 avril.

ROMBERT BOONSTRAT. Studio 685, 8, rue de Valenciennes (43-54-55-55-55). Jusqu'au 5 mai.

BOURGEOIS. POTAGE. Galerie Brigitte Schindler, 44, rue de Valenciennes (42-77-96-74). Du 19 avril au 19 mai.

MARCELLE CAILLÉ. Galerie Franke, 12, rue de Valenciennes (43-55-31-31). Jusqu'au 21 avril.

SOPHIE CALLE. Galerie Crouzet-Robert, 40, rue de Valenciennes (42-77-38-87). Jusqu'au 3 mai.

TONY CARTER. Galerie Chivras, 46, rue de Valenciennes (42-06-09-57). Jusqu'au 30 avril.

PIERRE CHAMBERLAIN. Galerie Albert Loh, 12, rue de Valenciennes (46-33-09-67). Du 19 avril au 28 mai.

CHAUVIN. Sculptures. Galerie Artcurial, 9, rue de Valenciennes (42-99-16-16). Jusqu'au 21 avril.

CINQ CRÉATEURS DU MOUVEMENT MOD. Galerie Saint-Charles de Roes, 15, rue de Valenciennes (47-00-11-54). Jusqu'au 19 mai.

COLLAGES SURREALISTES. Galerie Zerbini, 37, rue de Valenciennes (42-72-65-47). Jusqu'au 6 mai.

BERNARD COUTIN. Galerie Est, 22, rue de Valenciennes (48-07-17-39). Du 18 avril au 19 mai.

DAMIAN. Galerie Jacqueline Mousset, 10-122, rue de Valenciennes (46-57-75-81). Jusqu'au 12 mai.

OLIVIER DERRÉ. Galerie Artcurial, 9, rue de Valenciennes (42-99-16-16). Jusqu'au 28 avril.

PETER DOWNSBROUGH. Galerie Sylviane Lorenz, 13, rue de Valenciennes (48-04-63-02). Jusqu'au 29 avril.

JURANA EL HUSSEIN. Galerie Etienne Dinet, 30, rue de Valenciennes (42-56-43-28). Jusqu'au 5 mai.

MAX ERNST. Galerie Lucette Herzog, passage Moitte - 157, rue de Valenciennes (48-87-39-84). Jusqu'au 21 avril.

OYVIND FAHLSTROM

Galerie Boudin Labon, 34, rue des Archives (42-72-05-10). Jusqu'au 28 avril.

PHILIPPE FAVIER. Galerie La Hana, 14, rue de Valenciennes (43-25-64-08). Jusqu'au 2 mai.

FRANÇOIS FIEDLER. Galerie Adrian Maeght, 42-45, rue de Valenciennes (45-45-45-15). Jusqu'au 10 juin.

FIGURATION NARRATIVE DANS L'ART CONTEMPORAIN. Galerie Pierre Lécuyer, 153, rue de Valenciennes (48-57-81-71). Jusqu'au 5 mai.

JOËL FISHER. Galerie Fendish-Cadot, 77, rue de Valenciennes (42-78-06-36). Jusqu'au 28 avril.

LUCIAN FREUD. Galerie Berggruen, 70, rue de Valenciennes (42-22-02-12). Jusqu'au 12 mai.

ALBERT GLEIZES. Galerie Michèle Tournier, 153, rue de Valenciennes (48-57-02-06). Jusqu'au 5 mai.

GROSJEAN, GUNT, KALLOS, PÉRON. Galerie Nana Stern, 28, rue de Valenciennes (48-06-78-84). Jusqu'au 12 mai.

JEAN-LUC GUÉRIN. Galerie François Paillet, 91, rue de Valenciennes (42-71-84-15). Jusqu'au 11 mai.

MORILLAS. Le dernier album 1985-1988. Galerie Michèle Tournier, 153, rue de Valenciennes (48-57-02-06). Jusqu'au 5 mai.

HOMMAGE À SEYMOUR ROSKOFF. Galerie de l'École de Chicago, rétrospective de son œuvre 1958-1981. Galerie du Dragon, 19, rue de Valenciennes (48-48-24-19). Jusqu'au 30 avril.

ROLF ISSEL. Galerie 10, rue de Valenciennes (43-25-10-72). Jusqu'au 28 avril.

CLAUDIA LAGOUTTE. Galerie Charles Sabon, 21, av. de Valenciennes (48-10-48). Jusqu'au 5 mai.

BERNARD LANTIER. Galerie Jean-Luc Guérin, 3, place du Marché-Sainte-Catherine (42-78-02-74). Jusqu'au 19 mai.

CHRISTIAN LAPELLE. Galerie Przewalski, 10, rue de Valenciennes (43-53-50). Jusqu'au 29 avril.

EUGÈNE LEROY. Galerie Laga-Salomon, 57, rue de Valenciennes (42-78-11-71). Jusqu'au 21 avril.

CHRISTIAN L'HOPITAL. Galerie Forlani, 25, rue de Valenciennes (42-72-21-27). Jusqu'au 25 avril.

ROBERT LONGO. Sur le drapier d'après, Galerie Daniel Tournier, 153, rue de Valenciennes (42-72-14-10). Jusqu'au 18 avril.

ANSEL LUIQUE. Galerie Daniel Rand, 196, bd Saint-Germain (42-27-77-57). Jusqu'au 21 avril.

CHARLES MARO. Galerie Jacob, 28, rue de Valenciennes (43-33-90-56). Jusqu'au 28 avril.

FAUSTO MELOTTI. Galerie Di Med, 5, rue de Valenciennes (43-54-10-95). Jusqu'au 28 avril.

HENRY MORE. Galerie Maeght Editeur, 35, av. de Valenciennes (45-62-28-18). Jusqu'au 15 juin.

MARIA MORENO. Galerie Claude Bernier, 7-8, rue de Valenciennes (43-29-07-07). Jusqu'au 5 mai.

TANIA MOURAUX 1970-1990. Galerie Gabrielle Maubry, 24, rue de Valenciennes (42-78-03-87). Jusqu'au 12 mai.

MAURICE MURRAY. Galerie Laga-Salomon, 57, rue de Valenciennes (42-78-11-71). Jusqu'au 21 avril.

MANFRED PAUL. Galerie Agathe Gallard, 3, rue de Valenciennes (42-77-38-24). Jusqu'au 5 mai.

LES PIONNIERS. Galerie de Paris, 6, rue de Valenciennes (43-25-42-63). Jusqu'au 5 mai.

MICHELANGELO PISTOLETTO. Galerie Daniel Tournier, 153, rue de Valenciennes (42-72-63-80). Jusqu'au 12 mai.

PAQUES FLEURES. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. de Valenciennes (40-87-00-00). T.J.J. et mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. (billet d'accès au musée). 7,50 F. le dim. Jusqu'au 28 mai.

JOSEPH RENAI. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. de Valenciennes (47-23-38-53). T.J.J. et mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 14 mai.

RODIN ET SES MODÈLES : LE PORTRAIT PHOTOGRAPHÉ. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Valenciennes (47-05-01-34). T.J.J. et mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 15 F. Du 24 avril au 3 juin.

ROBERT RAUSCHENBERG. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 25 mai.

MEMMO ROTELLA. Galerie Boudin Labon, 34, rue des Archives (42-72-05-10). Du 24 avril au 28 mai.

RUTHER RUTHE. Galerie Stadler, 51, rue de Valenciennes (42-28-81-10). Jusqu'au 5 mai.

JULIAN SCHABEL. Galerie Yvon Lambert, 108, rue de Valenciennes (42-71-06-33). Du 21 avril au 18 mai.

SOTERAS. Galerie Venturi, 12, rue de Valenciennes (42-61-73-91). Jusqu'au 7 juillet.

DANIEL SPERRE. Galerie d'art, 23, rue de Valenciennes (47-23-38-53). Jusqu'au 29 avril.

PAULINE STELLA SANCHEZ. Galerie Froment et Puymer, 33, rue de Valenciennes (42-76-03-50). Jusqu'au 21 avril.

ANTONI TAPES. Galerie Laloux, 13-14, rue de Valenciennes (45-63-13-19). Jusqu'au 21 avril.

VINGT ET UN PEINTRES ET SCULPTEURS PERUVIENS RENDENT HOMMAGE À MIGUEL GRAU

Art Galerie, 8, passage Thiers (48-07-20-17). Jusqu'au 28 avril.

FRANZ WEST. Galerie Gishelma Hausner, 5 bis, rue de Valenciennes (48-57-6

AGENDA

CARNET DU MONDE

Naissances

Françoise JOUET
et **Alain VUYET**
ont la joie d'annoncer la naissance de
Antoine,
le 16 avril 1990, à Suresnes.
21, avenue Sainte-Foy,
92300 Neuilly.

Décès

M. Ahmed BALAFREJ,
né Fatouma Bennani,
ses enfants Souad, Leila, Anis, May
et Amine.
Ses gendres et belle-fille,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès,
survenu à Rabat, le 14 avril 1990, de
leur époux, père et grand-père.

Hadj Ahmed BALAFREJ,
ancien secrétaire général
du Parti de l'Indépendance (1944-1960),
ancien ministre des affaires étrangères,
président ancien président du conseil,
ancien représentant personnel
de Sa Majesté le roi Hassan II,
grand-croix de la Légion d'honneur.
Ses obsèques ont eu lieu à Rabat, le
16 avril.

Domicile : Kilomètre 3,
route Deszabers,
Rabat (Maroc).
(Le Monde du 17 avril.)

Edmond Bernus,
son mari
et son père,
Caroline, Jacques, Cécile,
ses enfants
et ses frères et sœurs,
Philippe Goldszajn,
son compagnon,
Gaëlle,
sa petite-fille
et sa nièce.

Et son père Patrick Maury,
M. Alfred Vianes,
sa mère
et sa grand-mère,
Mireille et Georges Lendi,
sa sœur et son beau-frère,
sa tante et son oncle,
Eve et Fanny Lendi,
ses oncles
et ses cousines,
Hélène et Claude Gary,
sa belle-sœur et son beau-frère,
sa tante et son oncle,
Pierre, Geneviève, Anne, Mireille,
Francis Gary,
ses neveux et nièces
et cousins.
Les familles Feuillie, Franck, Marcel,
Schoen et Volla,
Isabelle Geoffroy Dechaume, Nicolas
Guy, Ekhyag Sidiyène et Tahir ag
Mohamed Abdoulaye.
Ainsi que tous leurs amis du Niger et
du Mali.
ont la douleur de faire part des décès de

Suzanne BERNUS,
née Vianes,
directrice de recherche au CNRS,
de la Société des africanistes,
« Heures ceux qui désirent avec
Vivre comme Dieu le demande,
Car Dieu le leur accordera pleine-
ment »,
Mathieu, V-6

et de
Ariane BERNUS,
« Je suis la résurrection et la vie...
celui qui croit en moi, même s'il
meurt, vivra »,
Jean, XI, 25

le 17 avril, à la suite d'un accident sur-
venu au Mali,
et vous prie d'assister au service reli-
gieux qui aura lieu à la Maison Trai-
nelle, 37, rue Tournelle, Paris-5^e,
(Eglise réformée de France), le lundi
23 avril, à 14 heures.
27, quai de la Tournelle,
75005 Paris.

Pierrette Bloch,
sa fille.
Le docteur et M. Pierre Klotz,
M. et M. Claude Rigat,
ses neveux,
M. Marie Piniel,
Toute sa famille
Et ses amis
ont la tristesse et le regret de faire part
du décès de

M. Marcel BLOCH,
né Madeleine Schmitt,
survenu le 9 avril 1990, à La Chaux-de-
Fonds (Suisse), où les obsèques ont eu
lieu le 11 avril.
7, rue Antoine-Chantin,
75014 Paris.

**Clermont-Ferrand (Puy-de-
Dôme).**
Monsieur V. Giscard d'Estaing,
président de l'Orchestre d'Auvergne.
Les membres du bureau et du conseil
d'administration de l'Orchestre,
M. Jean-Jacques Kantorow,
directeur musical,
Et les musiciens de l'Orchestre.
Ses collaborateurs administratifs et
techniques de l'Orchestre,
ont la peine de faire part du décès de

M. Daniel NOUHEN,
administrateur
de l'Orchestre d'Auvergne.
Les obsèques ont été célébrées, jeudi
19 avril 1990, en l'église de Marignas-
(Puy-de-Dôme).
Orchestre d'Auvergne,
2, rue Urbain-III,
63000 Clermont-Ferrand.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
42-47-95-03

Saint-Ayguil.
M. Madeleine Perret
Et sa famille.
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Charles PERRET,
ingénieur civil (E.R.),
officier de la Légion d'honneur,
ex-directeur scientifique et technique
de la société Engineering Technip,
survenu le 14 avril 1990, à l'âge de
soixante-dix ans.

Les obsèques religieuses ont été céle-
brées le mercredi 18 avril, au temple
protestant de Saint-Raphaël (Var).
Ce présent avis tient lieu de faire-
part.

65, allée Magali,
83370 Saint-Ayguil.
M. et M. Félix Rohatyn
et leurs enfants,
M. Alice Lobel,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henry PLESSNER,
né Edith Kahl,
leur mère, belle-mère, grand-mère et
dépensé amie.

survenu en son domicile, à Paris, le
16 avril 1990.

Les obsèques ont eu lieu, dans la plus
stricte intimité, le mercredi 18 avril, au
cimetière de Montmartre.

810 Fifth Avenue,
New-York.
M. Christophe Roussel,
Ainsi que ses amis,
ont la grande douleur de faire part du
décès de
Frédéric ROSSIF,
survenu le 18 avril 1990 à Paris.
Les obsèques auront lieu dans la plus
stricte intimité.
(Lire page 11.)

Aln. Témouchent. Oran. Alger.
Lyon.
Le docteur Eveline de Peretti,
Les familles Grandjean,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alice GRANDJEAN,
physicien en retraite
de l'Institut de météorologie
et de physique du globe de l'Algérie,
survenu à Lyon, le 9 mars 1990, dans
sa quatre-vingt-dixième année.

L'incinération a eu lieu à Lyon dans
l'intimité et les cendres (transportées à
Fougerolles (Haute-Saône), d'où la
famille de M. Grandjean est origi-
naire.

M. Georges Poulle,
le comte et la comtesse de Ginester-
Puyvet
et leurs enfants,
M. et M. Frédéric Poulle
et leur fils,
M. Christian Poulle,
M. et M. Bernard Godot,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges Poulle,
avocat à la cour d'appel,
officier de l'Ordre national du Mérite,
officier du Mérite militaire.

le 17 avril 1990, muni des sacrements
de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Saint-Pierre de Chailhot, le
vendredi 20 avril, à 10 h 30.

44, avenue du Président-Wilson,
75016 Paris.
206, boulevard Pétain,
75017 Paris.

Pompes Funèbres
Marbrerie

CAHEN & C^e

43-20-74-52

MINTEL par 16 11

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-87-87-27
Télécopieur : (1) 42-82-05-51

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
constatée à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M. Genevieve Bouve-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les réceptions
et index du Monde au (1) 42-47-40-61.

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration.

ABONNEMENTS
11, rue Jean-Mazzat, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-99

| TARIF | FRANCE | MONDIAUX | SUISSE | AUTRES PAYS |
|--------|---------|----------|---------|-------------|
| 3 mois | 345 F | 399 F | 504 F | 700 F |
| 6 mois | 720 F | 762 F | 972 F | 1 400 F |
| 1 an | 1 300 F | 1 390 F | 1 800 F | 2 600 F |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse : précisez la date de votre départ, en indiquant votre
nouveau numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres au capital de l'imprimerie.

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en
France entre le jeudi 19 avril à
0 heure et le dimanche 22 avril à
24 heures.

Le temps va rester encore maussade
en ce début de semaine. Le ciel sera sou-
vent nuageux, parfois avec de faibles
pluies. Dimanche ces pluies disparaîtront
progressivement.

Les températures seront en hausse
mais resteront inférieures aux normales
saisonnières.

Vendredi : nuages, éclaircies et
averses.

Le plateau des régions connaîtra une
atténuation de passages nuageux,
d'éclaircies et d'averses parfois assez
fortes.

Ce temps instable persistera toute la
journée sur le Sud-Ouest et le Sud-Est :
en Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-
Roussillon, Corse et Provence-Côte
d'Azur. Les averses seront particulièrement
fortes, parfois orageuses et
s'accompagneront de grêle et de rafales
de vent.

De la Bretagne et de la Normandie au
Poitou-Charentes et au Centre, les fortes

averses entrecoupées de périodes en-
soleillées se calmeront en cours d'après-
midi avec l'arrivée de nuages de plus en
plus nombreux vers la mi-journée.

Sur le Languedoc, l'Auvergne et l'Inde-
Alpes, le ciel sera changeant, indiquant
averses nuageuses et éclaircies. De petites
chutes de neige se produiront le matin
sur le nord des Alpes au-dessus de
800 mètres. Dans l'après-midi, quelques
averses locales pourront se produire sur
toutes ces régions.

Du Pas-de-Calais et de la Flandre au
nord de l'Alsace, la journée sera grise et
faiblement pluvieuse.

De l'Île-de-France au sud de l'Alsace,
dans le Massif central, la France-Centre,
les nuages seront souvent nombreux
mais ils ne devraient pas occasionner de
précipitations.

Les températures minimales seront
comprises entre 2 et 8°C, les tempé-
ratures maximales oscillent entre 8 à 12°C
sur la majeure partie du pays, 13 à 15°C
sur le Sud-Ouest et 15 à 17°C sur le
Sud-Est.

Le vent soufflera généralement de
secteur nord-est. Il sera soutenu sur les

régions voisines de la Manche. La tran-
sition sera marquée.

Samedi : ciel gris, nuages et
d'éclaircies. Grêle et petites pluies
au Nord.

Passages nuageux et périodes en-
soleillées alternant sur la quasi-totalité du
pays sous domination des brumes et
brouillards matinaux, les nuages occa-
sionneront parfois quelques averses locales
dans l'après-midi.

Une exception toutefois : les régions
d'Alsace du Nord et des Ardennes à
l'Île-de-France, la Normandie, à la Bre-
tagne et au Pays de Loire, ainsi que la
chaîne pyrénéenne. La météo y sera
plus humide avec de petites pluies et
de la neige au-dessus de 1 000 mètres.
Légère amélioration dans le courant de
l'après-midi avec l'arrêt des pluies et
quelques périodes de soleil.

Les températures marqueront une
légère hausse avec 3 à 7°C le matin et
12 à 15°C l'après-midi. Elles pourront
atteindre 16 à 18°C sur le littoral mé-
diterranéen.

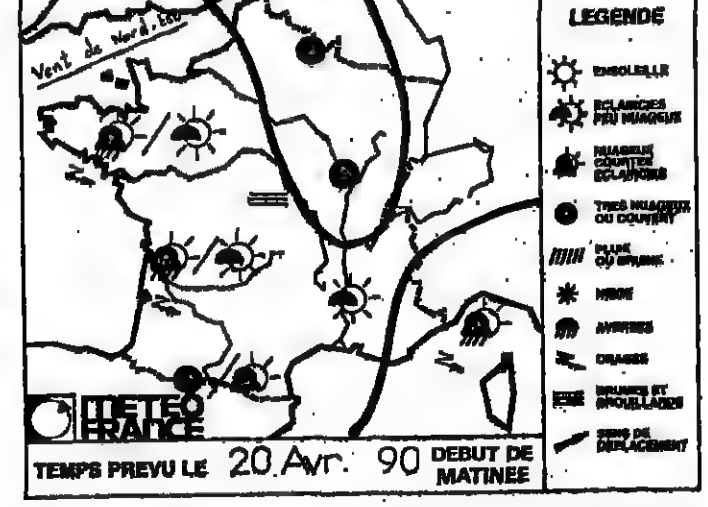
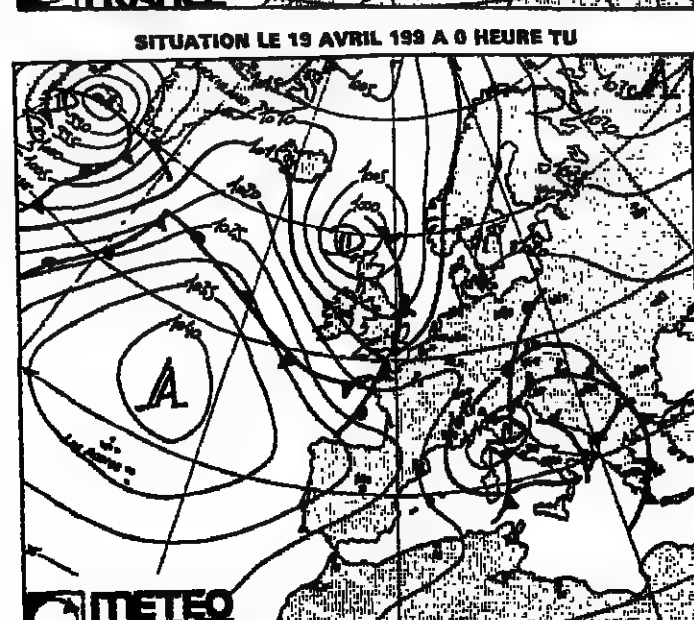
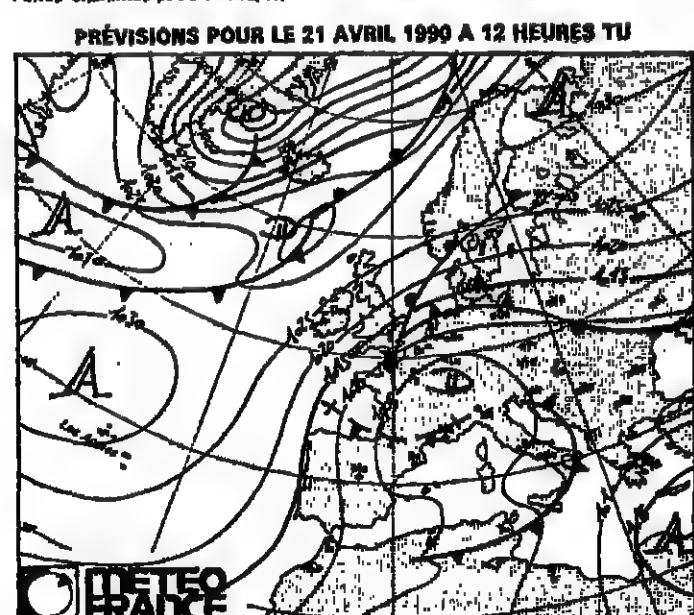
Le vent, souvent faible de secteur
nord ou nord-est, sera assez fort près de
la Manche.

Dimanche : nuages et éclaircies.

Ciel nuageux du jour sur la
moitié nord du pays, avec des éclaircies
parfois assez fortes. Elles seront plus
rares sur le quart nord-est, où des pluies
faibles sont possibles le matin. Le vent
de nord-est sera fort près de la Manche,
jusqu'à 60 km/h. Pendant l'après-midi
les nuages alternent avec les éclaircies.
Ils donneront parfois des ondées.

Sur la moitié sud le ciel sera dégage
au lever du jour, puis des nuages se
développeront. Ils donneront quelques
averses durant l'après-midi, principale-
ment en montagne et des orages isolés.
Le ciel restera chargé près des
Pyrénées avec des averses de neige au-
dessus de 1 000 mètres.

Les températures seront comprises
entre 5 et 10°C au lever du jour, elles
atteindront 12 à 15°C sur la moitié nord,
15 à 18°C sur la moitié sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
le 18-04-1990 à 6 heures TU et le 19-04-1990 à 6 heures TU

| FRANCE | TOURS | TOULOUSE | POINTE-AÏTRE | ÉTRANGER | ALGER | AMSTERDAM | ATHÈNES | BANGKOK | BARCELONE | BELGRADE | BEIJIN | BUDAPESTE | CAEN | CHERBOURG | CLEMONT-FERR. | COCIN | GENÈVE | GRANDBRETAGNE | LILLE | LONDRES | LYON | MARSEILLE | NANCY | NANTES | NICE | PARIS | PAU | PERPIGNAN | RENNES | ST-ETIENNE | STRASBOURG |
|--------|-------|----------|--------------|----------|-------|-----------|---------|---------|-----------|----------|--------|-----------|------|-----------|---------------|-------|--------|---------------|-------|---------|------|-----------|-------|--------|------|-------|-----|-----------|--------|------------|------------|
| 14 | 12 | 13 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| 12 | 10 | 11 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 |

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale
moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS



PROBLEME N° 2088
Mots à trouver :
1. Un...
2. Un...
3. Un...
4. Un...
5. Un...
6. Un...
7. Un...
8. Un...
9. Un...
10. Un...
11. Un...
12. Un...
13. Un...
14. Un...
15. Un...
16. Un...
17. Un...
18. Un...
19. Un...
20. Un...
21. Un...
22. Un...
23. Un...
24. Un...
25. Un...
26. Un...
27. Un...
28. Un...
29. Un...
30. Un...
31. Un...
32. Un...
33. Un...
34. Un...
35. Un...
36. Un...
37. Un...
38. Un...
39. Un...
40. Un...
41. Un...
42. Un...
43. Un...
44. Un...
45. Un...
46. Un...
47. Un...
48. Un...
49. Un...
50. Un...
51. Un...
52. Un...
53. Un...
54. Un...
55. Un...
56. Un...
57. Un...
58. Un...
59. Un...
60. Un...
61. Un...
62. Un...
63. Un...
64. Un...
65. Un...
66. Un...
67. Un...
68. Un...
69. Un...
70. Un...
71. Un...
72. Un...
73. Un...
74. Un...
75. Un...
76. Un...
77. Un...
78. Un...
79. Un...
80. Un...
81. Un...
82. Un...
83. Un...
84. Un...
85. Un...
86. Un...
87. Un...
88. Un...
89. Un...
90. Un...
91. Un...
92. Un...
93. Un...
94. Un...
95. Un...
96. Un...
97. Un...
98. Un...
99. Un...
100. Un...

TACOTAC
Le numéro 635690
Les numéros
approchant
la centaine
de mille
335690

Les numéros approchant

| Numéro | Différence |
|--------|------------|
| 635690 | 0 |
| 635680 | 10 |
| 635695 | 5 |
| 635685 | 5 |
| 635692 | 8 |
| 635688 | 12 |
| 635697 | 7 |
| 635683 | 17 |
| 635694 | 4 |
| 635686 | 14 |
| 635691 | 9 |
| 635689 | 11 |
| 635693 | 7 |
| 635687 | 13 |
| 635696 | 6 |
| 635684 | 16 |
| 635698 | 8 |
| 635682 | 18 |
| 635699 | 9 |
| 635681 | 19 |
| 635694 | 4 |
| 635685 | 10 |
| 635695 | 5 |
| 635686 | 11 |
| 635696 | 6 |
| 635687 | 12 |
| 635697 | 7 |
| 635688 | 13 |
| 635698 | 8 |
| 635689 | 14 |
| 635699 | 9 |
| 635690 | 0 |

13142031
TACOTAC
RÉSULTATS OFFICIELS - REMPLISSEMENT

| NUMERO | PRÉNOM ET NOM DE LA FAMILLE | SCORE GAGNÉ |
|--------|---|------------------|
| 0 | 1930 7240 | F |
| 1 | 01 2491 7021 95901 | |
| 2 | 5482 091642 191642 197592 | 50 100 100 |
| 3 | 73 393 403 0213 8493 01793 39193 84913 | |
| 4 | 0244 6304 7714 26034 156114 | |
| 5 | 275 2705 | |

صحنه من الاله

LIVRES • IDEES

Dante au paradis

La fin de la nouvelle traduction en français de la Divine Comédie :
le Paradis « perpétuité vivante, connaissance ultime »



Illustration de Botticelli pour le Paradis de Dante.

LE PARADIS
de Dante.
Troisième volet
de la Divine Comédie,
édition bilingue,
traduction, introduction et notes
de Jacqueline Risset.
Flammarion, 366 p., 120 F.

Il peut exister plusieurs paradis, y compris ceux qui sont désormais les nôtres, les artificiels. Paradis réel veut dire : victoire sur le temps et la mort, perpétuité vivante, connaissance ultime. Tout le monde connaît l'enfer, sa lourdeur, sa répétition, la damnation d'être coincé dans un corps, l'absence d'issue, le mensonge. Mais le paradis ? Qui en parle encore ? Qui oserait y croire ? A quel prix ? Mieux vaut ne pas interroger sur ce sujet un théologien. Le pape lui-même ? On ne peut pas dire qu'il soit très prole sur ce sujet. Restent les universalitaires qui nous parlent de Dante, comme s'il s'agissait d'une question de cours. Cependant, il n'est pas interdit d'aller droit au texte, de l'écouter, de le voir se déployer devant nous comme une construction grandiose. Le voici en français, simple, direct, sans manières. Pour quelle raison une jeune femme d'aujourd'hui a-t-elle passé tant d'années à vouloir nous le faire relire ? Mystère (1).

Le premier mot du Paradis de Dante est *gloire*. Le premier mot du dernier vers : *l'amour*. Entre les deux se déroule par séries d'accélération fulgurantes le plus fabuleux voyage de tous les siècles, impliquant la transformation progressive de l'expérience. Nous sommes à Pâques, en 1300, mais aussi bien aujourd'hui si nous le voulons, tout est printemps, la prétention du cosmogoniste est de donner le fin mot de Dieu, du désir, de l'univers, de l'histoire et de la jouissance malgré l'enfer permanent (notre faute) et le purgatoire lent (notre chance de salut).

Il s'agit d'atteindre le *sommo piacer*, la pointe extrême du plaisir et du savoir (l'un prouvant l'autre). Vous qui n'avez pas envie de comprendre parce que vous ne jouissez pas, n'entrez

pas. Les mots qui — avec celui de *mouvement* — reviennent ici sans cesse sont : joie, délectation, bonheur, bien, fête, allégresse, rire. Une orgie sans fin, qui semble n'avoir rien d'humain. Dante appelle cet état : *transumanar*. Il n'est pas question cependant d'*outrépasser l'humain* (comme nous le dit la traductrice), et encore moins d'arriver à une quelconque surhumanité, mais bien de passer à *travers* lui, sans cesse et de nouveau, pour vérifier à quel point il ne fait qu'un avec le divin.

Bien entendu, cela n'a de sens que dans la dimension de l'incarnation et de tout ce qui s'ensuit. On n'est pas obligé d'accepter ces coordonnées. Mais si on les admet, alors la logique de

l'ensemble se démontre dans ses plus profondes conséquences, là où (autre expression forgée par Dante) « *gloir s'inspire* ». Là où la joie s'éternise ? Sans doute, mais « s'éterniser » a pris malheureusement pour nous la couleur de l'ennui. Dante dit : quand la joie se fait toujours, se transforme en toujours. L'adverbe devient verbe, comme si j'inventais le mot *toisjouriser*. Joie d'amour dure toujours. On devrait chaque fois écouter Monteverdi en lisant Dante, l'insistance de sa musique sur *sempre* (maintenant et toujours).

Le Paradis est avant tout une expérience musicale intérieure sous ses masques amoureux, cosmologiques, historiques, religieux. Le spectacle que voit

Dante, les vérités qu'il comprend, sont chaque fois, il insiste, des métaphores d'une autre réalité incommensurable avec laquelle, pour finir, il doit se confondre par-delà les images. C'est aussi, très curieusement, une *vendetta* contre la « *compagnie mauvaise, stupide, ingrate et toute folle* » qui se sera dressée contre lui, ce qui nous vaut le vers célèbre, dernier aven politique : « *Il sera beau pour toi, alors, d'avoir fait un parti à toi seul.* »

Plus il monte, avec Béatrice, vers le Premier Mobile et l'Empyrée ; plus il s'approche du but et plus il est sûr de sa vengeance. Contre quoi ? Leitmotiv de la Divine Comédie : « *La cupidité, qui noie les mortels sous elle.* »

Marx, qui n'a jamais été marxiste, aimait Dante, et on espère ne pas trop compromettre ce chef-d'œuvre en le rappelant.

Philippe Sollers
Lire la suite page 21

(1) A quelques réserves près, la traduction de Jacqueline Risset est au-dessus de l'éloge, surtout si on la compare au palmarès médiévaliste de Pélard (La Pléiade). C'est donc un événement en français. Les notes, en revanche, seraient gagnées à être développées, voire totalement révisées. Exemple, note 10 du chant 32 : Sarah n'est pas la fille d'Abraham mais, bien entendu, sa femme. Ruth n'est pas non plus la fille de David, mais son ancêtre. A ce croc, par ailleurs, la bibliographie, aucun autre auteur français n'aurait écrit sur Dante, ce qui semble étrange.

Le dossier Boukharine

Le témoignage d'Anna Larina Boukharina, veuve du célèbre dirigeant soviétique, nous invite à réviser notre perception du personnage

BOUKHARINE MA PASSION
d'Anna Larina Boukharina.
Présenté par Véronique Garros,
traduit du russe
par Véronique Garros
et Denis Paillard.
postface de Mikhail Gelfer.
Gallimard, 410 p., 160 F.

Cinquante ans après l'exécution de son mari, Anna Larina, la dernière épouse de Boukharine, raconte « *les jours les plus heureux et les plus dramatiques* » de sa brève existence avec celui que Lénine appelait « *l'enfant chéri du parti* ». Fille adoptive d'un révolutionnaire célèbre et infirme, Larine, dit encore Lénine, un de ceux qui croyaient dur comme fer au bolchévisme, Anna était née le 27 janvier 1914. Les ! Lénine fut enterré un 27 janvier dix ans plus tard. Larine exigea de l'état civil que l'acte de naissance de l'enfant déjà grande fût modifié et retardé de trois mois : il ne fallait pas qu'elle fût née un jour aussi funeste. Boukharine, de vingt-six ans l'aîné d'Anna, était un intime de la famille. L'amitié

entre le dirigeant chevronné et la petite fille devenue adolescente se transforma en amour. Anna Larina devint Boukharina pour le meilleur et pour le pire.

Faut-il revenir sur le pire ? Depuis Soljenitsyne et beaucoup d'autres, on croit tout savoir sur la turpitude stalinienne et le goulag. Pourtant, chaque fois qu'on se laisse envahir par les souvenirs des rescapés, c'est la même stupeur, la même interrogation : comment cela a-t-il pu se passer, comment cela pourrait-il encore se passer ? Cette effarante machine policière badigeonnée de judiciaire finit presque par marcher toute seule, déchaînant au passage ses propres mécanismes.

Les personnages les plus sinistres de ce drame sont, à l'occasion, des êtres charmants. Elov le sanguinaire ? Anna Boukharina le décrit ainsi : « *Ses yeux bleus avaient une expression de réelle bonté* ». Beria ? Devient le chef suprême de la police, il eut dans son bureau une conversation d'une parfaite urbanité avec la femme de Boukharine : lui aussi il l'avait connue enfant,

mais elle était devenue sa prisonnière. Il lui offrit tout de même des fruits avant de la faire reconduire dans sa geôle.

Dans cet univers du goulag se côtoient ceux qui tiraient le haut du pavé bolchevique et les petits, tous voués à la même dégradation, et pour la plupart au peloton. Les femmes et les enfants des grands chefs militaires Toukhatchevski, Iakir, mais aussi la femme du peuple devenue folle qui, la nuit, faisait la chasse aux poux en criant : « *A chacun sa part, nous nous dirigeons vers le communisme.* » Le sort des dirigeants en voie de disgrâce n'est pas plus enviable. Encore en place mais voyant venir le moment où ils basculeront dans les « *poubelles de l'histoire* », ils se raccrochent, tel Kari Radek, à l'espoir le plus vain. Tous, jusqu'au bout, jusqu'au peloton, ils ont crié leur foi en ce Staline qui était pourtant l'assassin en chef. Anna Boukharina constate : « *Les anciens oppositionnels, gens d'esprit critique se soulevèrent au nom de l'unité du parti au diktat de Staline. Ici réside, me semble-t-il, une des*

causes essentielles du destin tragique que connurent les vieux bolcheviks. »

Ce comportement fut aussi celui de Boukharine. Son épouse rappelle naturellement les qualités intellectuelles et morales du personnage. Elle ne gomme pas pour autant ses faiblesses. Ainsi, écrit-elle « *face à des attaques injustifiées, Boukharine pouvait se montrer méchant et cassant ; il était capable d'engager une lutte à mort avec son adversaire avec toute l'énergie effrénée de son tempérament politique. En même temps, il avait une sensibilité exacerbée, presque maladive... Sa nature extrêmement active et sensible supportait très mal les émotions trop fortes, sa capacité à « encaisser » était très faible et il craignait nerveusement.* » C'est pourquoi, estime-t-elle, il capitula au plénum de février-mars 1937. Elle évoque encore ses « *états d'hystérie* » : « *Il pleurait facilement mais les raisons en étaient toujours sérieuses.* »

Bernard Féron
Lire la suite page 24

Jean
METELLUS
Charles-Honoré
Bonnesfoy
roman



nrf

GAYET MEARD

LE FEUILLETON
de Michel Braudeau
La magie
Modiano

Voyage de noces, le nouveau roman de Patrick Modiano, est l'œuvre d'un magicien. On connaît ses tours, ses instruments, ses effets, mais il est impossible d'expliquer comment l'artiste opère pour que son roman touche au plus intime.
Page 18

HISTOIRE
LITTÉRAIRE

Le retour
du Moyen Age



Comme l'histoire du Moyen Age avant elle, la littérature médiévale est aujourd'hui proposée à un large public par ses plus grands spécialistes, dans des collections de grande diffusion comme chez des éditeurs de province.
Page 21

D'AUTRES
MONDES
par Nicole Zand

Le temps
du cyrillique

La mode russe bat son plein, de Christie's à Jean-Paul Gaultier en passant par l'édition. Une marée de traductions essaient de rattraper soixante-dix ans d'écrits non publiés, mal connus, oubliés.
Page 24

Lancement de « Joyce Espagne »
et préparation de « L'ushuaia »

EN POCHÉ

La longue survie
de Jean Rhys

Sous la signature de Christine Jordis vient de paraître, dans la collection « Qui êtes-vous ? » de La Manufacture, un volume consacré à Jean Rhys (224 p., 88 F.). Cette romancière anglaise, morte en 1979, tenait déjà une place importante dans le récent essai de Christine Jordis, *De petits enfers variés* (Seuil, prix Femina Vacaresco).

Dans la monographie de La Manufacture, Christine Jordis observe de plus près, avec subtilité, le parcours étonnant et souvent désastreux de Jean Rhys, sa célébrité dans les années 30, après son roman *Quartet*, paru en 1928, puis son oubli et sa longue survie dans l'anonymat, faite de tristesse et de « petits riens ». (Sa correspondance, publiée voilà quelques années par Denoël, en témoigne.)

Sans rien cacher, Christine Jordis sait parler avec élégance et discrétion de cette curieuse femme, Ella Gwendolen Rees Williams, née à la Dominique en 1890, qui s'est laissée maltraiter par la vie. A cette partie purement biographique succède la passionnante analyse d'une œuvre marquée par la division, l'errance, l'exil, et que peut symboliser une phrase de Jean Rhys dans un entretien : « Je ne connais pas les autres, je n'ai jamais écrit que sur moi-même. »

Jo. S.

● Dans la collection « Spiritualité vivante », chez Albin Michel, trois nouveaux titres : *Zen et christianisme*, d'Evelyn de Smedt ; *Le Fou et le Créateur*, de Daniel Pons ; et *Le Paix monastique*, de Thomas Merton. Signalement également chez le même éditeur l'essai de Gilles Fercot sur Thomas Merton, un trappiste face à l'Orient, préfacé par Marie-Madeleine Davy (160 p., 89 F.).

● Les hasards de l'édition permettent d'avoir accès à deux traductions de la *Vie des douze Césars* en édition de

poches : celle de Théophile Baudement date de 1858 et est présentée par Jacques Gascou en GF-Flammarion (n° 553) ; celle de Pierre Klossowski avait été publiée dans la collection « Les poétiques », au Club français du livre, en 1959 ; elle est reprise en Livre de poche avec une introduction de Perrine Galland (n° 6735).

● Enfin, toujours dans le Livre de poche, signalons la nouvelle traduction de la *Podtique d'Aristote*, par Michel Magrien (n° 6734).

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

VOYAGE DE NOCES

de Patrick Modiano,
Gallimard, 157 p., 74 F.

Il y a des moments, rares, dans la vie d'un lecteur de fond, où un roman tout à coup nous envahit, nous touche au plus intime, sans qu'on puisse indiquer exactement pourquoi, par où nous sommes pris ; parce qu'on ne tombe jamais amoureux pour telle ou telle raison, mais contre toute attente. A quoi cela tient ? Au talent de l'auteur ou telle raison, mais contre toute attente. A quoi cela tient ? Au talent de l'auteur sans doute.

A un instant de vulnérabilité plus grande du lecteur. Peut-être. A l'ajustement précis d'un style avec son thème, à une charge émotive plus intense de la part du romancier, comme c'est le cas aujourd'hui avec *Voyage de nocces* de Patrick Modiano.

Pourtant, une chose est sûre, jamais Modiano n'a été aussi délibérément lui-même que dans *Voyage de nocces*, avec ses paysages, ses personnages à l'identité trouble, ses quartiers fantomatiques, ses noms de famille ou d'hôtel dont il a comme une mine inépuisable, rien qu'à lui, ses saisons, ses revenants. C'est encore du Modiano, de livre en livre un jeu de variations sur quelques accords, toujours les mêmes (à propos, il faudrait imposer au concours d'entrée, dans les écoles de journalisme une épreuve : « Rédigez un article sur l'art de Patrick Modiano sans utiliser les expressions *petite musique ni magie* », épreuve et handicap dont nous sommes dispensés, ayant été formés sur le tas), une musique donc, repérée depuis longtemps, déchirante, unique.



« Ils garderont le silence jusqu'au bout et cela les indiffère complètement que le monde les ait oubliés. »

La magie
Modiano

mélancolie de si longue date que, pour un artiste, il serait idiot d'en guérir.

NE pas donner signe de vie, c'est, à des années de distance, répéter un jeu qu'Ingrid et son mari Rigaud avaient montré au narrateur, Jean, dont ils venaient de faire la connaissance en le prenant en stop sur la route de Saint-Tropez. Ils louaient un bungalow sur la plage de Pampelonne et ne voulaient pas être invités aux fêtes organisées chaque nuit par les propriétaires voisins. Ils éteignaient donc la lumière, faisaient mine de dormir dans leurs transats. Et si on leur tapait sur l'épaule ? « On fera semblant d'être morts. » Il faudra longtemps à Jean pour comprendre que des gens comme Ingrid et Rigaud ont passé des périodes entières de leur vie à faire semblant d'être morts.

Notamment en 1942. Ingrid et Rigaud avaient fui Paris, franchi la ligne de démarcation en fraude, s'étaient installés au printemps sur la Côte d'Azur, à l'Hôtel Provençal de Juan-les-Pins. S'étaient déclarés « en voyage de nocces ». La ville était peuplée d'étranges fuyards pour qui la vie paraissait continuer sans le souci de la guerre, qui allaient au restaurant, faisaient des projets de sports d'hiver, comme dans un rêve. « Tous ces gens, dont la présence les rassurait autour des tables et qui ils voyaient à la plage pendant la journée, leur semblaient maintenant irréels : des figurants qui faisaient partie d'une tournée théâtrale que la guerre avait

bloquée à Juan-les-Pins, et qui étaient contraints de jouer leurs rôles de faux estivants sur la plage et dans le restaurant d'une fausse princesse de Bourbon. »

La réalité refit surface avec l'apparition d'un sombre individu venu de Paris compulsant les registres d'hôtel afin d'écrire un article sur la Côte d'Azur, « ghetto parfumé ». Tous s'étaient dispersés, Ingrid et Rigaud réfugiés dans la villa abandonnée d'une riche Américaine, une pâtisserie gothique à la Walter Scott dont ils devinrent les gardiens, le temps de la guerre, toujours en voyage de nocces.

TOUT cet épisode de Juan-les-Pins est d'une beauté ensablée et dangereuse. Plus que jamais l'élégante attitude de « faire semblant » — de ne pas avoir peur, d'être mariés, de ne pas savoir qu'il y a une guerre, de ne manquer de rien — paraît liée au désespoir, à l'angoisse. Ces faux époux — au printemps 42 — ne sont pas là pour des vacances.

Mais comme les autres, parce qu'ils sont juifs. Cette impression que donnent les personnages de patiner, insouciant, sur une couche de glace de plus en plus mince ; on la retrouve à Paris, dans le quartier de la Porte-Dorée où Jean se souvient et recompose la vie d'Ingrid.

Il a toujours aimé la périphérie de Paris, les hôtels près des portes de la ville. Jume, il en a fait le tour avec sa femme : « Combien d'hommes

et de femmes que l'on imagine morts ou disparus habitant ces blocs d'immeubles qui marquent la lisière de Paris... J'en avais déjà repéré deux ou trois, Porte Dorée, avec sur le visage un reflet de leur passé. Ils pourraient vous en dire long mais ils gardent le silence jusqu'au bout et cela les indiffère complètement que le monde les ait oubliés. » On peut compter sur Modiano pour avoir une liste des avenues, des hôtels, des brasseries assez complète, de la porte de Champerret à celle de Bagneux, ces zones de repli où l'on est moins prisonnier qu'au centre de la ville, d'où l'on peut fuir en quelques pas.

Il aime Paris au point de le transfigurer parfois en une ville du bord de mer. « Les parasols et les chaises canotées des terrasses, l'aspect balnéaire qui était encore celui des Champs-Élysées, la douceur des soirs de Paris... » A Pigalle, en bas de son ancien appartement-paquebot, il voit d'en bas son ami Cavanaugh qui le croit mort, « debout, là-haut, une coupe de champagne à la main ? Devant le bastingage, il contemplait avec d'autres invités la place Blanche, qui ressemblait à un petit port de pêcheurs où l'on vient de faire escale ». Ailleurs, les lumières et les ombres alternées sur Paris lui donnent l'illusion d'être à Casablanca.

Au fil de son enquête, il se rappelle le soir où il a vu Ingrid pour la dernière fois, où elle lui a confié au restaurant japonais les fragments de son histoire qu'il désirait connaître, avant de lui dire adieu dans une avenue près des Invalides : « Il arrive dans la vie un moment où le cœur n'y est plus. » Il a retrouvé la trace de Rigaud dans un deux-pièces sur le boulevard Soult, dans une table de nuit des coupures de presse et dans la loge d'un concierge désabusé : « Les gens ne reviennent plus, monsieur. Vous ne l'avez pas remarqué ? »

RAREMENT le goût de Modiano pour certains quartiers, certaines rues ou brasseries, tous lieux qu'il sait peindre comme personne, aura été si peu gratuit. Les frontières de quartiers dans la ville ne sont pas purement esthétiques, couleur locale, effet de passé, de mode. Ce sont des frontières de l'histoire, des lignes de démarcation qui renvoient à une guerre, au meurtre collectif, à la persécution. Tout le poids des objets si légers qu'il fait défilier sous nos yeux, photos jaunies, poignées de sable ou de neige, vient de leur densité, de leur charge politique. Redécouvrir la politique à travers le filtre d'une nostalgie pour des images perdues, des voix évanouies, ce n'est pas la méthode classique du roman engagé — que plus personne ne lit, du reste. C'est un travail de magicien. On peut vous raconter ses tours, nommer ses instruments, la porte Champerret et une pinède sur la Côte, des rires au bord d'une piscine, une baignoire au soleil qui fait la planche pendant la guerre, l'été qui donne l'envie de mourir, mais quant à vous expliquer comment l'artiste opère avec tout cela, mystère. La magie, cette ellipse du temps, ne se démontre pas.

Genèse

L'ÉPIQUE

CARTES, 1932-1934.

MS. HAUTS-DE-SAÏNE

L'ÉPIQUE

Le livre de poche, dans la collection « Spiritualité vivante », chez Albin Michel, trois nouveaux titres : *Zen et christianisme*, d'Evelyn de Smedt ; *Le Fou et le Créateur*, de Daniel Pons ; et *Le Paix monastique*, de Thomas Merton. Signalement également chez le même éditeur l'essai de Gilles Fercot sur Thomas Merton, un trappiste face à l'Orient, préfacé par Marie-Madeleine Davy (160 p., 89 F.).

Les hasards de l'édition permettent d'avoir accès à deux traductions de la *Vie des douze Césars* en édition de

poches : celle de Théophile Baudement date de 1858 et est présentée par Jacques Gascou en GF-Flammarion (n° 553) ; celle de Pierre Klossowski avait été publiée dans la collection « Les poétiques », au Club français du livre, en 1959 ; elle est reprise en Livre de poche avec une introduction de Perrine Galland (n° 6735).

Enfin, toujours dans le Livre de poche, signalons la nouvelle traduction de la *Podtique d'Aristote*, par Michel Magrien (n° 6734).

Enfin, toujours dans le Livre de poche, signalons la nouvelle traduction de la *Podtique d'Aristote*, par Michel Magrien (n° 6734).

Les longs d'

Le Son

SENS DE LA MARCHÉ

Gallimard, 1932-1934.

Dans sa poésie familière aux romans parfois métaphysiques, Jacques Réda mêle le concret au quotidien et le quotidien au concret, le réel au rêve, le rêve au réel. C'est un poète qui ne se contente pas de décrire, mais qui cherche à saisir l'essence des choses, à en révéler la beauté cachée. Ses poèmes sont courts, précis, et ont une force évocatrice. Réda est un poète qui a su trouver sa voix, une voix qui est à la fois personnelle et universelle. Ses poèmes sont une invitation à la réflexion, à la méditation, à la recherche de la vérité. Ils sont une œuvre d'art, une œuvre qui mérite d'être lue et relue.

صكبان الامل

LIVRES • IDÉES
POÉSIE

Genèse d'André du Bouchet

Des « Carnets » aux derniers livres, une même rigueur, un même dépouillement

CARNETS, 1952-1956,
d'André du Bouchet.
Choix et postface
de Michel Collet.
Plon, 122 p., 100 F.

DES « HAUTS-DE-BUHL »
d'André du Bouchet.
Ed. Fourbis, 21, passage Dumax,
75011 Paris, dist. Distique,
non paginé, 61 F.

LE SURCROÏT
d'André du Bouchet.
Ed. Fourbis, non paginé, 65 F.



XAVIER LAMOURAULT

Bien avant d'être idée sur le monde, la poésie est manière de l'habiter. Les mots du poème à leur tour, par la forme qu'ils prennent sur la page, par l'ampleur ou le resserrement de leur rythme, dessinent une demeure dont le poète, puis le lecteur, sont les hôtes. Pen de poètes contemporains ont su mieux qu'André du Bouchet, et avec autant de rigueur, donner sens à cette définition. Ce n'est pas y contredire que d'écrire, comme le fait Henri Maldiney, l'un des lecteurs les plus attentifs de du Bouchet, que « le monde est en dialogue avec lui-même, à travers la voix poétique ». (1). Bien loin d'être un édifice d'orgueilleux langage, la poésie d'André du Bouchet est ouverture au monde, échange constant avec lui « à travers » une parole qui l'exprime.

Les Carnets du poète, datant des années 1952-1956 (2), rassemblés, choisis et publiés par les soins de Michel Collet, constituent le témoignage éclatant de l'unité de la vocation et du travail poétiques de du Bouchet. Accessoirement, ce volume honore — d'une manière plus convaincante que certains autres titres — la collection « Carnets », dirigée par Alain Veinstein chez Plon.

D'emblée affirmée, présente et visible, cette unité n'est pas, comme il arrive souvent, le point d'arrivée ou de fuite d'une longue maturation. Elle est, au contraire, le point de départ, le lieu dans lequel cette vocation s'est reconnue.

« Peser de tout son poids sur le mot le plus facile pour qu'il éclaire et livre son ciel », écrit, dès l'abord, du Bouchet dans *Un premier poème* publié en 1951. Il situe ainsi ce lieu que son travail poétique ne cessera, ne cesse, d'approfondir. Viendra ensuite, en 1956, *Le Motier blanc*, repris dans le recueil *Dans la chaleur vacante*, paru au Mercure de France en 1961.

Contemporains de ces premiers poèmes, les Carnets donnent à lire la genèse de ce travail. La voix y est déjà assurée, nullement balbutiante. La genèse ici ne relève pas d'une technique, mais de l'effort en vue de la chose même : solidement,

le monde et la langue. Ce lieu de gestation et d'apparition n'est pas pour autant vierge de lectures, d'influences. Des noms le balisent : Baudelaire, Reverdy surtout... Des échos y sont perceptibles, surprenants peut-être : Hugo, Eluard...

« On ne peut pas quitter la réalité d'un pas — décoller », écrit du Bouchet dès la première ligne de ses Carnets. Écoutons encore, dans leur brièveté, leurs parfaites netteté et assurance, quelques éléments de cette poétique que les poèmes met-

tront en œuvre : « Je suis plus loin de moi que de l'horizon » ; « Je n'écris que pour me retirer » ; « L'homme que j'ai traversé et auquel je m'adosse comme à un rocher » ; « On ne peut pas faire de la surenchère sur la réalité il suffit qu'on y bute » ; « Le souffle où j'ai su vivre est celui qui nous scinde » ; « Je me sers de ces blancs pour peser sur les mots » ; « Tellement le poids des choses simples est difficile à porter ».

Cette poétique, aucun poids,

sinon celui « des choses simples », ne vient l'alourdir. A l'enrichissement, André du Bouchet oppose l'appauvrissement, l'« usure », la « raréfaction de la parole » — « jusqu'à la transparence » : « Je n'aime que ce qui se prête à être suprême, à être retenu », et j'enlève ce que j'aime ». Afin que la poésie soit cette chose « indémontrable et jamais gratuite (c) », il faut aussi abandonner la conceptualisation — présente, sous forme fragmentaire, dans les Carnets — affirmer enfin, avec plus de force, la nécessité de l'éloignement « hors » de soi.

Ces appauvrissements, ces retranchements, sont visibles dans la discontinuité et la fragmentation grandissante de la poésie de du Bouchet. Discontinuité et fragmentation qui sont peut-être moins des vides, comme le pense Michel Collet, à « répondre à l'incohérence foncière du réel » qu'à atteindre cet espace où la parole même se brise sur la page, s'efface presque, pour laisser transparaître un monde : « On a touché à l'essence de la poésie, quand on sent passer le souffle incolore ».

En même temps que les Carnets, deux livres d'André du Bouchet sont publiés par les Éditions Fourbis : *Des « Hauts-de-Buhl »* est une réflexion à partir d'un fragment autobiographique de Michel Leiris (dans le *Ruban au cou d'Olympia*). Exemplaire de la « méthode » de lecture, prolongée par celle de la traduction, de du Bouchet, à rebours d'une « époque infatuée d'écriture », ce texte n'est pas d'un accès aisé. Cependant, relu et rapporté aux pages de Leiris qui l'ont suscité, il apparaît, dans sa forme et sa syntaxe propres, pour ce qu'il est : une belle et rare méditation sur « la parole débordée » qu'on peut « appeler poésie ».

Le Surcroît, dont des extraits avaient paru dans la revue *Recueil*, démontre, s'il en était encore besoin, la rigueur et l'unité de l'œuvre de du Bouchet. On lira avec profit ces admirables poèmes en parallèle avec les Carnets et à la lumière de ce qu'ils explicitent de la démarche du poète. Devant ce livre, comme devant les grands recueils récents — *ICI en deux* (Mercure de France, 1986), *Une tache* (Fata Morgana, 1988) et *Desaccorder comme par de la neige* (voir encadré) — la grossièreté de presque tous les commentaires doit faire place à la simple lecture ; lecture qui accepte de se faire elle-même pauvre, dépouillement.

Patrick Kéchichian

(1) Dans *Études phénoménologiques*, n° 5-6, 1987, Éditions Ousia, Louvain-la-Neuve, Belgique, distribution Librairie philosophique Vrin.
(2) André du Bouchet est né en 1924.

Présence d'Hölderlin

**DESACCORDER
COMME PAR
DE LA NEIGE
ET TUBINGEN**
LE 22 MAI 1986
d'André du Bouchet,
Mercure de France,
96 p., 120 F.

Pour André du Bouchet, traduire un texte de Mendelssohn ou de Calan, comme parler d'un tableau de Tal Coat, c'est d'abord laisser affleurer ce que ces œuvres ont pu éveiller en lui. Son livre, *Desaccorder comme par de la neige*, montre la résonance particulière qu'a, en ses écrits, la poésie de Hölderlin. Au cœur du livre, la traduction du poème *Colombe*, précédé par des variations sur quelques vers de ce poème, est suivi par un texte prononcé à Tubingen, le 22 mai 1986, à l'occasion d'un colloque sur Hölderlin.

« Car, pour peu de chose, / Desaccorder comme par de la neige était / La cloche dont on sonne pour le repas du soir » : ce désaccord, cette fêlure, le

mot « neige », réitéré et ravivé, suffit à les suggérer. Neige : un de ces vocables où, dans la poésie de du Bouchet, évoquant le monde compact, originel, la « mutité — comme mate — de la matière ». Seule la poésie, avec une clarté de neige, une acuité d'échardes » peut retrouver « dans la langue l'élémentaire » lorsque, « sur le fraîcheur de la censure », elle laisse apparaître, loin de la ganache du convenu, des composantes comme opaques du langage.

La délocation que produit la traduction, rapportant des langues l'une à l'autre, n'est pas pour du Bouchet distincte de cette « censure comme inhérente au fait de parler ». Car chacun, s'il en prend le risque, peut parfois éprouver devant sa propre langue le même sentiment d'étrangeté que devant une langue étrangère, dans cet instant de dépossession où la parole apparaît « ouverte à sens et contre-sens, comme à tous les vents ».

M. P.

Les longs détours de Jacques Réda

Le Sens de la marche est l'œuvre d'un poète de plein air

LE SENS DE LA MARCHÉ
de Jacques Réda,
Gallimard, 220 p., 85 F.

Dans sa poésie familière aux résonances parfois métaphysiques, Jacques Réda mène le consentement au quotidien et l'obstination à aller chercher ailleurs « l'inspiration du dehors », l'emploi nonchalant de formes fixes et la liberté qui se moque des genres. Comme *l'Herbe des talus*, *Châteaux des courants d'air* et *Recommandations aux promeneurs*, *Le Sens de la marche* est un merveilleux volume de mélanges, tenant du journal intime, des notes de lecture et du carnet de route ; qui, tout en alliant prose et poésie, renvoie une fois encore à l'itinéraire d'un « passant désinvolte ».

Ici le vagabondage dans l'espace permet aussi à Réda de remonter le temps, sur les traces d'écrivains auxquels le lien certain affinités. Ainsi, suivant l'itinéraire de La Fontaine, de Paris à Limoges, il lui adresse lettres et fables nouvelles. Seule escapade hors des frontières, un voyage en Angleterre, dans le

« district des lacs », permet d'évoquer Wordsworth, dont les « rares aptitudes (...) en matière d'escalade et de randonnée » vont de pair, pour Réda, avec ses dispositions lyriques. Revendique à des contrées plus proches, Réda cherche à Chigny le souvenir de Jules Renard, dont l'art lui semble provenir de cette « longue persévérance qui mène l'observateur à l'acuité ».

Ces reconnaissances dans le paysage littéraire ne sont pas des pèlerinages. Réda ne visite pas les musées consacrés aux écrivains. Mais, dit-il, « la vie infusée dans leurs livres m'a fait l'hôte de la maison, mieux que toute visite ». Il est, par contre, attentif au site, à l'atmosphère, à la topographie. A Canisy par exemple, quelle brève trajectoire entre le cimetière et la maison natale de Follain ! « On ne va le plus souvent de l'une à l'autre que par ce long détour qu'on nomme une vie ».

Dans ces traversées provinciales, on découvre des choux apocryphes sous le soleil hagar, d'improbables hôtels où on ne loge les voyageurs qu'à contrecoeur, des voies ferrées désaffectées où l'herbe pousse

dans le ballast. Dans tous ces lieux où il déambule « au petit bonheur dans des limites prévues », Réda décèle un exotisme qu'on va souvent chercher très loin : un mémorial de la Grande Guerre à l'air d'un temple aztèque, et, à Langres, noyée dans un été sibérien, une table d'orientation mentionne Vesoul et Saint-Petersbourg. Pour Réda, que l'on aille de Javel à Versailles ou de Roissy à Tokyo, c'est la même émotion : on part.

Un petit carnet rouge et noir

Pour ses remarques et ses impressions, qui peuvent être notées à chaud sans attendre la « décanation », Réda utilise parfois le moule « suranné » du vers régulier. Pourquoi ? La question ne se pose même plus pour ce « cœur que la prosodie a musclé ». D'abord parce que l'alexandrin, augmenté et là de deux ou même quatre syllabes, trouve parfaitement sa place dans le petit carnet rouge et noir, de fabrication chinoise, qu'en voyage il a dans sa poche. Ensuite parce que Réda voit en lui-même comme une « seconde

nature » dans l'emploi du vers, dont la cadence surgit à l'improvise, le « dépitant de la prose comme d'un commencement d'enlèvement ».

On savait que, dans la géographie poétique de Jacques Réda, plusieurs rythmes se superposent : celui de la marche, de l'engin motorisé à deux roues et du train. Son nouveau livre pose aussi la question du « sens de la marche ».

Poète de plein air qui aime le bonheur physique de dévaler une pente, de « bousculer du vent », Réda s'interroge ici sur le « sens de la marche », évident mais secret, sur la signification du mouvement qui délivre du « poids d'exister », sur les dispositions mentales du voyageur qui, de bonjour en adieu, de retour en départ, avançant « dans un pur aujourd'hui », parcourt le cycle du temps. Fondant sa morale dans l'« épicurisme cosmique » d'un « Je suis ici », Réda le passant est d'autant plus intensément présent au monde qu'il cherche à se fondre dans la fluidité de l'étendue, à se « dissoudre » dans le bien illimité.

Monique Petitillon

JEAN BAZAINE
Le temps de la peinture
« Tous les écrits du peintre (...) ont été rassemblés, somptueux témoignage de ferveur, tout ensemble acte de foi et plaidoyer généreux pour réveiller ce que Jean Bézanne (...) appelait la tradition française. »
France Musci, le Nouvel Observateur

UNIVERS ANGLO-AMERICAIN
MICHÈLE LURDOS
Côté cour - Côté savane
Le théâtre de Wole Soyinka
132 pages au format 16 - 24 - En librairie 100 F.
PRESSES UNIVERSITAIRES DE NANCY
25, rue Baron Louis - 54000
AU PROGRAMME DE L'AGREGATION

BOMBARDIER
De Bom...
Tremblement de cœur
82 F.
Editions du Seuil

Philippe
BEAUSSANT
La Belle au bois
conte
L'auteur de
"l'archéologue"
reprenait le conte
de Perrault à l'instant
du réveil de la Belle.
"Il retrace la passion
d'un prince du
XVII^e siècle pour
une adolescente
du... XVI^e."
Lire
nrf
GALLIMARD

L'INVENTION DE L'EUROPE

d'Emmanuel Todd
Seuil, coll. « L'histoire immédiate »,
341 p., 195 F.

EMMANUEL TODD est un optimiste. Sympathique et pugnace. Une sorte de Cyrano chez les historiens. Son panache à lui, c'est sa confiance immodérée dans les vertus d'une anthropologie des origines dont le sang et la fureur de l'histoire concrète semblent être que le laborieux déroulement. Son arme, qu'il dégage très volontiers : des cartes, encore des cartes, toujours des cartes, fruits des amours de l'ordinateur et d'une montagne d'études rassemblées par une belle érudition. En appuyant avec constance sur les touches des machines de l'INED, il sait fort bien, le bougre, multiplier à l'envi les raccourcis cocasses, les hiatus singuliers, les images de synthèse et les conclusions hard. Un peu comme l'ethnologue des écartés de Seine-Saint-Denis qui juxtaposerait en un clin d'œil la carte locale de la couleur des layettes sur celle des intensités distributives du catalogue de La Redoute chez l'indigène du sexe et brandirait, triomphant, à l'issue de leur croisement, celle des propensions adultérines chez les préposés des PTT nés natifs de l'Hérault, Emmanuel Todd de Bergerac touche toujours à la fin de l'envoi.

Trêve d'ironie. Son *Invention de l'Europe*, on l'a compris, agace prodigieusement, mais on la lit, on gémît, on en redemande ! C'est si rare dans les bras de l'histoire savante qu'il vaut la peine de faire l'essai. Oui, sous ses airs bravaches, Todd est un provocateur séduisant qui a du souffle, de la fraîcheur d'âme et du cœur. En quatrième de couverture du livre, la banale formule est à peine outrée : assurément, « on pourra difficilement parler de l'Europe, après ces pages, comme on en parlait avant ».

Il était une fois en Europe, nous dit-il, un tuf imperméable, une géologie matricielle, une cartographie de base, « un substrat primordial dont on retrouve la marque à toutes les étapes de l'ascension européenne » : des systèmes familiaux accrochés à la glèbe, patiemment façonnés du quatrième à la fin du quinzième siècle, sûrs d'eux-mêmes et dominateurs. Après avoir haché menu le continent européen et l'avoir réduit à quatre cent quatre-vingt-trois unités géographiques comptables de la taille approximative d'un de nos départements, il découvre une France intégrant quatre systèmes, l'Italie trois, l'Es-

pagne et l'Angleterre deux et l'Allemagne un seul, une poussière de pays divisés et d'afreuses zones blanches dont la machine n'a pas voulu, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et même — excusez du peu ! — notre bonne grand-mère la Grèce.

A savoir, au total : des zones cohérentes où prédomine une des quatre grandes configurations familiales et agraires, la « famille nucléaire absolue » (papa et maman sont libéraux, mais les frères et sœurs se débrouillent ensuite), la famille « nucléaire égalitaire » où les petits ne sont pas hiérarchisés, la « famille souche » où l'on ne badine pas et la « famille communautaire », une sorte de smala où ce n'est pas non plus la franche hilarité.

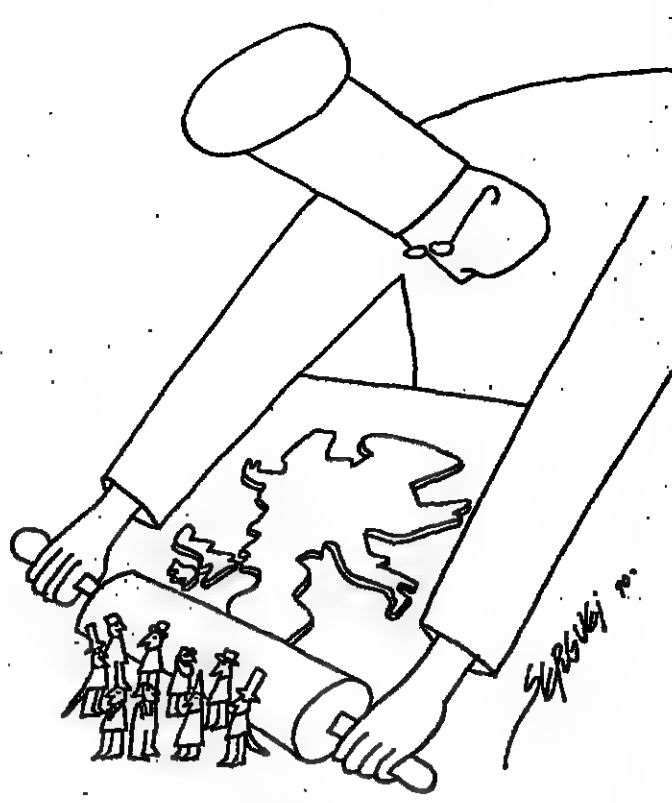
Les deux premières ont favorisé l'extension du fermage et de la grande exploitation, les deux dernières celle de la propriété paysanne et du métayage, dans un jeu subtil de l'autorité et de la liberté, de l'égalité et de l'inégalité, qui a donné son souffle à l'Europe.

« L'entreprise présente des risques intellectuels », Emmanuel Todd en convient. Mais il a enfoncé ce cheval de bataille, il a jugé assez solide et assez probante cette segmentation primitive, il a assez testé la solidité de ce fond « souterrain et stable » pour partir à l'aventure d'une « invention » européenne dont on voit mal, pourtant, quelle marge de manœuvre a pu lui accorder depuis l'an 1500 un si farouche déterminisme.

En fait, derrière ce systémisme qui a d'étranges allures de positivisme rafraîchi par l'ordinateur, l'ambition est noble et pas inutile : Todd pense à raison qu'une histoire digne de ce nom doit toujours combiner la variable du temps avec celle de l'espace. Quitte à rompre avec une géographie historique dont la mission — à supposer

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux



L'Europe des grandes familles

qu'elle fût trahie aujourd'hui — est précisément, que l'on sache, d'intégrer l'espace à la réflexion historique : Todd, sur ce point est met, quitte à émouvoir les mânes du cher Roger Dion ou du fier André Siegfried.

Bref, à défaut d'être Max Weber ou Fernand Braudel, il bricole avec un évident plaisir sa petite mécanique minutieuse du « socle anthropologique ». Quitte aussi à affirmer, à l'oral de rattrapage, que ces structures ont nourri d'abord les clivages de la foi et donc que « la communauté historique européenne n'est pas économique mais religieuse ».

Les médiévistes, à coup sûr, auraient leur mot à dire sur cette géographie trop figée des systèmes familiaux telle qu'Emmanuel Todd

la saisis vers 1492 : comment croire qu'ils fussent alors aussi méthodiquement disposés, aussi bien accouplés aux divers modes d'appropriation et de transmission de la terre ? Et qu'ils puissent être aussi tranquillement considérés comme stables à partir de l'an 1500, ajouteraient les modernistes ?

Mais le livre est vigoureusement projeté vers un aval qui tient un peu de la fuite en avant. Il prétend donner une clé de la réflexion la plus actuelle : l'Europe, dit-il, est aujourd'hui « apaisée, unifiée par quelques conceptions politiques synthétiques, soudée par sa richesse, mais elle reste très diverse, tranquillement fragmentée » par cette vieille diversité anthropologique qui a toujours si mal coïncidé avec le cadre des Etats-nations. C'est l'aventure contemporaine du continent qu'il veut en fait convoquer à son expertise.

Or donc, la division religieuse du seizième siècle ayant peu ou prou épousé le clivage familial puisque la famille souche et la famille nucléaire absolue ont volontiers penché vers la Réforme, puis le capitalisme agraire et le capitalisme tout court s'étant à leur tour gentiment inscrits dans cette géographie familiale, la dissociation du culturel et de l'industriel par l'apprentissage de la lecture ou la limitation précoce des naissances (trait si français dès le dix-huitième siècle) ayant aussi gaillardement entériné les frontières ethniques et spatiales, tout conlie à peu près de source. La déchristianisation sonne l'agonie d'un catholicisme qu'Emmanuel Todd enterre à la hâte, l'alphabétisation se combine avec elle pour hâter l'apprentissage de la contraception et, dans cet affaissement du vieux carcan moral, l'âge des idéologies prend son élan. Celui-ci retrouve assurément les quatre familles matricielles, il les investit et les remet en branle, mais

« l'invention européenne » est désormais entrée en modernité.

C'est alors que le livre devient passionnant. Car, à ce point du raisonnement, il colle bien mieux aux vieilles corrélations des longtempis soulignées entre le familial et le religieux d'un côté, le politique et l'idéologique de l'autre. Ce rapport au tréfonds, au point le plus intime du choix, est même, on le sait, le seul sur lequel s'accordent à peu près historiens et politologues : nous sommes toujours des enfants bien élevés pour tout ce qui touche au civisme tranquille ou au délire dévastateur. La troisième partie, la plus longue, la plus nourrie, celle où les cartes parlent davantage et titrent « Mort de la religion, naissance de l'idéologie », est certes encore toute bruisante de l'idée centrale : « La politique moderne n'échappe pas mieux que la religion traditionnelle aux déterminations de l'anthropologie. » Mais elle est un régal.

On peut ne pas suivre Todd quand il affirme aussi obstinément que libéralisme, social-démocratie, fascisme, communisme ou national-socialisme « ne peuvent être adoptés par un peuple comme idéologie dominante que si la structure familiale l'autorise » : il a fallu aussi, pour imposer ces choix, cher anthropologue tétu, le feu de quelques bousculades imprévues, dont deux guerres mondiales, deux crises généralisées et quelques révolutions annexes pour le seul vingtième siècle. Il y a pourtant, à l'évidence, une vraie parenté allemande, par exemple, entre autoritarisme familial et politique, un cousinage appuyé entre les millénarismes ruraux du latifundia et les liens du sang, une troublante et fragile filiation entre la liberté française ou britannique et la reconnaissance de l'individu sous le bambin odieux. Le tour d'Europe d'Emmanuel Todd est dès lors excitant à l'extrême.

Et les ultimes chapitres sur la décomposition des idéologies depuis 1965, à peu près privés d'élans ! de toute référence aux crises des pays de l'Est les plus dédoublés ou les plus hardis, sont de la même plume piquante, provocatrice et bienfaisante. Jusqu'à la conclusion, juste et comme apaisée, qui décrit le face-à-face de l'ethnocentrisme européen avec l'Autre venu d'ailleurs et trébuchant sur sa propre famille ou son étrange islam. C'est par elle, au fond, qu'il faut ouvrir ce livre à la science irritante, systématique un bon brin et flegmatique à la passion.

Roger Chartier

LE ROI CACHÉ

Sauveurs et imposteurs
d'Yves-Marie Bercé
Fayard, 483 p., 160 F.

Jeudi 7 mars 1596. Un homme est interrogé par les magistrats du Parlement de Paris. « Après serment de dire vérité, enquis de son nom : A dit qu'on l'a toujours appelé François de La Ramée mais pour les révélations qu'il a eues de Dieu qu'il était fils de Charles de Valois il a toujours depuis pris ce nom ». François de La Ramée, qui dit être François III, fils du roi Charles IX et authentique héritier d'un trône usurpé par Henri III et Henri IV, n'est que l'un de ces hommes ordinaires qui, dans l'Europe du XVI^e siècle, prétendent être plus roi que le roi régnant.

C'est l'histoire de ces princes disparus ou méconnus et qui, un jour, se font connaître comme étant les véritables souverains qu'Yves-Marie Bercé a placés au centre d'une belle enquête. Le motif, propre à enflammer les imaginations comme à nourrir les machinations, traverse toute l'Europe, trouvant une vigueur parti-

culière en ses deux extrémités, portugaise et moscovite. Pour qu'il s'empare durablement des esprits, plusieurs conditions doivent être réunies. D'abord, une situation de fragilité dynastique qui rend incertaine et disputée la succession au trône : il en est ainsi au Portugal après la défaite et la mort supposée du roi Sébastien à la bataille d'Alcázquivir, en terre marocaine, le 4 août 1578 ; il en est ainsi en Moscovie après le couronnement, en 1598, de Boris Godounov, accusé d'avoir voulu faire assassiner, sept ans auparavant, le prince légitime, Dimitri, le fils d'Ivan IV, qui, par miracle, aurait échappé à la mort.

La force du « roi caché » qui revient en son royaume dépend, aussi, de son utilité politique. Au Portugal, la certitude dans le retour du roi vaincu cristallise la nostalgie de l'indépendance perdue en 1580 lorsque Philippe II s'est fait proclamer roi de Portugal, scellant ainsi l'union du pays à l'Espagne. Elle est soigneusement entretenue par les exiles portugais, soucieux de convaincre les cours européennes de la justice de leur cause.

En Moscovie, la reconnaissance

de la légitimité de Dimitri, qui abjure la foi orthodoxe, entre tout à fait dans les desseins du souverain polonais et, au-delà, de la chrétienté latine, fort désireux de ramener la Russie dans le giron de l'Eglise de Rome. Et dans le royaume de France, les prétentions de François III, qui touche les écorchées tout comme son supposé père, Charles IX, mobilise une petite troupe de partisans, ligneurs impénitents et irréductibles adversaires du roi converti, Henri IV.

Quarante-quatre prétendants

En un temps où l'identité de l'individu n'est pas chose facile à établir et où les longues absences sont ordinaires (qu'elles soient celles des soldats partis en campagne ou des captifs saisis par les barbaresques), la partie n'est pas impossible pour ceux qui, inspirés par une conviction profonde ou experts en dissimulation, disent être le souverain disparu, si nécessaire aux intérêts de certains. Toutefois, d'un site à l'autre, le motif ne semble pas avoir une importance égale.

D'une part, François de La Ramée est seul à se prétendre fils d'un roi de France tandis que les Sébastien et les Dimitri se multiplient au fil des années et des reconnaissances déçues. D'autre part, alors qu'au Portugal le sébastianisme s'efface dès les commentements du XVII^e siècle (donc bien avant l'indépendance retrouvée en 1640), en Russie le thème du prince caché et son corollaire, celui de l'imposteur princier, a la vie dure (on a pu dénombrer quarante-quatre prétendants au XVIII^e siècle).

En traitant sur un même pied, comme autant d'exemples d'une même croyance, des situations si disparates, l'étude d'Yves-Marie Bercé efface quelque peu ces fortes différences nationales.

Son propos n'est pas là. Ce qu'il veut avant tout donner à comprendre, c'est pourquoi l'imposture royale est dans l'ordre du croyable. De là, l'hypothèse majeure du livre qui tient le roi caché, qui fait retour parmi ses sujets en revendiquant le pouvoir légitime dont il a été injustement privé, comme une figure extrême, dramatique, exhaustive, du « roi imaginaire » (pour reprendre l'expression de

Ralph Giesey). Celle-ci, forgée par plusieurs traditions — biblique, hagiologique, folklorique, historique — assemble différents traits : la pénitence du prince repentant, retiré pour un temps hors du monde ; le désempolement du souverain qui, volontairement, se dissimule au milieu de ses sujets afin d'apprendre ce que l'on dit de lui ; la sauvegarde accordée à la nation par le roi tuteur, protecteur de son peuple au-delà même de sa propre mort.

Les rois dormants

Cet ensemble de motifs (dont il faudrait, en prolongeant l'inventaire d'Yves-Marie Bercé, établir la généalogie et la circulation d'un genre à l'autre) a pu jouer comme un corpus référentiel fondamental assurant la crédibilité des prétendants monarchiques. Au peuple, contre les évidences produites pour attester la mort véritable de Sébastien ou Dimitri (l'identification du cadavre par les témoins, l'enfouissement du corps), il fournissait un riche répertoire d'exemples anciens de rois cachés, pérégrins, dormants, et finalement réapparus.

Aux usurpateurs, il dictait les exigences d'un rôle et d'une identité que, souvent, leur destin personnel de bêtard ou d'orpèlin les prédisposait à endosser. A la charnière des XVI^e et XVII^e siècles, là où l'Etat était déjà solide et fort (par exemple en France), l'efficacité politique de ce fonds de croyance ne pouvait être que limitée. En revanche, là où l'indépendance nationale avait été brisée ou là où l'Etat, inscrit dans un territoire immense, était encore faible, le motif de roi caché devenait un ressort essentiel des espérances et des déchirements politiques.

Hors la Russie, les rois cachés se font plus rares au temps des monarchies absolutistes et des idées éclairées. Seul l'ébranlement révolutionnaire, en permettant la résurgence de représentations enfouies, leur offrit de nouvelles carrières : à Naples, avec l'extrême aventure de jeunes émigrés corses pris pour le prince héritier et sa suite et chargés de chasser les jacobins détestés, ou en France même, avec la furaie des multiples Louis XVII, héros d'un royalisme ultra et populaire qui resoue avec l'ancien mythe.

Le retour

Compte de

littérature

Le Tas

Une nouvelle tra

ABRAHAM DELIVRE

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

Le Tas

صلى الله عليه وسلم

صحنه من الامل

LIVRES • IDÉES

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Le retour du Moyen Age

Comme le fut naguère l'histoire du Moyen Age, la littérature médiévale est aujourd'hui proposée à un large public

La littérature médiévale revient en force. Dans des collections de grande diffusion comme chez des éditeurs de province, de hardis spécialistes — que l'on retrouve comme directeur d'une collection et collaborateur d'une autre — sont sur la brèche pour faire partager le plaisir d'une littérature répudiée d'accès difficile. Ils ont noms : Danielle Régnier-Bohier, Michel Zink, François Subard ou Jacques Berlioz. Leur souci commun : mettre le lecteur au contact direct du texte médiéval en lui donnant ce qu'il faut de clés, et si nécessaire une traduction en français contemporain, respectueuse de l'original.

Voici d'abord les grandes œuvres. Pas moins de quinze romans de *La légende arthurienne* (1), rassemblés en un seul gros volume de la collection « Bouquins ». Martin l'Enchanneur, né d'une copulation du diable avec une jeune fille, avait établi Arthur roi de la Table ronde, cette table « où nul n'est assis plus haut que son égal ». Autour de lui, l'élite de la chevalerie s'adonne aux exploits qu'alimente la force du désir. La quête des chevaliers de la Table ronde mène au mystérieux Graal, objet magique et source de vie. Ce que les spécialistes ont appelé « la matière de Bretagne » est mis en forme peu après 1180 par Chrétien de Troyes dans *Perceval le Gallois* ou le conte du Graal qui ouvre la série des quinze romans, en français et en langue d'Oc, de ce recueil qui révèle des textes étonnants.

C'est aux grandes œuvres aussi qu'est consacrée la nouvelle série « Lettres gothiques » du Livre de poche (2), avec un penchant pour le texte document d'histoire. A

côté des romans et récits en vers du douzième siècle qui constituent la légende de *Tristan et Iseut*, les premiers volumes parus sont *La chanson de la croisade albigeoise*, écrite à chaud en langue d'Oc au début du treizième siècle, et *Le journal d'un bourgeois de Paris* exceptionnel sur la vie quotidienne et l'opinion publique dans la première moitié du quatorzième siècle.

Plus modestes, mais beaucoup moins attendus sont les six excellents volumes parus des « Trésors littéraires médiévaux du Nord de la France » (3). Rassemblés par la proximité géographique de leur origine, on trouve ici un éventail éclectique des genres littéraires médiévaux : la distinction courtoise du *Roman du châtelain de Roucy*, brillant chevalier-poète, qui introduit le lecteur au cœur du système de valeurs de la société noble de la fin du treizième siècle, ou la gravité épique et un peu fruste de la chanson de geste *Raoul de Cambrai*, traduite ici pour la première fois.

Une petite fête de l'esprit

Les *Chroniques* sont représentées par Jean Froissart, grâce à qui on connaît entre autres la bataille de Crécy ou l'épisode des bourgeois de Calais, mais c'est plutôt une sorte d'épopée héroïque qu'on nous a conservée au fond de la dynastie dans son *Roman d'Hugues Capet*, peu après 1350, lui aussi traduit pour la première fois. Et puis, sur le registre plaisant, voire paillard, de *Contes à rire*, des fabliaux et une *Vie d'Eustache le moine*, surprenant

corsaire boulonnais, tandis que la littérature religieuse est représentée par un volume associant les *Miracles de la Vierge* de Gautier de Coincy (treizième siècle) et un *Mystère de la Passion* caractéristique de la fin du Moyen Age.

Ce corpus de littérature de la France du Nord est soigneusement édité, avec juste ce qu'il faut d'introduction dans des introductions historiques, des glossaires et des cartes efficaces. Disons-le nettement : cette entreprise est exemplaire et il faut souhaiter que d'autres régions mettent ainsi à la disposition de tous les publics ce qui est aussi leur patrimoine.

La Bourgogne par exemple... Elle a peut-être commencé avec l'agréable plaquette de Jacques Berlioz (4) qui extrait du recueil d'exemple de l'inquisiteur dominicain Etienne de Bourbon, rédigé dans les années 1250, une cinquantaine de récits où apparaissent usuriers dijonnais et seigneurs pillards du Mâconnais, concubinaires excommuniés et séducteurs, moines paillards et autres blasphémateurs ou danseurs... mais aussi la Vierge multipliant les miracles ou le Bougon saint Bernard sous un jour inattendu. Chaque récit est traduit du latin, judicieusement commenté, illustré en noir et en couleur : une petite fête de l'esprit !

On retrouve des *exempla* dans *Les formes médiévales du conte merveilleux* (5), dernier volume paru de l'excellente collection Stock/Moyen Age, associées à des textes hagiographiques, des extraits de chronique ou de poésies profanes. Dix chercheurs ont réuni et commenté vingt et un contes-types, souvent d'origine orientale ou celtique, qu'ils saisissent au moment où la culture

médiévale se les approprie et leur donne la forme qu'ils conserveront en Occident par la suite. On peut d'abord lire ces traductions pour le plaisir, avant de s'engager dans les savants commentaires qui les accompagnent. Arrêtons-nous sur l'histoire du dragon pourfendu par saint Georges : il n'est pas d'abord le diable, mais bien un dangereux dragon mangeur de jeunes filles qui exige pour sa pâture la fille du roi.

Dans la *Légende dorée*, le chevalier saint Georges dompte le dragon avec l'aide de la jeune fille et prouve de la sorte si le roi et son peuple se font baptiser, ce qu'évidemment ils font. Le retour de dragon du conte merveilleux reste un héros mais il devient un saint. Il n'épouse pas la fille du roi comme dans le conte, mais il fonde une église. Tous les textes ici rassemblés montrent comment le Moyen Age chrétien a accueilli le merveilleux des contes, faisant preuve à son égard d'une certaine tolérance ; comment aussi il l'a subverti en l'assimilant et en le fixant.

Michel Sot

- (1) *La légende arthurienne*, préface de Danielle Régnier-Bohier, « Bouquins », Robert Laffont, 1 290 p., 130 F.
(2) « Lettres gothiques », sous la dir. de Michel Zink, Le Livre de poche.
(3) « Trésors littéraires médiévaux du Nord de la France », sous la dir. de François Suard, Corps 9 Editions, Trocenes, 02460 La Ferté-Macé, 51 p., vol. parus, huit numéros, 70 F le volume.
(4) *Saints et dévotion. La Bourgogne du Moyen Age dans les récits d'Etienne de Bourbon*, de Jacques Berlioz, Les Editions du Bien public (Dijon), 51 p., 79 F.
(5) *Formes médiévales du conte merveilleux*, sous la dir. de J. Berlioz, C. L. Bremond et C. Velly-Vallantin, Stock/Moyen Age, 252 p., 98 F.

Le Tasse, notre contemporain

Une nouvelle traduction de la Jérusalem délivrée, qui se lit comme un roman

LA JÉRUSALEM DÉLIVRÉE
du Tasse
Traduit de l'italien et présenté
par Jean-Michel Gardair.
Bordas, « Classiques Garnier »,
édition bilingue, 1 178 p., 250 F.

Publiée pour la première fois il y a environ quatre cents ans, la *Jérusalem délivrée* a fait l'objet de traductions françaises régulières : d'abord deux par siècle, puis une pléiade d'adaptations en prose ou en vers, au dix-neuvième siècle, évidemment. Depuis, le silence. Certes, ça et là, quelques rééditions, dont la plus récente date de 1976 (1) : la version d'Auguste Desplaces, qui avait remplacé, en 1845, celle de Lebrun (de 1774) tant admirée par Lamartine en dépit de ses enflures ronflantes (on peut-être à cause d'elles ?). Pourquoi notre vingtième siècle s'est-il désintéressé de cette épopée qui, selon Chateaubriand, semblait « être écrite au milieu des camps

sur un bouchon » ? Quelle injustice, quand on lit comme un roman — et c'est un roman en effet — la traduction, nuancée, fluide, vivante, dépoussiérée qu'en propose Jean-Michel Gardair ! Le traducteur, dans son avant-propos, demande au lecteur son indulgence si des alexandrins ou des archaïsmes lui ont échappé. Voilà une attitude assez rare chez les universitaires, souvent ampoulés et volontiers archaïsants ; pour être soulignée. Lorsque le rythme vient, c'est qu'il est naturel.

Le poème parut donc pour la première fois en 1580, dans une version tronquée « sans son su et toutefois à sa vue » comme le dit Montaigne, cité par le traducteur. Le Tasse était alors interné à l'hôpital de Sant'Anna, déclaré fou. Il ne lui faudra pas moins de treize ans pour établir une version définitive sous le titre de *Jérusalem conquise*.

L'œuvre du Tasse répond au *Roland furieux*, paru en 1516. Il n'est certes pas nécessaire d'avoir

lu le poème de l'Arioste pour comprendre celui du Tasse ; mais comment ne pas voir dans la *Jérusalem* une sorte de palimpseste où se dessinent, en filigrane, tant de traces de Virgile, Lucain, Dante, Pétrarque et l'Arioste... à la fois maître vénéré et rival redouté ? Répondre, cela veut dire s'opposer pour s'imposer. Or l'on ne tarde pas à s'apercevoir que la fantaisie merveilleuse de l'Arioste a cédé la place à une forme de classicisme, de rigueur qui, sans aller jusqu'à l'austérité, porte durablement la marque de la Contre-Réforme.

Une guerre de religion

La Compagnie de Jésus, dont le Tasse a été l'élève, est passée par là. Sa folie, comme tant de folies d'écrivains, est liée à une crainte obsessionnelle de la censure. Que racontait le *Roland* ? L'amour et la fureur de chevaliers et de guerriers. Jamais l'honneur ne soumettait l'amour. Dans la *Jérusalem*, le dis-

cours est tout autre. Les obstacles à la conquête de la Ville sainte, c'est l'amour qui les sème.

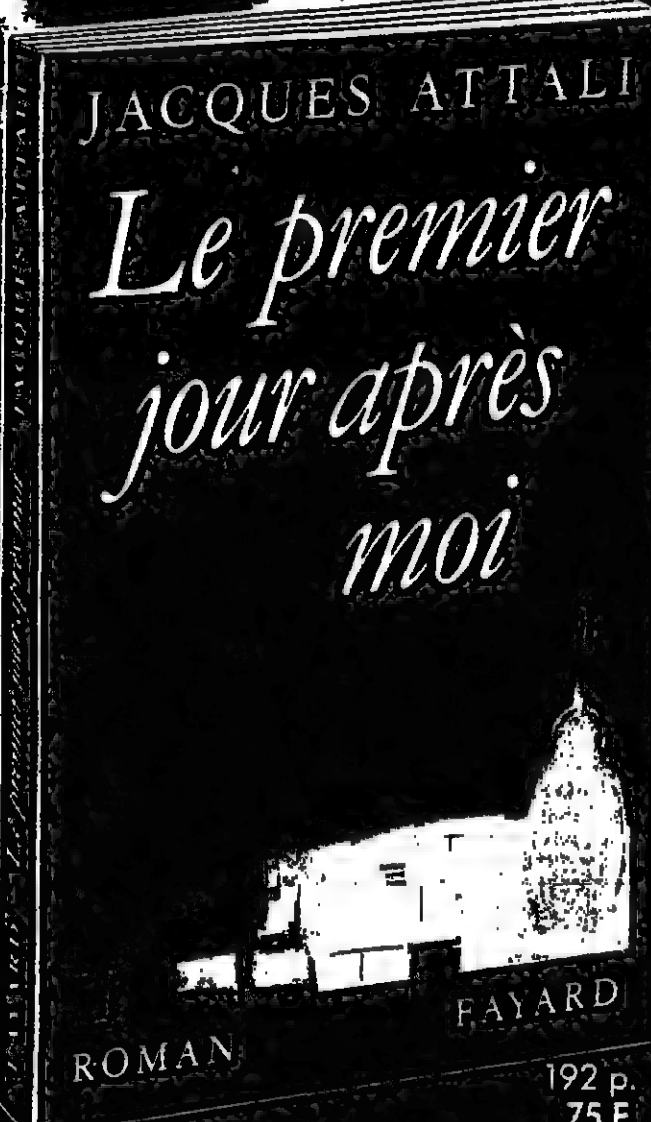
Contrairement au *Roland*, la *Jérusalem* a une structure très linéaire, qui permet une lecture rapide et cursive : après une brève présentation des principaux croisés, on est tout de suite à Jérusalem et il n'y aura aucun épisode secondaire, aucune digression. La fameuse histoire de Sophronie et d'Olinde, qui devait inspirer tant de peintres, permet l'entrée en scène de Clorinde, qui, elle-même, amène naturellement celle de Tancredi. L'épisode de Renaud et d'Armide devait connaître la plus grande fortune auprès des peintres et des dramaturges (jusqu'à Coccinelle). La première version publiée de la *Jérusalem* s'arrêtait au chant XVI, c'est-à-dire au moment où Renaud, rendu à la raison, repousse celle qu'il a aimée. A ce coup cinglant et dédaigneux, Armide riposte par une fureur digne non seulement de Didon, mais de Phèdre et de Médée.

Or, si les figures d'Herminie, de Clorinde, d'Armide sont celles qui expliqueront la postérité d'abord classique, puis romantique du poème, le vingtième siècle ne peut qu'être saisi par la modernité du sujet même du poème : une guerre de religion entre chrétiens et arabes. « L'air alentour semble étinceler de feu ! et prend la forme et l'éclat d'un immense incendie. » C'est une ville en guerre, hélas intemporelle. Et l'investiture ambiguë que lance Argillan contre ses ennemis : « O vile Arabes, abjecte lie du monde ! d'où vient tant d'audace ? » n'est-elle pas, dans son équivoque même, où l'insulte s'allie à la crainte admirative, le moteur de toute guerre ? Et ne lit-on pas ce poème sanglant, miné par la folie et l'horreur meurtrière, comme un chant de désillusion sur la gloire chrétienne ? Le grand songe évangélisteur butait alors, en cette fin de seizième siècle, sur une désolante alternative : le martyre (en Orient) ou l'extermination humaine et culturelle (aux Amériques).

René de Ceccatty

(1) Editions d'aujourd'hui.

Le nouveau roman de JACQUES ATTALI



Il est des rencontres dont on a du mal à se remettre. Il me faudra beaucoup de temps pour que je guérisse de la lecture de ce livre tant il m'a télescopé l'âme... Inconditionnel de sa « Vie éternelle », j'étais anxieux de voir ce qu'allait nous proposer Jacques Attali après ce coup de maître... Le style du second roman est très différent du style du premier, ample et grave comme un requiem. Il est vif, efficace, rapide. C'est une sente pratiquée à coups de serpe dans la jungle de notre conscience et dans celle, plus dense encore, de notre subconscient...

Le premier roman de Jacques Attali m'a fait pleurer. Le second me fait trembler.

Frédéric Dard, *Le Grand Livre du Mois*

Unité de lieu, unité de temps, un seul véritable héros ; l'affaire est intime... Méfiez-vous : ce petit roman tout simple, écrit sans effets, presque trop nu, cache bien son jeu.

Dominique Mebaillay, *La Vie*

FAYARD

Afrique Australe

L'Afrique du Sud et ses neuf voisins

"laboratoires" du continent africain

Dirigé par Georges Lory

122 pages, 130 F

En librairie

autrement

Dante au Paradis

Suite de la page 17

Le paradis impose qu'on abandonne toute possession, et l'une des expressions les plus fortes se trouve sans doute au chant 14 : « De tout mon cœur, je m'offre en holocauste » (la récompense de grâce illuminante ne se fait pas attendre). Une seule erreur d'appréciation, et ce serait le masochisme mystique. Mais non, le paradis est démonstration et raison.

Raison perdue de la poésie ? Il reste à s'échapper de ce grand texte du ciel, de son art des transmutations et des métamorphoses : les brisées sont de la musique ; les lumières, vivantes, des personnes et des chants ; un murmure de fleur, une voix multiple et arguementée ; le feu et l'eau, les rayons et les émanations, se changent en fleurs ou en pierres précieuses, topazes, saphirs, rubis. Tout converge vers la rose immense constellée de figures, vers l'épigramme de la « Vierge, fille de son fils » (à-t-on jamais donné une définition aussi parfaite de l'incense, « terme fixe d'un éternel dessin » ?

Les vers sont comme des cercles décrivant une roue, une horloge, dont le thème constant et varié est : encore, encore. Encore, toujours plus, jusqu'à la nervure intime de la Trinité (« O lumière éternelle qui seule en toi résides/seule tu penses, et par toi entendue, l'entendant, rit à toi-même, et t'aime. ») Enfin tutoyée dans son fonctionnement intelligent et incompréhensible. La substance et les accidents se confondent dans un seul livre, un *neud (nœud)*, dont le récitant jouit (*godò*) du seul fait de le dire (*dicendo. questo*). Nous sommes chez les anges, de façon vive et distincte. Sacré quadrature du cercle et « bien sans fin, qui n'a que soi pour mesure ».

Philippe Sollers

En même temps qu'il publie le *Paradis*, Flammarion remet en vente les deux autres volumes de la traduction de Dante par Jacqueline Risset, *L'enfer* paru en 1985 (120 F) et *Le Purgatoire*, paru en 1988 (110 F).

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél.: 48 00 20 20 - Téléc.: DROUOT 642 280
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais sur: 48 00 20 17
Correspondants des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur D.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 48 63 12 66.

LUNDI 23 AVRIL

S. 1. - 14 h 15. Tableaux anciens. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
MM. Turquin, Herdubaut et Latrille, Ryaux, experts.

Veuillez contacter Chantal Grangé
au (1) 42-61-80-07 - Poste 446

S. 3. - 14 h 30. Minéraux, pierres taillées, fossiles. - M^{me} DELORME.
M. Delorme, expert.
S. 10. - Tableaux, estampes, tableaux modernes. - M^{me} LAURIN,
GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M^{me} Caillat,
M. Blanchet, expert.
S. 13. - Affiches. - M^{me} MILLON, JUTHEAU. Florence Camard,
expert.
S. 14. - Tableaux, littérature, bibelots et mobilier de style.
- M^{me} RIBEYRE, BARON.

MARDI 24 AVRIL

S. 9. - 14 h 15. ART ANTIQUE. Mésopotamie, Proche-Orient.
Égypte, Grèce, Rome. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
MM. Le Veil, Despres.

Veuillez contacter Corinne Gilton
au (1) 42-61-80-07 - Poste 467

MERCREDI 25 AVRIL

S. 1 et 7. - Dessins et tableaux anciens, meubles et objets d'art des 18^e
et 19^e s. - M^{me} DAUSSEY, de RICQUES. MM. Augier et
Maurin, experts.
S. 2. - 14 h 30. Instruments de musique à cordes. - M^{me} DELORME.
M. Boyer, expert.
S. 3. - Bijoux, montres, objets de vitrine, orfèvrerie.
- M^{me} COUTURIER, de NICOLAY. Cabinet de
Fonmerault, expert.
S. 4. - 14 h 30. Estampes modernes. - M^{me} BRIEST.
S. 5 et 6. - 21 heures. Art abstrait et contemporain. - M^{me} BRIEST.
S. 8. - Grande vente de Bordeaux de Bourgogne et divers. - ARCOLE
(M^{me} RABOURDIN, CROPPIN de JANVRY).
S. 9. - 14 h 15. ANTIQUITES PREHISPANIQUES. Collection
Henry Bertrand et à divers amateurs. Pérou, Mexique,
Équateur, Venezuela, Venezuela, Costa-Rica, Colombie, Brésil.
- M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. MM. Le Veil, Portier.

Veuillez contacter Corinne Gilton
au (1) 42-61-80-07 - Poste 467

S. 11. - Tabatières chinoises. - M^{me} MILLON, JUTHEAU.
S. 16. - 14 h 15. Tableaux anciens. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
MM. Turquin, Herdubaut et Latrille, Ryaux, experts.

Veuillez contacter Chantal Grangé
au (1) 42-61-80-07 - Poste 446

JEUDI 26 AVRIL

S. 5 et 6. - 14 h 30 et 21 heures. Tableaux modernes. - M^{me} BRIEST.
S. 12. - Timbres-poste. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.

VENDREDI 27 AVRIL

S. 2. - 14 h 15. INSTRUMENTS DE MUSIQUE. Violons, altos,
violoncelles, Archets du 18^e au 20^e siècle. - M^{me} ADER,
PICARD, TAJAN. M. Vatelot, expert.
S. 5 et 6. - 14 h 30. Gravures sur papier du 20^e siècle. - M^{me} ADER,
PICARD, TAJAN. M. Vatelot, expert.
S. 8. - Précieuses livres anciens et modernes. - M^{me} AUDAP,
GODEAU, SOLANET.
S. 10. - Dessins anciens et 19^e. - ARCOLE (M^{me} RENAUD).
S. 13. - 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des 18^e et
19^e siècles. Porcelaines et faïences anciennes proviennent de la
collection de Monsieur X. et à divers. Collection de boîtes,
écrans, carrels de bois, en laque, émail, etc. Automates fin
19^e siècle. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. M. Dille,
M^{me} Finaux de Villain, experts.
S. 15. - Tableaux, bibelots, meubles et bijoux. - M^{me} CHAMPELLAND,
GIAFFERI, VEYRAC. Tél.: 42-94-10-24.

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél.: 48 00 20 80
Téléc.: 650 873

LUNDI 23 et MARDI 24 AVRIL
à 11 heures et 14 h 15

NUMISMATIQUE

Collection J.-M. de COSTA-RICA et divers amateurs. Monnaies
grecques, romaines, byzantines, musulmanes, gauloises, royales françaises,
contemporaines, fédérales, étrangères. Ouvrages de numismatique.
- M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs. M. J. Vinchon,
M^{me} F. Berthelot-Vinchon, A. Vinchon. Expositions: chez les experts: Jean
Vinchon Numismatique 77, rue de Richelieu, 75002 Paris. Tél.:
(1) 42-97-50-00 des réceptions du catalogue jusqu'à vendredi 20 avril (9 h
à 18 heures, jours ouvrables).

A Drouot-Montaigne: le 22 avril de 10 heures à 12 heures et de
12 heures à 17 heures.

MARDI 24 AVRIL à 20 h 30

IMPORTANTES TABLEAUX MODERNES
M^{me} MILLON, JUTHEAU, commissaires-priseurs, Jean-Pierre Camard,
expert. Exposition: le 23 avril de 11 heures à 22 heures et le 24 avril de
11 heures à 18 heures.

JEUDI 26 AVRIL à 20 h 30

TABLEAUX CONTEMPORAINS
M^{me} ROGEON, commissaire-priseur. Expositions: le 25 avril de
12 heures à 22 heures.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BRIEST, 24, avenue Montaigne (75008), 42-68-11-30.
COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007),
49-27-02-14.
DAUSSEY, de RICQUES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 42-63-31-19.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement
RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lebas (75009), 42-81-50-91.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-43.
RABOURDIN, CROPPIN de JANVRY, 4, rue Rosini (75009),
47-70-34-91.
RENAUD, 6, rue Grange-Battière (75009), 47-70-48-93.
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Le projet de loi sur la propriété industrielle au Sénat

M. Roger Fauroux veut inciter les Français à innover

Sur le marché de l'innovation, la France est à la traîne. Les dépôts de brevets y sont trois fois plus faibles qu'en Allemagne, et presque trente fois plus faibles qu'au Japon. Le projet de loi relatif à la propriété industrielle qui doit être discuté au Sénat jeudi 19 avril vise à remédier à cet état de fait grâce à de nouvelles mesures incitatives pour les inventeurs et à une meilleure diffusion de l'information sur les inventions.

Les conseils en brevets d'invention sont en effet. Ces spécialistes du dépôt de brevets sont en effet actuellement sur la sellette pour une double raison. Tout d'abord, leur statut est en cours de modification comme pour l'ensemble des professions libérales, auxquelles ils appartiennent. Mais en outre leur activité va se trouver modifiée par la nouvelle loi sur la propriété industrielle, proposée en conseil des ministres le 28 novembre dernier et qui devait être présentée au Sénat jeudi 19 avril par le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux.

L'objectif de cette loi est de remédier à la faiblesse de la France dans le domaine du dépôt de brevet. Les Français ont déposé 13 000 brevets en 1987 sur l'Hexagone, contre 32 200 pour les Allemands en RFA et 311 000 pour les Japonais sur la péninsule nipponne. Ce faible score est inquiétant pour plusieurs raisons: il risque de conduire à terme à une aggravation du déficit industriel; et il prive le pays de recettes liées à la vente de licences.

TRANSPORTS

Feu vert pour Meteor et pour la ligne D du RER

Le Syndicat des transports parisiens (STP) a donné son accord, le mercredi 18 avril, pour deux nouvelles liaisons ferroviaires à l'intérieur de Paris. La première, pour le financement de laquelle les discussions se poursuivent encore, est la future ligne de métro sans pilote Meteor que la RATP projette de construire entre la gare Saint-Lazare et Maison-Blanche (13^e) par la gare de Lyon Bercy et Tolbiac. Les travaux devraient commencer en 1991 pour une mise en service en 1995 et coûter 4,4 milliards de francs.

Le STP a aussi donné le feu vert au percement simultané d'un tunnel de 2,5 km de long entre la gare de Lyon et Châtelet-Les Halles qui mettra en correspondance le réseau SNCF de la banlieue nord et celui de la banlieue sud. Cette nouvelle ligne du RER sera baptisée «D» et coûtera 1,5 milliard de francs.

EN BREF

□ Mouvement de grève à EDF-GDF. - Les directions d'EDF-GDF ont indiqué, mercredi soir 18 avril, que le taux de participation de leurs agents à la grève, lancée le matin même par la CGT, a été de 14,7 %. Ce mouvement n'a pas provoqué de coupures de courant ni de gaz, en dépit d'une baisse de près de 20 % de la production électrique. La CGT proteste contre le changement d'appellation des centres locaux de distribution mixtes, désormais intitulés «centres de résultats» ou, pour le public, «EDF-GDF services». Ces nouvelles dénominations constituent, selon la CGT, une atteinte à la «mission de service public» d'EDF-GDF, dans la mesure où ces centres deviennent, selon elle, des «centres de profits».

□ Noyon «ville morte» contre les hypermarchés. - Environ 80 % des commerçants de Noyon (Oise) ont baissé leurs rideaux de fer, mercredi 18 avril entre 14 heures et 16 heures, à l'appel de l'Union locale des commerçants et artisans, pour protester contre les autorisations accordées à deux hypermarchés de s'implanter aux environs de la ville. Selon l'Union locale, ces 17 500 m² de surface commerciale supplémentaire ne laisseront que 20 % du potentiel d'achat au commerce de proximité. Elle réclame l'annulation de la décision de la commission départementale d'urbanisme commercial autorisant ces grandes surfaces.

Pour remédier à cette situation, le projet de loi propose tout d'abord que des rémunérations spécifiques (primes) soient obligatoirement prévues dans les conventions collectives. M. Jacques Thyraud (RI), rapporteur de ce projet de loi propose un amendement visant à accorder encore ce dispositif, grâce à des incitations fiscales qui permettraient de déduire du revenu imposable la moitié des recettes que l'inventeur perçoit pour son invention.

Des mesures visant à améliorer l'image de marque des brevets et à en améliorer la diffusion sont aussi prévues. «Les brevets souffrent de l'image folklorique du concours Lapine» estime M. Thyraud. Le projet de loi prévoit donc un certain nombre de mesures visant à améliorer la crédibilité, avec, en particulier de nouveaux dispositifs de lutte contre la contrefaçon. Et il donne une base légale à la diffusion d'informations sur les brevets par voie télématique. Il s'agit là d'une première dans le droit français. Il accroit également

le rôle et la marge de manœuvre de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI).

Les conseils en brevets, au nombre de 240 (travaillant avec environ 1200 salariés) seraient rebaptisés «conseils en propriété industrielle», et intégreraient les conseils en dépôts de marques, ce qui augmenterait leur nombre de 50 % environ. A titre de comparaison, cette profession compte environ trois fois plus de membres en Allemagne. Pour l'ouvrir encore davantage, le projet de loi ne prévoit aucune mesure restrictive quant aux actionnaires des sociétés de conseils en brevets. A la différence des sociétés des autres professions libérales dont il est prévu que la majorité du capital doit être détenue par des professionnels du conseil. Ce qui suscite le mécontentement de la Compagnie nationale des conseils en brevets. «Une telle mesure ne pourrait plus garantir le respect des règles déontologiques» affirme son président M. Jean Jacques Martin.

A. K.

La situation de l'horlogerie en France

La société Cattin dépose son bilan

La société horlogère Cattin a déposé son bilan mardi 17 avril devant le tribunal de commerce de Besançon (Doubs). Afin de permettre aux sous-traitants de la société de continuer à travailler, elle a été mise en liquidation judiciaire pendant six mois. Installée à Morteau dans le Doubs, la société Cattin était la dernière manufacture horlogère en France. Elle avait en commun avec la célèbre entreprise Lip d'avoir opté pour une démarche industrielle intégrée, c'est-à-dire que ses 276 salariés réalisaient l'ensemble de la fabrication des montres: boîtier, mouvement et montage.

Mais cette société, dont le chiffre d'affaires d'avril à juillet 1989 de 17 millions de francs en 1988, n'est jamais parvenue à produire des séries suffisamment longues pour rentabiliser un tel système de fabrication. Même si, dernièrement, une nouvelle stratégie commerciale avait été lancée pour résoudre les difficultés qui remontent à plusieurs années. En 1986 déjà, 79 salariés avaient été licenciés.

Douloureuse pour les salariés concernés, cette fermeture n'est

cependant pas révélatrice de l'état de la profession horlogère. Selon le Comité professionnel du développement de l'horlogerie (CPDH), quelque 250 entreprises réalisent un chiffre d'affaires annuel de 3 milliards de francs et le taux de couverture de la balance commerciale atteint 88 %. Les fabricants de composants qui ont joué la carte de la délocalisation revendiquent même un taux de 204 %.

Côté géographique, la tradition est respectée: le Doubs reste le département de production de la montre. Les rétroils et les pendules sont plutôt fabriqués en Alsace et dans le Jura. L'horlogerie technique (programmation, compteurs) est plus disséminée sur le territoire national.

Au niveau mondial, les Suisses, longtemps champions de l'horlogerie, se retrouvent seulement en troisième position avec 13 % du marché. Le Japon, avec 42 % des ventes, et Hongkong (21 %) arrivent en tête.

F. Ch.

Utilisant des piles japonaises

General Motors va produire des voitures électriques

Le constructeur automobile américain General Motors a décidé de lancer sur le marché une voiture électrique individuelle. Le président du groupe, M. Roger Smith, l'a annoncé mercredi 18 avril lors d'une conférence de presse à Washington. General Motors entend devenir le premier constructeur automobile du monde à produire en masse ce type de véhicule.

Jusqu'à présent, des problèmes de batterie (obligation de recharger tous les 200 km) empêchaient les voitures électriques d'être en concurrence avec les automobiles à essence. Ce problème serait résolu, M. Roger Smith n'a pas voulu révéler les secrets technologiques à la concurrence. En début de semaine, le constructeur automobile japonais Isuzu avait annoncé qu'il avait mis au point une nouvelle pile électrique, puissante et rechargeable en dix secondes.

Total va développer un nouveau champ de gaz en Mer du Nord

Le groupe Total va développer un nouveau gisement de gaz en mer du Nord, a annoncé le groupe français mardi 17 avril. Ce gisement, nommé Caister, est situé dans le secteur sud de la mer du Nord britannique et détient 9 milliards de mètres cubes de réserves récupérables. Son développement sera réalisé par Total, opérateur qui détient 45 % des intérêts, et est associé à Canadianoxy (25 %), Ultramar (19 %) et Conoco (11 %). Une plateforme de production sera construite et reliée par gazoduc à la Grande Bretagne. L'investissement est estimé à 200 millions de livres (environ 2 milliards de francs) et la production de champs à un peu plus d'un milliard de mètres cubes par an.

Le gaz produit alimentera une centrale électrique qui sera construite à Killingholme, dans le Yorkshire. A cet effet Total Oil Marine, filiale du groupe français, vient de signer un accord avec la société britannique National Power, qui construira la centrale et achètera le gaz extrait de ce gisement.

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt

MARAI, studio, 100 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

9^e arrdt

PARIS 9^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

14^e arrdt

PARIS 14^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

PLAISANCE

au grand aménagement, 100 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

15^e arrdt

PARIS 15^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

M^{me} FÉLIX-FAURE

PARIS 15^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

17^e arrdt

PARIS 17^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

CITÉ DES FLEURS

PARIS 17^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

18^e arrdt

PARIS 18^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

MAROLLES-EN-BRE

PARIS 18^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

MAROLLES-EN-BRE

PARIS 18^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

MAROLLES-EN-BRE

PARIS 18^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

MAROLLES-EN-BRE

PARIS 18^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

MAROLLES-EN-BRE

PARIS 18^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

MAROLLES-EN-BRE

PARIS 18^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

MAROLLES-EN-BRE

PARIS 18^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

MAROLLES-EN-BRE

PARIS 18^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

MAROLLES-EN-BRE

PARIS 18^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

MAROLLES-EN-BRE

PARIS 18^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

locations non meublées offres

Paris

FACE ESPERANDE, 100 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

ALMA-MARCEAU

PARIS 17^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

locations non meublées demandes

Paris

FACE ESPERANDE, 100 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

ALMA-MARCEAU

PARIS 17^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

locations non meublées demandes

Paris

FACE ESPERANDE, 100 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

ALMA-MARCEAU

PARIS 17^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

locations non meublées demandes

Paris

FACE ESPERANDE, 100 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

ALMA-MARCEAU

PARIS 17^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

locations non meublées demandes

Paris

FACE ESPERANDE, 100 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

ALMA-MARCEAU

PARIS 17^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

locations non meublées demandes

Paris

FACE ESPERANDE, 100 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

ALMA-MARCEAU

PARIS 17^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

locations non meublées demandes

Paris

FACE ESPERANDE, 100 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

ALMA-MARCEAU

PARIS 17^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

locations non meublées demandes

Paris

FACE ESPERANDE, 100 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

ALMA-MARCEAU

PARIS 17^e, ST-GEORGES, 50 m², 100 000 F, 42-63-32-32.

La restructuration

II

La restructuration

La restructuration

La restructuration

La restructuration

La restructuration

La restructuration

La restructuration

La restructuration

La restructuration

La restructuration

La restructuration

La restructuration

La restructuration

La restructuration

صحة من الامم

ECONOMIE

General Motors va produire des voitures électriques

La firme américaine a annoncé qu'elle allait développer une gamme de véhicules électriques à l'horizon 1995. Le projet est financé par le département de l'Énergie américain. Les premières voitures seront des pick-up et des camionnettes. GM vise à réduire la dépendance aux carburants fossiles et à promouvoir l'écologie.

La France en France

Le gouvernement français a lancé une campagne de promotion touristique intitulée "La France en France". L'objectif est d'attirer davantage de visiteurs nationaux vers les sites historiques et naturels du pays. Des brochures et des programmes de visites sont distribués à travers le territoire.

Le Monde L'IMMOBILIER

ventes

- Paris: Appartement à 120 000 F, 3 chambres, 2 salles de bain.
- Provence: Villa à 180 000 F, piscine, vue mer.
- Normandie: Maison à 95 000 F, 4 pièces, jardin.

locations non meublées

- Paris: Appartement à 1 200 F/mois.
- Normandie: Maison à 800 F/mois.

locations meublées

- Paris: Appartement à 1 500 F/mois.
- Provence: Villa à 2 500 F/mois.

bureaux

- Paris: Bureau à 500 F/mois.

ECONOMIE

La restructuration du capitalisme français

II. - Trois modèles en concurrence

Deux ans après la tentative de « dénoyautage » de la Société Générale, un nouvel ordre semble s'établir dans le capitalisme français entre les intérêts publics et privés (le Monde du 19 avril). Mais dans le monde des affaires pacifié, les chefs d'entreprises hésitent entre plusieurs « modèles » : banque-industrie, banque-assurance, pôles.

Le « capitalisme sans capital »

qui a caractérisé la France jusque dans les années 70 avec des marchés financiers atrophiques et un verrouillage des actionnaires ne fonctionne plus quand la « guerre économique », devenue mondiale, se joue à coup de rachats d'entreprises et de technologies nouvelles. Hier les entreprises qui n'investissaient pas pouvaient néanmoins survivre. Aujourd'hui elles meurent.

Leurs besoins de capitaux sont énormes dans les années 90 pour investir, financer leur développement, préparer 1993 face aux concurrents allemands, acquiescer très vite des parts de marché mondial face aux Japonais, prendre des positions en Europe de l'Est, etc. En outre, comme l'avait relevé l'économiste François Morin (le Monde du 4 juillet 1989), la loi supprimant l'autocontrôle — adoptée l'an passé — oblige à une recomposition générale des tours de table. Les entreprises doivent ouvrir leur capital à des partenaires stables, capables de les défendre en cas d'OPA. Bref, il faut de l'argent et des amis.

Les financements privés

Dans cette quête, les entreprises privées ne peuvent s'en remettre uniquement à la Bourse sans risquer de perdre la maîtrise de leur actionnariat. Il leur sera difficile aussi de se passer complètement du secteur public financier, qui distribue encore les deux tiers de l'ensemble des crédits bancaires en France. Par la Caisse des dépôts, les compagnies d'assurance UAP, GAN, AGF, les banques Crédit lyonnais et BNP, sans compter tous les organismes liés au logement, l'Etat reste un partenaire incontournable.

Parallèlement les entreprises

Public-privé : la couleur des capitaux ne compte plus. Les entreprises voient s'élargir grandement le champ des possibles, mais le choix stratégique est plus complexe. Pour l'heure la « recomposition » du capitalisme français s'effectue selon trois modèles dont il est encore difficile de dire lequel sera dominant.

Le premier est l'axe entre les banques et les assureurs, que les amateurs de néologisme ont qualifié de « bancassurance ». Le concept est très contesté mais il recouvre une réalité. L'UAP s'est ainsi liée à un partenaire public, la BNP (avec des participations croisées de 10 %), mais aussi à des groupes privés : Suez, Saint-Gobain, la Lyonnaise et la Générale des eaux et, plus loin, l'Empire de M. De Benedetti.

Dans le clan traditionnellement concurrent, celui de Paribas, la « recomposition » est manifeste. Les AGF, publiques, essaient de s'allier au groupe financier privé actuellement, également associé de l'assureur privé AXA-Midi, de Schneider et de financiers belges. Le GAN, troisième assureur nationalisé français, est lui désormais soudé au groupe de banques régionales CIC et possède, par ailleurs, 4,9 % de la Société Générale.

Le deuxième axe est tracé par les liaisons entre les banques et l'industrie à l'image du modèle allemand. Le rapprochement spectaculaire entre Thomson et le Crédit lyonnais n'en est pas forcément le meilleur exemple car il est né davantage de soucis politico-financiers que de préoccupations stratégiques. Thomson-CSF a préféré se défaire de ses activités financières contestées par le gouvernement, en les apportant au Crédit lyonnais en échange d'une participation de 14 % du capital de la banque.

Les pôles à la japonaise

Mais d'autres chiffres soulignent un mouvement engagé dans la profondeur du tissu industriel : en 1989 le Crédit lyonnais a accru son portefeuille de participations stables dans les grands groupes industriels de 38 % (le portant à 18 milliards de francs), dans les PME de 73 % et dans les entreprises naissantes (opérations de capital risque) de 86 %. Le Crédit lyonnais est partenaire de Bouygues, du Printemps, des textiles

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNILOG

Résultats 1989

Les résultats consolidés du Groupe UNILOG pour l'exercice 1989, audité par ses Commissaires aux Comptes, sont conformes aux prévisions indiquées le 24 novembre 1989.

Le chiffre d'affaires du Groupe a atteint F. 449 millions, en progression de 30 % par rapport à 1988.

Le résultat net consolidé après impôts ressort à F. 15,7 millions contre F. 16 millions en 1988. Le résultat net du Groupe est de F. 11,7 millions contre 11,8 millions.

L'année 1990 doit voir la poursuite de la croissance du Groupe et le redressement de son taux de marge nette.

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale d'UNILOG S.A. de porter de F. 2,40 à F. 2,60 le dividende par action.

Gfii GROUPEMENT FRANÇAIS POUR L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER

Le conseil d'administration s'est réuni le 5 avril 1990 sous la présidence de M. Jacques Ruccon pour examiner les comptes de l'exercice écoulé et prendre connaissance de l'activité et des mutations apportées à la composition du patrimoine.

RÉSULTATS

Les loyers et indemnités se sont élevés à 125 millions de francs. A patrimoine comparable, l'augmentation a été de 5,92 %. De fait des cessions, la hausse nette est de 2,43 %.

Le résultat courant s'est établi à 122 599 000 F marquant une progression de 6 %.

Le bénéfice net, comprenant des plus-values nettes de cessions pour un montant de 78 754 000 F, a été arrêté à la somme de 202 487 000 F. Hors plus-values de cessions, le bénéfice est en hausse de 5,01 %.

DIVIDENDE

Le conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale convoquée le 21 juin 1990 la distribution d'un dividende unitaire pour les actions anciennes de 20,50 F contre 19,25 F au titre précédent (soit + 6,49 %) et de 10,25 F pour les actions nouvelles émises, jouissance du 1^{er} juillet 1989.

PATRIMOINE

Le conseil a enregistré avec satisfaction :

- la location quasi immédiate, dès leur achèvement, des immeubles de Boulogne et de Lyon Part-Dieu ;
- l'investissement significatif des opérations de rééquilibrage du patrimoine décidé lors de la fusion. En effet, compte tenu du volume global des cessions négociées au cours de 1989 — plus de 400 millions de francs — la part des actifs immobiliers exprimés en valeurs, situés à Paris et en région parisienne, atteint, d'ores et déjà, près de 50 %. Quant à la proportion des locaux commerciaux, elle s'est accrue de 30 %.

PERSPECTIVES

Dotée désormais d'un parc locatif rajouté et allégé des immeubles d'entretien coûteux, la société a de bonnes perspectives de résultats pour les prochains exercices.

Les éléments négatifs qui pesaient jusqu'ici sur le cours du titre — l'enregistrement actuel des décrets de l'ordre de 40 % — étant fortement atténués, l'action de la société recule une marge de plus-values non négligeable.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FRANCE CROISSANCE INVESTISSEMENTS

Les résultats provisoires de l'exercice 1989, après provisions, ont été de 17 530 MF contre 9 461 MF l'année précédente.

Compte tenu des perspectives actuelles, les résultats consolidés 1990 de l'entreprise devraient être nettement supérieurs à ces chiffres par la progression des résultats de ses filiales et sociétés mises en équivalence.

L'année 1991 devrait confirmer cette tendance, notamment par une plus forte contribution aux résultats des sociétés non cotées.

FCI continuera à renforcer les secteurs déjà existants, par plusieurs acquisitions d'une taille plus importante.

GROUPE AREF

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINTEL 38.15 CODE A3T puis OSP

APPARTEMENT à MONTFERMEIL (93)

de 4 pièces principales, cave et parking - OCCUPÉ

Résidence LES BOSQUETS - 8, rue Dorain

Mise à Prix : 100 000 F

M^e TOURAILLE, avocat, à Paris 9^e, 48, rue de Cléry. Tél. : 48-74-45-45

M^e MIZON, syndic à Paris 3^e, 60, bd de Sébastopol - Visite le vendredi 27 avril de 14 h 30 à 15 h 30.

APPARTEMENT à SAINT-RAPHAEL (Var)

Avenue de la Plage - maison individuelle - 3 chambres - 110 m² - 110 000 F

Mise à Prix : 350 000 F

23, bd du Maréchal à Garches (92) - Tél. : (16) 94-84-95-48

M^e Sabine PAUGAM, avocat à la cour 6, avenue de Messine à Paris 8^e. Tél. : (16) 45-61-14-52, pour vis. s/j, 23 avril de 9 h à 19 h et 27 avril de 14 h 30 à 15 h 30.

GROUPE DE L'UNION DE FRANCE BANQUE

UFFRANCE IMMOBILIER

Société civile de placements immobiliers à capital variable

régie par la loi n° 70-1300 du 31 décembre 1970 et le décret n° 71-524 du 1^{er} juillet 1971

L'assemblée générale mixte réunie le 17 avril 1990 n'ayant pu valablement délibérer faute des quorums requis sur première convocation, il est rappelé aux associés qu'ils sont convoqués pour le MARDI 24 AVRIL 1990 à 11 heures au siège social, 32, avenue d'Iéna, 75116 Paris, à l'effet de délibérer sur le même ordre du jour.

CFAO

La CFAO, qui détient 99,36 % du capital de La Roche méridionale, s'est engagée à les céder en totalité au prix de 2 800 francs par action à Casino, ainsi que Financap Distribution, ce qui représente une transaction globale de 3 milliards de francs.

Dans le cadre de cet accord intervenu entre François Pinault, président de la CFAO, et Antoine Guichard, associé-gérant de Casino, Casino a acquis de CFAO au prix ex-cedens 50,73 % du capital de La Roche méridionale, à savoir 540 261 actions non inscrites à la cote, et Casino, agissant en conformité avec la réglementation en vigueur, s'engage auprès de la Société des Bourses françaises à garantir ce cours de 2 800 francs pour toute quantité de titres qui lui seraient présentés par le public, lequel détient donc 0,64 % des actions de La Roche méridionale.

La CFAO et Casino se félicitent de cet accord qui correspond pleinement aux objectifs des deux sociétés. Casino voit s'ouvrir une opportunité exceptionnelle de renforcer sa présence dans le sud de la France, d'accroître le débouché de ses usines, de mieux utiliser les synergies logistiques et de mieux rentabiliser les investissements publicitaires. Ces acquisitions permettront à Casino d'augmenter ses ventes prévues de 27 % et son volume d'achats d'environ 50 %. Pour sa part, la CFAO ayant affirmé sa volonté de se concentrer sur des secteurs sur lesquels elle pouvait se trouver en position de leader national ou européen a cherché le partenaire qui lui paraissait le plus à même d'assurer le développement futur de La Roche méridionale.

CASINO

FORTE CROISSANCE DANS LE MAINTIEN DE LA RENTABILITÉ

CEMENT D'ORIGNY

Le Conseil d'Administration réuni le 4 Avril 1990 a arrêté les comptes de l'exercice "1989".

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

| (Valeurs en Millions de Francs) | 1989 | 1988 | % 89/88 |
|---------------------------------------|-------|-------|---------|
| Chiffre d'affaires consolidé | 1538 | 1130 | +36% |
| Capacité d'autofinancement consolidée | 261 | 202 | +29% |
| Résultat Net | 172 | 130 | +32% |
| - dont part du Groupe | 143 | 130 | +10% |
| Résultat net/CA (en %) | 11,2% | 11,5% | |

Sous l'effet d'une conjoncture favorable et de la croissance externe, le chiffre d'affaires progresse fortement, alors que le taux de marge nette se maintient à un niveau très satisfaisant.

| | Volumé des Ventes | % 89/88 | % 89/88 à structure constante |
|-----------------------|------------------------|---------|-------------------------------|
| CEMENT | 2,5 millions de T | 19,5% | 4,3% |
| BETON PRÊT À L'EMPLOI | 883,000 m ³ | 42,6% | 10,9% |
| GRANULATS | 3,1 millions de T | 46,0% | 7,8% |

La part des activités "Bétons" et "Granulats" représente désormais 30 % de l'activité du Groupe.

RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

Le résultat net progresse de 4 % à 117,9 MF pour un chiffre d'affaires de 913,9 MF (+8,9%).

La poursuite de l'effort d'investissement industriel et financier, auquel 341 MF ont été consacrés a entraîné une augmentation des dépréciations sur amortissements et une dégradation du résultat financier, qui a représenté une charge nette de 2,1 % du chiffre d'affaires.

RÉSULTATS PAR ACTION ET DIVIDENDE

Le Conseil proposera à l'Assemblée du 28 Juin 1990, la distribution d'un dividende net de 24 F par action (soit 36 F avant fiscal compris).

| (Chiffres ramenés à une action) | 1989 | 1988 | % 89/88 |
|--------------------------------------|---------|---------|---------|
| Résultat net (part du Groupe)/action | 85,76 F | 77,81 F | +10% |
| Dividende + avoir fiscal/action | 38,00 F | 31,50 F | +14% |

Le revenu global par action dégage un rendement supérieur à 5 % sur les cours cotés à la fin du mois d'avril 1990.

CEMENT D'ORIGNY, société française du premier cimentier européen et mondial

"HOLDERSBANK"

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330



Puissance en liberté

Le téléphone portable Cellphone l'arme secrète de votre pouvoir; n'importe où, n'importe quand, Cellphone vous offre la maîtrise du monde avec:

- Un choix parmi des modèles de qualité
- Une utilisation sur les réseaux Radiocom 2000 ou SFR
- Ses services conseil, installation voiture, financement après-vente et garantie

Pour en savoir davantage, décrochez votre téléphone et composez notre numéro vert

05 333 007

ou envoyez votre carte de visite à Cellphone, 153, avenue de Versailles, 75016 Paris.

GROUPE CELLPHONE

CELLPHONE



Homme d'affaires Voilà

Le téléphone portable est devenu l'accessoire indispensable de l'homme d'affaires. Il permet de rester en contact avec son entreprise, ses clients, ses fournisseurs, à tout moment, où qu'il soit. C'est pourquoi, les entreprises s'équipent de plus en plus de téléphones portables. Cela leur permet de gagner du temps, d'être plus réactifs, et d'augmenter leur chiffre d'affaires.

Les entreprises qui ne possèdent pas de téléphones portables risquent de perdre des clients et des affaires. C'est pourquoi, il est conseillé aux entreprises d'investir dans des téléphones portables de qualité, comme ceux proposés par Cellphone.

Cellphone propose des téléphones portables de toutes marques, à des prix très compétitifs. Ils sont tous équipés des dernières technologies, et offrent une grande autonomie et une excellente qualité de communication.

Si vous êtes un homme d'affaires, n'hésitez pas à vous équiper d'un téléphone portable Cellphone. C'est l'arme secrète de votre succès.

BTF : la « Marsellaise »

Le cas des entreprises et des particuliers qui ont investi dans les actions de la Bourse de Turin (BTF) est très intéressant. Ces actions ont connu une forte hausse depuis leur introduction en Bourse, ce qui a permis aux investisseurs de réaliser de belles plus-values.

Les détenteurs de titres BTF ont donc pu profiter de la croissance de la Bourse italienne. Cela démontre l'importance de la Bourse pour les investisseurs, et la nécessité de se tenir informé des évolutions du marché.

En conclusion, les actions BTF ont été une bonne affaire pour ceux qui ont investi à temps. Cela montre que la Bourse peut être un excellent moyen d'investissement, à condition de bien choisir ses actions.

Le cas de BTF est un exemple à suivre pour les investisseurs. Il montre que la Bourse peut être une source de richesse, si elle est utilisée avec prudence et intelligence.

صوتك من الامم

Le Monde AFFAIRES

Les silences de Bernard Tapie

L'homme d'affaires parle de sport et de politique mais, en Bourse, son holding déçoit certains. Va-t-il s'orienter vers de nouveaux métiers ? Financier, par exemple...

INTARISSABLE Bernard Tapie ! Le président de l'OM hurlait sur toutes les ondes sa conviction : le « onze » de la Canebière sera le premier club français à gagner la coupe d'Europe, et le patron des Girondins de Bordeaux n'est pas irrépressiblement infatigable Bernard Tapie ! Le député de Marseille plonge dans la mêlée à Cabors, en pleine « ovale » : boies de foules, poignées de main, il ne ménage pas son appui au radical Bernard Charles, candidat à la mairie. Cette agression médiatique ignore cependant l'activité première du personnage. Depuis l'introduction en Bourse de son groupe en novembre dernier, Bernard Tapie reste bien discret sur le front des affaires. Le président de l'OM a des occasions mais, pour l'instant, il ne les concrétise pas. Son entourage lui prête des ambitions nouvelles. Après les affaires, la politique et le sport... pourquoi pas la finance ?

« Bernard est entré en Bourse sur un concept de reprendre d'entreprises apte à les redresser et plus encore à les revendre. » Pour ce juriste proche de Tapie, comme pour la plupart des actionnaires, il est rarement question de BTF (Bernard Tapie Finance) dans les conversations sur le groupe. C'est de Bernard, de Tapie, ou encore de Bernard Tapie, selon l'intimité des relations de l'interlocuteur, dont sont évoqués et commentés les faits et gestes.

Le virus s'est propagé en Bourse, où le palais Brongniart a accueilli un phénomène médiatique : les 50 000 petits porteurs revendiqués par le groupe ont alors mis pour la plupart sur la fougue d'un homme, espérant voir briller l'action aussi rapidement que l'image de son fondateur. Pour l'instant, ils ont tout lieu d'être déçus. « L'effacement du groupe est plus qu'un encadrement », explique-t-on.

De plus, Bernard Tapie est pour le moins avant en propos sur le devenir de son groupe. Lui qui se répand sur les ondes pour vilipender les meurs des clubs de football, comment les matches de l'OM, les meurs politiques ou la vie à Marseille, devient muet et surtout invisible lorsqu'il s'agit de ses propres affaires. « Maintenant qu'il est coté, il doit faire preuve de réserves », explique-t-on.

chez Puget Mahé, la société de Bourse spécialiste du titre.

L'argument tiendrait pour n'importe quel autre dirigeant d'entreprise au naturel discret. Mais dans ce cas, il laisse pour le moins rêver. Car l'introduction en Bourse de BTF était annoncée régulièrement et avec force détails depuis sa constitution le 15 mai 1987. Les affaires spéculatives plus dures qu'aujourd'hui ?

Elles le sont effectivement. Bernard Tapie n'est plus le seul sur le créneau de la reprise des entreprises en difficultés passagères ou en panne de développement. Le patron de l'OM promet de couvrir tous les événements représentés par sa vitesse de réaction. Un réseau de contacts soigneusement entretenus auprès des tribunaux de commerce ou des administrateurs judiciaires lui a toujours signalé les dossiers intéressants : des entreprises à forte notoriété avec des produits grand public confrontés à un problème de vieillissement. De leur marque, de leur dirigeants ou de leurs méthodes de production.

Partir en chasse

Redynamisées et rendues plus agiles par les procédures collectives, ces affaires regagnent souvent des parts de marché, richesses inestimables dans des secteurs hyper-concurrentiels. Elles deviennent convoitées et peuvent ensuite être cédées au plus offrant. En septembre dernier, BTF a ainsi réalisé 150 millions de francs en vendant Look à un consortium étranger composé de l'hollois suisse Ebel et de l'Américain John Jellinek, distributeur de look aux États-Unis. Un joli coup : le fabricant de fixations de ski habilement diversifié avait perdu en 1988, 42 millions de francs.

La formule suppose toutefois une rotation très rapide des affaires. Et BTF se doit aujourd'hui de regagner son fonds de commerce. Après une vague de cessions seule la branche pesage (voir encadré ci-contre) apparaît dans l'immédiat vendable. La Vie Claire ne décline pas les acquéreurs. Le fabricant de meubres Donway est en pleine restructuration.

BTF est contraint de partir en chasse. Mais les « perles » se font de plus en plus rares. « Il y a beaucoup

plus d'argent que d'affaires sur la place de Paris », constate, désabusé, un vieux compagnon de route de Bernard Tapie depuis Terrailon. Pour deux raisons. D'abord parce que, après la grande purge des années 80, les débauches d'entreprises commencent une certaine accalmie dans le secteur des biens de grande consommation, celui qui intéresse prioritairement Bernard Tapie Finance.

Ensuite, parce que le créneau a attiré les banques et les financiers brillants qui, fort également d'un solide carnet de relations, ont monté leurs propres fonds d'investissement. Sans oublier que les parties jouées d'avance réservent parfois des surprises. Exemple : le projet mort-né de reconversion des chantiers navals de la Ciotat dont « Bernard ne veut plus entendre parler ».

Cette raréfaction de la ressource pousse BTF à trouver de nouvelles formules. Et à prendre des distances avec sa règle d'or : la reprise d'entreprises qui ont un bon potentiel commercial à valoriser. Ainsi, en mars dernier, BTF a déposé un projet de reprise concernant Celatone, l'un des principaux industriels français de la couche-culotte. L'initiative déconcerte bon nombre de conseillers du groupe : difficile de mener une stratégie de marque avec Celatone, l'entreprise lilloise est spécialisée dans la fabrication de changes complets commercialisés aux couleurs des grands distributeurs. Sa stratégie de marque, Bernard Tapie aurait aimé l'appliquer en reprenant Tendance et Sidi, deux produits par les laboratoires Larochette, qui ont également déposé leur bilan en décembre dernier. L'allemand Hartmann vient de prouver sa vélocité en s'ajoutant le 9 avril la célèbre marque de pantalons. Reste désormais les couches.

Plus détonnant encore dans cette stratégie : le tour de piste de BTF autour du dossier SEDRI. Sur les mages pour reprendre cette société de micro-électronique spécialisée dans la fabrication de consoles télématiques diffusées de la publicité et installées chez les commerçants, le groupe Bernard Tapie Finance a renoncé au dernier moment. En fin de semaine dernière, un communiqué des plus minimalistes a signalé sans autre explication le jet d'éponge.

de BTF. Le retrait de la holding de l'avance de Friedland a fait un boucan : le britannique Elittech, fidèle d'intérêts néo-allemands, canadiens, aux côtés du groupe de presse international Strickland qui, à l'on apprit, était également candidat à la reprise.

Pas de tendresse excessive

A son habitude, BTF s'était réservé une porte de sortie. Sa holding ne devait prendre le contrôle effectif de la SEDRI qu'une fois connus les résultats d'un audit de l'entreprise, commandé précédemment pour le 6 avril. D'aucuns pensent que dans cette affaire, BTF a davantage joué le rôle de rabatteur que celui de repenseur. Car l'intérêt porté par BTF à cette société implantée à Saint-Gobain dans l'Osce a surpris plus d'un analyste financier.

Depuis plus d'un an, il est vrai, les milieux boursiers se désolent pas d'une tendresse excessive pour une valeur jadis sacrée sur du second marché. La publication du rapport d'activité 1988 de la société montant en lumière plus de 700 millions de francs d'engagements contractés hors bilan a déchaîné les sociétés de Bourse autrefois dilibrantiques. Même la COB reconnaît que la chute du titre SEDRI « l'interpelle quelque part », sans toutefois en dire plus.

En intervenant au début de cette année, BTF s'est-il alors essayé à l'art délicat du mariage d'entreprises ? Le président de la SEDRI lui-même semble le confirmer. « Bernard Tapie a déposé en quelques semaines une solution que la banque indienne avait mis des semaines à rechercher », nous commentait samedi 7 avril M. Patrick Defort.

BTF longerait-il vers la banque d'affaires ? La holding suit en tout cas de près le dossier de la Banque industrielle de Monaco, établissement fondé à la fin du mois de janvier à la suite de spéculations hasardeuses. Il pourrait également, si l'opération ne se concrétise pas, tout simplement créer un établissement financier. Pour opérer, pourquoi pas ? dans le sud de la France.

CAROLINE MONNOT

Un groupe à géométrie variable

Bernard Tapie Finance rassemble aujourd'hui l'essentiel des activités industrielles du patron de l'OM. Celles-ci se concentrent autour des quatre pôles distincts : le pesage avec Terrailon, Testut et l'irlandais Hanson Limited ; la diététique avec La Vie Claire ; le sport avec Donway International ; et la communication avec la part de 17 % détenue par BTF dans TF1.

La holding, créée il y a un peu plus de deux ans, a longtemps donné de sévères migraines aux analystes financiers. « Manque de visibilité », « absence de consolidation des comptes », « modification constante des durées des exercices ». Depuis l'introduction en Bourse en novembre dernier, la transparence s'est améliorée. Difficile en revanche d'évaluer la réelle rentabilité des affaires. La plupart des sociétés ne paient pas d'impôts : elles bénéficient encore de reports déficitaires, formule qui permet d'imputer les pertes antérieures sur le résultat.

Dans cet ensemble BTF qui pèse un peu plus d'un milliard de francs de chiffre d'affaires, soit l'équivalent d'une solide PME, seul le pesage constitue en fait un pôle industriel à part entière. Les synergies sont réelles entre Terrailon et Hanson, spécialisées dans le pesage grand public. Et BTF s'est très nettement engagé dans une

politique de consolidation de ses positions à l'échelon mondial, appuyée sur une logique de spécialisation des sites.

La production des balances mécaniques pour lesquelles le coût de la main-d'œuvre est déterminant est désormais concentrée à Sligo en Irlande, tandis que l'usine d'Annemasse de Terrailon se consacre aux balances électroniques. L'ensemble Terrailon-Hanson détient une part de marché évaluée à 20 % du marché mondial et à 51 % du marché européen. « En cas de revente, Bernard Tapie pourrait en tirer au minimum 500 millions de francs, l'équivalent du chiffre d'affaires », note un bon observateur du secteur.

Le patron de l'OM semble plus heureux avec La Vie Claire, dont la cession prévue dans la plaquette d'introduction en Bourse n'a pas été réalisée, bien que chez BTF on n'ait jamais fait mystère que l'on souhaitait s'en retirer. Donway - acquis en 1988 - constitue l'unique survivance d'un pôle sport présent encore il y a deux ans comme le cœur et le fer de lance de l'activité du groupe. Un pari risqué : le marché de la raquette est désormais soumis à une très sévère offensive asiatique. Et la diversification vers le golf du fabricant belge de raquettes ne semble pas avoir vraiment avancé.

BTF : la « Marseillaise » ou l'« Arlésienne » ?

« Je suis trop ambideux et trop jeune pour faire une introduction boursière, qui me rapporte, finalement, en argent très peu et en plaisir encore moins et si je n'ai pas sûr d'enrichir ceux qui vont faire cet acte de foi. Je n'aurais jamais pris le risque de faire perdre leur fric aux Français... ». Ces propos tenus par Bernard Tapie à la mi-novembre pour faire la promotion de sa valeur, juste avant un match de l'OM, ont cinq mois plus tard un léger goût d'amer-tume.

Certes, les détenteurs de titres n'ont pas perdu « leur fric », mais ils n'en ont pas gagné beaucoup. A la mi-avril, le titre BTF revenait au-dessus de la barre des 140 francs et se négociait à 148 francs. Il dépassait à nouveau le cours de 142 francs inscrit le premier jour de cotation, le 21 novembre. La progression durant cette période est de 4,8 % alors que, dans le même temps, l'indice du second marché s'est apprécié de 6 %.

Toutefois, les actionnaires ayant acheté des actions BTF à 135 francs, lors de sa mise sur le marché l'an dernier, ont enregistré un gain de 9,6 %. Cette plus-value en cinq mois est due pour moitié à la prime de sympathie dont bénéficie toute entreprise lors de son arrivée en Bourse. Peu de titres étant mis dans le public, ils sont souvent très demandés entraînant une flambée des cours.

Dans le cas de BTF, l'envoie fut de courte durée, contrastant avec l'image de son président et avec les efforts de promotion déployés pour l'occasion. Le cours, ensuite, a peu évolué, oscillant entre 164,80 franc et 140 francs et les échanges ont

porté en moyenne quotidienne sur 1 500 titres.

Un niveau de transactions peu élevé, reconnaît-on auprès de la société de Bourse spécialiste de la valeur, Puget Mahé, pour qui les volumes devraient se situer entre 4 000 et 6 000 actions.

Parler sur un entrepreneur

Cette contre-performance, décevraient-elles les partenaires de ce groupe ? Rien n'est moins sûr. Certes, les 50 000 petits porteurs revendiqués par BTF et qui se partagent 10 % du capital peuvent se sentir lésés au regard de cette performance. Le parcours ne semble en rien à ce qu'ils avaient imaginé en achetant cette valeur

spéculative, lui attribuant d'emblée une vigueur analogue à celle d'une rencontre internationale de football.

Ce sentiment de déconvenue n'est toutefois pas partagé par les institutionnels entrés dans ce holding dès sa création en mai 1987. Leurs motivations, il est vrai, sont autres.

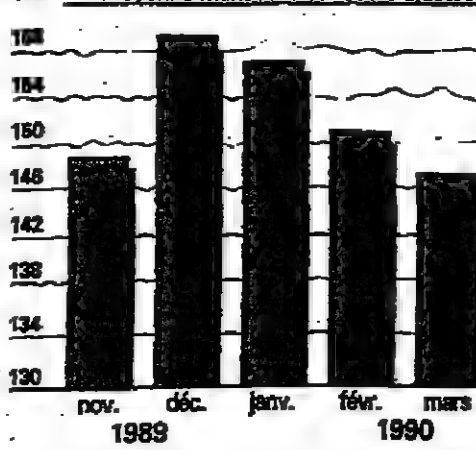
La palette de ces grands partenaires, arrivés aux côtés de Bernard Tapie pour se répartir alors 43 % du capital, est extrêmement variée. S'y retrouvent des banquiers comme la BNP, le Crédit agricole, la Société de banque occidentale et des assureurs comme l'UAP et les AGF. L'idée est de parier sur un entrepreneur sans toutefois prendre trop d'en-

gagements. La participation est donc souvent minime comparée aux masses investies par ces groupes sur les marchés financiers.

De ces institutionnels, les AGF sont les plus représentés avec 12,3 % du capital évalué actuellement à 100 millions de francs. Une somme modeste comparée aux 120 milliards de francs gérés par l'assureur. « Nous consacrons environ 1 % de ce montant à des sociétés à risque susceptibles de dégager des plus-values. Nous ne misons pas sur une entreprise, mais sur un homme », explique M. François Simonnet, directeur général adjoint des AGF, en précisant que son groupe était déjà présent dans les Piles Wonder et a réinvesti une partie de ses gains dans BTF. Dans cette catégorie de firmes à risque qui s'attaquent souvent à deux fois plus grosses qu'elles, Bernard Tapie se retrouve aux côtés de Jacques Leterre (Dumoulin Labié), Vincent Boloré (Boloré), François Pinault (Pinault), et aussi de Patrick Defort fondateur de la Sedri.

« L'un des succès de BTF, c'est la stabilité de son actionariat depuis son entrée en Bourse », entendent-ils chez les analystes financiers favorables au groupe qui mettent en avant cet argument pour tenter de faire oublier ce démarrage poussif de la valeur. « Rassurez-vous, la suite de l'année ne va pas être triste, des nouvelles très importantes vont être annoncées... ». Le même discours avait déjà été tenu voici près de six mois. Pour ces promoteurs de Tapie le Marseillais, l'« Arlésienne » aurait-elle pris le pas sur la « Marseillaise » ?

ACTION BERNARD TAPIE AU SECOND MARCHÉ



Yves PRIGENT
L'existence amoureuse
La passion et la durée
L'amour durable : un dynamisme, un antagonisme, le déploiement d'une histoire.
Par l'auteur de "L'expérience dépressive"

95 F

Desclee de Brouwer

Le Monde en librairie

**LA TERRE
TOUJOURS RECOMMENCÉE**

Le récit passionnant de trente ans de progrès des sciences de la Terre à travers la théorie de la tectonique des plaques. Avec des reportages, des portraits, des débats et de nombreux graphiques.

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE MUTATIONS 1975-1990

Une synthèse originale de quatre-vingt années de *Bilan économique et social du monde* qui permet de prendre en compte pour la première fois les liens forts et inéluctables de l'économie française.

1975-1990

Larousse
Le Monde

1989, l'année des révolutions

Journal
de
l'année

Édition
1990

LE JOURNAL DE L'ANNÉE 1989

Un an d'actualité, d'événements et d'Histoire restitué sous la plume des meilleurs spécialistes. Un ouvrage indispensable pour comprendre l'ampleur des bouleversements en cours à l'est et dans le monde entier.

384 pages, 225 F.

La guerre d'Algérie

1. **Elaborar el plan de trabajo**

Edouard Masurel
L'année 1989
dans **Le Monde**
mouvements en France et à l'étranger
et la France

Les principaux auteurs

L'ANNÉE 1989 DANS « LE MONDE »

Cet ouvrage rassemble les chronologies mensuelles parues dans le *Monde* enrichies d'un index détaillé.
 Traduit d'André Fontaine.
 1000 ANS D'HISTOIRE DU MONDE
 1900-1999
 272 pages, 27,50 F.

Le Mon DOSS & DO CHAQ

**LE MO
VOUS
A PRI
VOS**

2 DOSSIER

Tous les mois, les *Annals* et d'autres revues à actualité, de la science, sur des pays, des théories économiques, deux fois par an, grand sujet fondamental (*Économie, l'expansion des savoirs*, etc.).

Chaque dossier contient les annuaires du Monde, du Monde diplomatique

Archives Diverses et Instruments
sont et sont les archives les plus
abondamment : d'ailleurs à com-
munes ou supérieures, leurs
bons professionnels, voyant
sans, retenir l'essentiel et com-

AU SO

**L'H
DU**

le monde. Des dossiers et documents de
aujourd'hui. Il analyse les efforts
en perspective le franc dans son
récentes

TRENTE

TRENTE
L'émulsion continue et des déve-
loppe la naissance du « nouveau fr

LINE 4

Créage dans le système monétaire
national des différents gouvernements
base du contrôle des changes.

LE PLAN

LE FRASE
Malgré sa bonne tenue, le frase est
une marque d'autant plus que le SMO

8 FRANCS

صلى الله عليه وسلم

Monde
librairie

ANNEE FRANCAISE :
1975-1990

original de quatorze
exemplaires et social du
champ
analyser les temps forts
de l'économie tran-

D'ALGERIE

la guerre d'Algérie, de ses
consequences contemporaines
à partir d'articles et de
publications dans le Monde au
cours de l'année.

La guerre
d'Algérie

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS CHAQUE MOIS

LE MONDE VOUS AIDE A PREPARER VOS DOSSIERS



2 DOSSIERS EN 1

Tous les mois, les *Dossiers et documents* du Monde publient deux dossiers d'actualité, de quatre pages format quotidien chacun, sur des pays, des faits de société ou des problèmes d'économie. Deux fois par an, ils traitent sur seize pages d'un grand sujet fondamental (l'Europe de l'Est, la protection sociale, l'explosion des marchés financiers, l'économie de la drogue...).

Chaque dossier contient les articles les plus significatifs du Monde, du Monde diplomatique et du Monde de l'éducation.

Avec les *Dossiers et documents*, le Monde ouvre sa documentation et met ses archives au service du public. Les *Dossiers et documents* s'adressent à ceux qui, pour leurs études secondaires ou supérieures, leurs travaux personnels ou leurs besoins professionnels, veulent mettre à jour leurs connaissances, retenir l'essentiel et conserver une information durable.

LE DOSSIER TYPE

1. UNE SYNTHÈSE du sujet rédigée spécialement pour le dossier.
2. DES ARTICLES COURTS ET FACTUELS parmi ceux publiés récemment dans le Monde et ses publications.
3. UN PLAN RIGOREUX et des titres de chapitre couvrant l'ensemble des aspects d'un problème.
4. DES COURBES, DES GRAPHIQUES ET DES TABLEAUX originaux et adaptés.
5. DES CHRONOLOGIES précises et détaillées.

LA RÉFÉRENCE EN MATIÈRE PÉDAGOGIQUE

Les *Dossiers et documents* du Monde sont couramment utilisés dans l'enseignement secondaire. La plupart des sujets traités sont choisis en fonction des programmes scolaires. Ils constituent un complément utile des manuels, actualisent les derniers développements et signalent les statistiques les plus récentes.

PARMI LES DOSSIERS RÉCEMMENT PARUS

• LES MULTINATIONALES • LES RELATIONS EST-OUEST • L'EUROPE DE L'EST • L'ESPAGNE • LES CONFLITS RELIGIEUX • L'ÉCONOMIE DE LA DROGUE

A PARAÎTRE EN MAI

• Un numéro spécial « révisions du bac » : pour actualiser ses connaissances avant l'examen.
• Le dernier état du monde : États-Unis, URSS, Chine, Japon.
• Le dernier état de la France : la politique économique, l'emploi, la production, le commerce, la balance des paiements, la monnaie.

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AVRIL

PREMIER DOSSIER

L'HISTOIRE DU FRANC

Le Monde *Dossiers et documents* retrace l'histoire du franc de la fin de la seconde guerre mondiale à aujourd'hui. Il analyse les efforts des gouvernements pour faire du franc une monnaie forte et met en perspective le franc dans son contexte européen. Avec de nombreux graphiques et des statistiques récentes.

TRENTE ANS DE FRANC LOURD

Une érosion continue et des dévaluations en cascade ont marqué l'après-guerre avec un moment fort : la naissance du « nouveau franc » appelé aussi « franc lourd » ; lancé le 1^{er} janvier 1960.

UNE MONNAIE RESPECTÉE

L'ancrage dans le système monétaire européen a permis une stabilisation progressive du franc. La volonté des différents gouvernements a toujours été d'avoir un franc fort, symbolisée par la récente levée du contrôle des changes.

LE FRANC, SATELLITE DU MARK

Malgré sa bonne tenue, le franc reste un satellite du mark. Le syndrome du « frère » plane sur la zone mark d'autant plus que le SME se polarise autour de la monnaie allemande.

SECOND DOSSIER

LA MONNAIE ÉLECTRONIQUE

Va-t-on vers la démonétisation ? En quelques années, les cartes de crédit sont devenues un moyen de la grande distribution. Elles ont connu un développement soutenu grâce aux multiples initiatives des commerçants. Néanmoins le chèque se porte toujours bien. Le Monde *Dossiers et documents* montre que commerçants et usagers sont satisfaits de ce nouveau moyen de paiement. Seul obstacle : la fraude, dont la France détient le record du monde, malgré l'amélioration des dispositifs de sécurité.



POUR TÉLÉPHONER
CHOISISSEZ VOTRE HEURE

TELECARTES
50 UNITÉS

8 FRANCS — EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AFFAIRES

Les mirages de « Trump-City »

Deux mois après l'annonce d'un divorce-spectacle qui fait jaser — et rire — le tout-New-York, Donald Trump a inauguré ses dernières machines à sous à Atlantic-City, une cité en proie au chômage et aux problèmes raciaux...

ATLANTIC-CITY

de notre envoyé spécial

S EPT heures trente du matin, c'est l'heure des retraites et ils ont parfois du mal à monter à bord du bus de la « Gray Line » le long de la 2^e Avenue de Manhattan. Tous des habitués, sobriement vêtus, qui posent l'anorak ou le fichu pour papoter plus à l'aise en attendant d'arriver à l'Eldorado, Atlantic-City, là où les machines à sous et leurs grilles multicolores permettent d'oublier la grisaille quotidienne.

Deux heures et demie à l'aller, autant pour le retour, cela n'a pas l'air de rebuter Sophie. « Vous savez, on discute. Et puis, on nous passe un beau film, c'est comme dans l'avion... » Elle va souvent à Atlantic-City ? Elle sourit avec un air coquin : « Souvent, trop

souvent... » Combien ? « Trois fois par semaine. Mais, attention, il y a des fois où je ne joue presque pas ! » Comme cette retraite de soixante-quatre ans, trop seule à New-York, ils sont des milliers à fuir chaque jour la Grosse Pomme pour aller croquer la fortune au bout du New-Jersey, dans cette petite ville sinistre qui, depuis dix ans, essaie de rivaliser avec Las Vegas.

Aujourd'hui 5 avril, Atlantic-City s'est donné un nouveau prophète. Il est grand, blond, mince, « beau garçon », estime Sophie, et très connu. Un peu pour sa spectaculaire réussite dans l'immobilier, davantage pour sa volonte mille fois annoncée de devenir le roi des casinos, beaucoup plus pour les facilités de sa vie privée qu'il a conduites jusqu'à faire de son divorce un véritable show à la « Dallas ». C'est d'ailleurs son portrait, celui de Donald Trump, que l'on projette en ce moment sur

écran géant à l'entrée du Taj Mahal, cette « huitième merveille du monde », selon la publicité, parée aux couleurs de l'Inde, le mauvais goût en prime.

Sur 400 000 m² ceinturés par d'innombrables minarets et autant de lampadaires au globe torsadé, « le Donald », selon l'expression de son épouse, a posé sa marque : dix restaurants, le triple en salles de réunions, du marbre et des chandeliers de cristal à n'en plus finir et, bien sûr, le casino avec ses 3 000 machines à sous et ses 160 tables de jeu. L'hôtel contigu et ses 1 250 chambres — dont la suite Alexandre le Grand à 10 000 dollars la nuit — est l'immeuble le plus haut du New-Jersey, plastonné le promoteur immobilier transformé en croupier. Plus grand, plus haut, plus cher aussi. Pour s'offrir « le plus grand casino du monde » (en attendant la prochaine ouverture de l'Excalibur à Las Vegas, qui viendra mettre le titre en jeu), Donald Trump a jeté 1 milliard de dollars sur le tapis. Sa propre mise représente 225 millions de dollars. Le reste, l'essentiel (675 millions), a été souscrit sous forme de junk bonds, ces obligations « de pacotille » à fort rendement mais à haut risque qui ont notamment mené la firme Drexel Burnham Lambert à sa perte.

Donald Trump joue gros et il le sait. A cause du malaise qui sévit depuis de nombreux mois à Wall Street, les junk bonds n'ont plus la cote et la plupart de ces titres se traitent en ce moment 25 % au-dessous de leur valeur. Ses obligations, les « Taj Mahal Funding 14 3 of 1998 », ne font pas exception. Voilà pour le principal, quant aux intérêts à verser aux prêteurs, ils représentent 95 millions de dollars pour la seule « huitième merveille du monde ». Pour arriver à équilibrer ses comptes, payer ses 6 500 employés (et les centaines d'ouvriers portoricains qui ont dû être hébergés et nourris dans une paroisse voisine en attendant que le « bienfaiteur » d'Atlantic-City leur verse leur première paie à 5,50 dollars de l'heure) et faire face aux aléas climatiques (la plage attire aussi les joueurs, mais uniquement par beau temps...), le casino doit gagner au minimum 1 million de dollars par jour.

Stagnation du chiffre d'affaires

« Pour qu'un établissement de jeu gagne 1 million, il faut que les recettes, c'est-à-dire ce que les joueurs misent, atteignent sept fois plus », explique un concurrent voisin qui, néanmoins, se félicite des retombées qu'exercera le Taj Mahal sur l'ensemble de la station. « Selon qu'il de la chance ou pas, un casino gagne entre 12 % et 17 % des sommes en jeu. Espérons que Donald a de la chance... »

Pour l'instant, en dépit des quantités d'adversaires que lui a valu sa suffisance, cet ancien élève de la Wharton School of Finance de l'université de Pennsylvanie a toujours joué la fûte en avant. Sans rencontrer trop d'obstacles. A quarante-trois ans, ce jeune homme qui se verrait bien un destin national si les locaux de la Maison Blanche n'étaient pas si étroits doit encore à sa bonne étoile.

Ce visionnaire de la Jet-Set new-yorkaise a des excuses. Lorsqu'il se rend à Moscou pour discuter en per-

sonne avec Mikhaïl Gorbatchev du problème de l'hôtellerie de luxe en URSS, c'est le puméro soviétique lui-même qui l'entreprend sur le thème du désarmement. Un sujet sur lequel Donald Trump avait, certes, sa petite idée...

Donald est d'abord un bâtisseur. Comme Papa. Mais lui voit plus grand, beaucoup plus grand. Fred, son père, était dans l'immobilier de quartier : une affaire prospère de construction de petites maisons en briques rouges, ces brownstones dans lesquelles continuent à loger quantité d'habitants de Brooklyn et de Queens. C'est dans ce dernier quartier que Donald a grandi avec ses quatre frères et sœurs. Une enfance paisible, une adolescence plus studieuse, ponctuée de visites sur les chantiers, avec Papa, et de quelques tournées dans les rues avoisinantes pour ramasser les bouteilles vides et caresser la consigne à l'épicerie. Le

Donald en 1988 pour 407 millions de dollars (ma « Mount Lee », dit-il), le Trump Plaza, le Trump Park et, surtout, le Trump Tower où la famille occupe un triplex de près de cent pièces, agrémenté d'une salle à manger roccoco ornée de colonnes de marbre.

L'immobilier est certes une valeur sûre, mais l'investissement tarde parfois à décoller du cash flow. Fort de cet enseignement, Donald Trump, qui achète en passant, pour 750 millions de dollars, une succession d'immenses terrains situés sur le West-Side de Manhattan en attendant d'y construire la Cité de la Télévision (un projet avorté), s'immerse aux casinos. Et plus exactement à Atlantic-City où, en 1982, un seul établissement avait vu le jour, le Tropicana, sur fond de règlements de comptes, au sein de la mafia des jeux, qui régulièrement, éblouissait la municipalité.

New-York à Boston et à Washington, une flotte de quelques hélicoptères et le Trump Princess, le yacht acheté à Adnan Kashoggi, un autre spécialiste du luxe exotique qui comptait aujourd'hui devant les tribunaux de Manhattan pour avoir aidé Imelda Marcos, la veuve de l'ex-dictateur, à faire quelques emplettes immobilières sur le dos de l'Etat philippin.

De tous les actifs de Trump, les plus « liquides » sont naturellement les activités liées au jeu, un secteur très sensible, lui aussi, à la conjoncture économique. Or, pour la première fois depuis dix ans, Atlantic-City a vu son chiffre d'affaires stagner en 1989, avec des revenus de 2,8 milliards de dollars, contre 4,6 milliards pour les casinos du Nevada (Las Vegas). Plus récemment, en janvier et février derniers, le Trump Castle a vu ses recettes



Avec le Taj Mahal, son troisième casino à Atlantic-City, Donald Trump veut supplanter Las Vegas, la Mecque des machines à sous.

sens des affaires, déjà ! A vingt-huit ans, Donald décide de franchir le Rubicon, en l'occurrence l'East River, pour partir à l'assaut de Manhattan. Sa première affaire s'appelle le Commodore, un grand hôtel de luxe situé près de la gare de Central Station, au cœur de la ville, et qui cherche un acquéreur. Avec l'argent de la famille et beaucoup de bonnes intentions, il en fera le Grand Hyatt Hotel, un des établissements new-yorkais réputés.

L'année suivante, en 1976, il rencontre aux Jeux olympiques de Montréal une championne de ski tchèque, Ivana, de deux ans sa cadette. Un bien beau mariage. Rangée des spatules, l'ex-mannequin s'affirme femme de tête. Elle prend une part active aux affaires de son mari et, en quinze ans, l'albâtre de famille s'épaissit. Aux côtés de la photo des trois enfants, une impressionnante collection d'immeubles prestigieux et d'hôtels-palaces : le Hyatt, et le prestigieux Plaza Hotel, face à Central Park, acheté par

Ce que Donald veut... Quelques mois plus tard, le promoteur immobilier converti à la roulette inaugure le Trump Plaza sur les planches d'Atlantic-City, suivi quelques années plus tard par le Trump Castle, dans la marina, et, aujourd'hui, par le Taj Mahal. Trois casinos au même endroit, c'est le maximum autorisé par la commission de contrôle du New-Jersey. « Le Donald » devra s'en contenter, mais il loge déjà vers Las Vegas.

Hypothéqués à hauteur de 50 % environ par un endettement qui, exception faite du Trump Tower et du Trump Park, pèse sur toutes ses autres affaires, la fortune du couple dépasse les 3 milliards de dollars. Car aux actifs immobiliers new-yorkais et aux tables de jeu de « Trump-City », il faut ajouter un autre Trump Plaza à Palm-Beach, en Floride, le manoir de Greenwich (Connecticut), les cent dix-huit pièces du pied-à-terre de West-Palm-Beach, les vingt-deux Boeing qui relient plusieurs fois par jour

progresser de 15 % sur l'année précédente, tandis que son homologue les pieds dans l'eau, le Plaza, a subi une baisse d'activité de 10 %. D'où les préoccupations que peuvent éprouver certains financiers à l'idée que le palais des Mille et Une Nuits de Donald Trump se révèle être un mirage. Surtout pour les habitants d'Atlantic-City, les vrais, ceux qui vivent à deux blocs de là, parmi les dealers de drogue et les sans-aloi, qui ne seront jamais « de la fête ».

« A chaque fois qu'un casino s'ouvre, nous voyons progresser notre clientèle de dix pour cent », dit Barry Durman. Ce personnage, très connu dans la communauté, ne vend pas des tee-shirts pour touristes à l'effigie de l'organisation Trump. Il est responsable de l'Atlantic City Rescue Mission, un organisme chargé de venir au secours des alcooliques, des drogués... et des joueurs qui font aussi partie de sa « clientèle ».

SERGE MARTY

Les potins de la colère

« Personne en Amérique n'a fait ce que j'ai fait. Pas aussi jeune... », aime à dire Donald Trump. Comme nombre de grands personnages, l'homme d'affaires le plus médiatisé des Etats-Unis (alors qu'il n'accorde que de rarissimes entretiens à la presse) perd parfois un peu les pédales. Mais la plus surprenante est sans doute ce tic étrange qui l'oblige à coler son nom sur tout ce qu'il achète. Trump Tower, Trump Plaza, Trump Shuttle... la liste est longue. Manifestation d'un ego exorbité, certes, mais les spécialistes en marketing y voient également une « marque de fabrique », synonyme de luxe et de réussite. Une identification qui débordait largement les affaires de Donald Trump : son entourage familial et sa vie privée doivent aussi dispenser les pilleries à foison.

Mais qu'en est-il quand, pour une banale affaire de... cœur, les époux Trump, étroitement liés sur le plan des affaires, violent leur intimité en vente libre aux caisses des supermarchés, où les gazettes à scandale font assaut

de révélations ? Les déboires de la pauvre Ivana, réputée par « le Donald » au profit de Maria Maples, une ravissante start-up, spécialisée dans la promotion de crèmes à bronzer, y sont étalés sans tarder.

« En termes d'image, nous n'avons pas enregistré de réaction négative après l'annonce du divorce, ce serait même plutôt le contraire, affirme ce publicitaire qui compte les Trump parmi ses clients. D'après certains de nos confrères qui travaillent aussi pour Donald, on aurait même enregistré un accroissement des demandes d'avions supplémentaires sur le Trump Shuttle. Pour nous, c'est un excellent baromètre. »

Tous ne sont pas de cet avis. Dans un pays aussi puritan que les Etats-Unis, plus d'un homme politique a vu sa carrière brisée pour un coup de canif au contrat de mariage. Serait-on plus tolérant pour les brasseurs d'affaires ? Donald Trump a senti le danger. Peu de temps après son divorce, il attaqua en justice une petite agence de voyages de

Long-Island, Trump Travel and Tours, qu'il accusait d'utiliser abusivement son image. Réplique immédiate de l'intéressé devant les tribunaux, estimant que c'était plutôt le triste exemple donné par Donald qui risquait de léser les intérêts de ladite agence.

Une lettre de plainte

Dans le même esprit, le promoteur-croupier a aussi cherché à contrôler l'utilisation de son image à travers la presse à potins, les « goossips », des tabloïds new-yorkais. Ivana avait choisi de s'épancher auprès de Liz Smith, la « potineuse » du Daily News, qui, la première, a « sorti » l'affaire : la rupture au sein du couple le plus caricatural d'une certaine vie new-yorkaise. Distillant des confidences qui devenaient la fête pour un brave garçon prêt à jouer le (fun) bonheur d'Ivana — sans lui, — Donald avait mis sur le New York Post, le concurrent direct. Affaire rondement menée. L'ex-

championne des Jeux de Montréal passe désormais pour être au gain. Dans cette course à l'image, Donald Trump peut faire encore plus fort — et encore moins glorieux. Mécontent du commentaire écrit par un analyste d'une firme de Wall Street sur les perspectives peu favorables qui s'offraient au Taj Mahal et à l'activité du groupe Trump à Atlantic-City, il a adressé une lettre de plainte à la société concernée. Fait rarissime, cette firme, Janney Montgomery Scott, a répondu à son analyste, Marvin Hoffman, expliquant qu'elle lui avait déjà fait des remontrances sur ses commentaires dans le passé. Très ému par cette sanction qui pourrait inciter les entreprises à se plaindre plus souvent des commentaires négatifs des analystes, le promoteur réagit et continue à se mobiliser pour éliminer l'intrus pour ces « potins » qu'il n'a pas pu contrôler.

S.M.

La SNC

Ses marchés

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

de son

AFFAIRES

La SNCF veut enrayer le déclin du fret

Le trafic des marchandises donne bien du souci à la société nationale. Pour relancer la machine, elle se lance dans une politique rigoureuse. L'heure des choix a sonné

La SNCF est passée grosso modo de 210 millions de tonnes de fret acheminé au milieu des années 70, à 140 millions à la fin des années 80. Ses parts de marché se sont contractées de 48 % (trafic isolé à plus de 150 km) à 34 % (elle y a perdu pas mal d'argent), et l'équilibre, retrouvé aujourd'hui, semble à ce point précaire que le contrat de plan, qui a été signé le mois dernier avec l'Etat, se réfère à une stratégie d'assainissement descriptif du fret SNCF qui fait crier au sacrilège beaucoup de cheminots.

Le trafic des marchandises de la société nationale se répartit entre les trains entiers qui acheminent d'importants tonnages de matières premières ou de produits semi-finis, le transport combiné qui fait monter sur les trains des semi-remorques routières préalablement chargées et, enfin, le wagon isolé rempli par les soins d'un expéditeur. L'évolution véritable de ces trois modes de fret ferroviaires n'est pas identique. « Le train entier est un produit simple que nous maîtrisons et qui correspond aux flux massifs constituant notre marché naturel », explique Alain Poissot, directeur commercial fret SNCF. Nous pouvons espérer faire croître son trafic. Le transport combiné, lui, est un produit peu rentable mais qui pos-

sède un potentiel considérable de croissance en raison des considérations d'environnement qui amèneront à maîtriser le développement du trafic routier. Nous essaierons de participer au maximum à l'expansion de ce mode d'acheminement. Reste le wagon isolé qui est un créneau très difficile parce que nous nous sommes laissé distancer par le camion qui est meilleur que le train et parce que nous y perdons de l'argent. »

La SNCF a donc décidé de rester présente là où son offre est attractive, c'est-à-dire sur les trajets d'un moins 400 km entre deux grandes zones économiques dont la forte activité permet de remplir convenablement les wagons isolés. Ailleurs, on fera les gares au trafic fret de façon à ramener de 3 500 à 1 200 le nombre de celles qui seront accessibles à la clientèle. Cette concentration s'accompagnera d'un relèvement de la qualité du service, notamment par une livraison garantie de la marchandise dans les vingt-quatre heures.

Des cheminots — et pas seulement des spécialistes — estiment que ces fermetures représentent un véritable gaspillage d'un outil de production largement sous-utilisé. « C'est vrai », reconnaît M. Poissot, cette stratégie n'est pas acceptée facilement par les cheminots qui raisonnent en termes de présence ferroviaire et chez lesquels la prise en compte de l'équilibre

financier provoque une réaction allergique. Nous ne ménagerons pas notre peine pour leur expliquer et leur répliquer que notre mission est de transporter le maximum de fret compatible avec l'équilibre de nos comptes ; ce qui veut dire, pas n'importe où et pas à n'importe quel prix. »

Accord avec le transport routier

Pour profiter de l'explosion du transport combiné, qui devrait passer en cinq ans de 15 % à 25 % dans le trafic ferroviaire, la SNCF a lancé de nouveaux services dans les zones industrielles et dans les citernes chimiques. Elle souhaite, surtout, arriver à signer dans le courant du mois d'avril un accord de coopération avec la Fédération nationale des transport routiers (FNTIR). La chose n'est pas aisée, même si les deux partenaires semblent condamnés à s'entendre. Aucun des deux ne veut se cantonner au rôle de sous-traitant de l'autre qui aurait la maîtrise de la commercialisation et lui imposerait ses tarifs. Quel des deux sera le « tractionnaire » misérable ou le « logisticien » prospère ?

« Il y a beaucoup d'approches irrationnelles dans ce dilemme », répond M. Poissot. Selon les flux, le maritime, le ferroviaire ou le routier est

tractionnaire ou logisticien, sous-traitant ou maître d'œuvre. Nous faisons l'un et l'autre, et l'important, dans le transport combiné, est qu'aucun des partenaires ne soit enfermé dans une fonction. Or, la SNCF souhaite accéder à cet important marché, que la route détient à 60 % ou 80 %, en acceptant de n'être que le tractionnaire de celle-ci à condition que notre rôle de logisticien soit reconnu auprès des grands clients qui nous font confiance de longue date. Le transport combiné ne recevra aucune aide de l'Etat pour son exploitation mais le contrat de plan stipule que celui-ci supportera une part de 1,5 milliard de francs que nous dépenserons — pour le bien commun du rail et de la route — afin d'améliorer les infrastructures. »

En effet, la SNCF met peu à peu ses ponts et ses tunnels au gabarit des grands conteneurs maritimes inventés par les Américains. S'étant refusé pour des raisons de sécurité et d'économie à surbaïsser, comme les chemins de fer suisses ou britanniques, les wagons par l'emploi de petites roues, elle aura mis à la norme « B+ » l'axe Paris-Lyon-Marseille-Espagne et Modane en 1993 et l'axe Le Havre-Rouen-Paris en 1996 ; les autres seront achevés en 1997.

La société nationale se préoccupe aussi d'adapter son matériel pour

transborder plus vite et à moindre coût. Elle choisira dans quelques mois entre les prototypes de « road-trailers » que lui préparent les constructeurs ANF et Arbel. Le « roadtrailer » est une petite merveille venue, elle aussi, des Etats-Unis où trois mille unités circulent déjà depuis quatre ans ; c'est une semi-remorque dont le châssis renforcé se monte en trois minutes sur des bogies ferroviaires.

La fin du désert

Plus tard, le projet de recherche « Commutor » dira s'il est possible de robotiser les gares de triage pour vider aussi vite les trains de marchandises que les trains de voyageurs. La SNCF et les chemins de fer suisses et néerlandais travaillent sur un traitement des conteneurs qui réduirait l'arrêt des trains à quelques minutes et qui permettrait des correspondances immédiates pour le fret du vingtième siècle.

La SNCF a encore dans ses cartons des projets futuristes pour ne plus perdre une tonne de fret. Les TGV ont leurs voies réservées ; pourquoi les trains de marchandises n'auraient pas les leurs pour rouler de plus en plus vite, sans être gênés par les rames de banlieue et les express ? Les tunnels sous les Alpes et les Pyr-

nées, qui relient le réseau à grande vitesse français aux réseaux italiens et espagnols, seront, bien sûr, accessibles aux convois de fret. La SNCF se verrait bien offrir un service de messagerie international à bord de ses TGV qui, là encore, dameraient le pion à l'aviation.

En attendant ces lendemains qui chantent, la SNCF se tient prête à poursuivre sa traversée du désert. « Nous devons connaître une légère croissance de notre trafic qui nous mènera de 51,5 milliards de tonnes-kilomètres en 1989 à 52 ou 53 milliards en 1994. Notre équilibre financier dépendra de la poursuite de la chute des prix routiers qui ont diminué de 20 % en quatre ans en francs constants. Nous tablons sur une nouvelle diminution de 10 %. Au-delà, on devrait assister à un retour du balancier, car trop d'entreprises de transport vivent du non-respect des règles essentielles et cela ne peut durer éternellement. »

« J'ignore quand, mais on assistera à un renouveau du rail lorsque le camion aura saturé les routes. Nous nous metrons en position de profiter de ce regain lorsqu'il se produira. D'ici à 1994, nous nous efforçons de stabiliser les tonnages que nous transportons comme nos parts de marché. Après cette date, nous espérons pouvoir être vraiment offensifs. »

ALAIN FAUJIAS

Un « deux étoiles » à l'hôpital

Des hôtels en milieu hospitalier : cette activité joue à la fois sur les progrès de la chirurgie ambulatoire et sur les contraintes économiques du secteur de la santé

L'E centre hospitalier d'Evreux va se doter... d'un hôtel. Une formule qui n'est pas tout à fait inédite : des établissements hôteliers ont été construits à proximité du centre hospitalier de Saint-Etienne et de l'hôpital Gustave-Roussy à Villejuif (Val-de-Marne), avec leur soutien. Celui de Villejuif, en particulier, fait figure d'avant-garde : l'hôpital était propriétaire du terrain et a garanti un taux d'occupation (le Monde date 25-26 septembre 1988). Mais celui d'Evreux pourrait être le premier à inaugurer d'une véritable chaîne d'hôtels installés dans l'enceinte des hôpitaux ou juste à côté sur des terrains leur appartenant ; il sera la première réalisation d'Hôpital, une société récemment créée qui possède déjà plusieurs commandes en carnet.

L'histoire a commencé en Afrique. Roland Favre, un ingénieur de quarante-cinq ans, et des experts français font un constat surprenant. Leur projet d'hôpital s'est réduit à la construction d'un « plateau technique », sans lits, par suite de la suppression de crédits ; mais celui-ci fonctionne finalement assez bien : un véritable village africain s'est formé autour des salles d'intervention chirurgicale. Ce n'est pas une révélation. Aux Etats-Unis et au Canada, on a déjà commencé à dissocier les soins et l'hébergement des malades : des hôtels s'élèvent à côté des hôpitaux. En France même, pouvoirs publics et gestionnaires d'hôpitaux ont pris conscience du poids de l'hébergement dans le budget des établissements.

Pour lancer en France les hôtels-hôpitaux, Roland Favre crée, au début d'octobre 1989, une société ad hoc avec la Foncière des Champs-Élysées Promotion (dont la banque Indosuez détient 33 %) : il prend 51 % du capital et la Foncière 49 %. Roland Favre, qui a lui-même dirigé une société de maintenance hospitalière, s'entoure d'architectes

spécialisés comme Philippe Vial et J.-P. Lafon, de spécialistes de l'ingénierie hospitalière comme Jacques Gobillard, président d'Hospico-Consult, et de médecins comme Patrice Van de Woestyne, chargé de suivre l'évolution de la médecine : « Notre avenir, dit-il, est lié au développement de la chirurgie ambulatoire, que nous entendons favoriser. »

Encore marginale en France (3 % à 5 % des actes hospitaliers), la chirurgie ambulatoire représente aux Etats-Unis 30 % des interventions, réalisées dans la journée avec des techniques de moins en moins invasives (ou sanguinolentes). Le malade doit ensuite recevoir des soins réguliers, mais n'a pas besoin d'être hospitalisé. Même pour des actes beaucoup plus lourds l'hospitalisation peut être beaucoup plus courte qu'aujourd'hui : 60 % des transplantés peuvent quitter l'hôpital au bout de trois semaines en restant seulement à proximité pour d'éventuels soins d'urgence.

Une vitrine pour le cœur

Hôpital propose de construire des chambres (deux étoiles) sur des terrains cédés par les hôpitaux avec un bail de trente-cinq à quarante-cinq ans : elle conçoit, investit et gère. « Côté cœur », l'établissement reçoit les mêmes clients qu'un hôtel normal : « c'est le jardin », il accueille les patients et les familles ; il passe un contrat avec l'hôpital pour le logement des malades (200 francs environ, plus un forfait repas, au total 350 francs à Evreux).

Au centre hospitalier d'Evreux, un vieux bâtiment a été démolit pour laisser place à un hôtel de 72 chambres : « Nous allons offrir un environnement différent aux malades, dans la perspective du développement de la chirurgie ambulatoire », dit Jean-Paul Bastianelli, le directeur de l'hôpital. Et nous ne prenons aucun risque financier » alors que les possi-

bilités d'investissement étaient limitées par le « budget global ». « Et concéder la logistique hospitalière à des sociétés privées n'est pas nouveau », ajoute-t-il, serein.

La décision, approuvée par le conseil d'administration de l'hôpital, n'a soulevé de réactions ni à Evreux ni à la direction des hôpitaux du ministère de la santé. Le président de la République n'a-t-il pas cautionné ce type d'initiatives en inaugurant l'hôtel de la chaîne Comptable installé à côté de l'hôpital Gustave-Roussy de Villejuif ?

Selon le patron d'Hôpital, les hôpitaux pourraient économiser 1 000 à 1 500 francs par jour et par malade : « Avec les économies réalisées, ils peuvent investir dans les nouvelles technologies médicales et se redéployer dans un espace libéré de lits. » La société vise deux clientèles : les établissements en expansion ou, à l'inverse, ceux qui doivent se reconstruire pour survivre. Hôpital a déjà quelque trente projets en discussion. Deux sont déjà signés — un à Antibes, l'autre pour un hôpital de long séjour à Belleville-sur-Saône (Rhône), — et deux ou trois autres seraient « proches de la conclusion ».

Surtout, Roland Favre espère voir aboutir le projet d'institut du cœur du professeur Christian Cabrol (le Monde du 16 mars 1988) : l'hôtel de 100 chambres prévu serait une excellente vitrine pour lui. L'Assistance publique de Paris a déjà donné son accord à cet institut, inscrit dans son prochain plan directeur. Elle créerait pour lui un « groupement d'intérêt public » dont elle détendrait 51 %, d'autres organismes publics (INSERM, Caisse nationale d'assurance-maladie, universités) 25 %, le reste étant pris par une fondation réunissant des entreprises mécènes. On attend le feu vert du ministre de la santé.

YANNICK GUIHENEUF

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS À DROITE GAUCHE

DODIN ROUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h 24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Pâtisseries, fruits de mer et crudités toute l'année. Parking Lagrange.

ALSACE A PARIS 43-26-59-36 Au cœur du QUARTIER LATIN, dans un cadre à découvrir. Déjeuners, Dîners, Soupers, Grillades, Chateaubriots, Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Sur demande, étude de prix.

YUGARAJ 43-26-44-91 SPECIALITES INDIENNES. De tous les Indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. (Gault-Millau.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SANS VISA

Renseignements publicités

Le Monde
AFFAIRES
Tél. : 45-55-91-82
poste 4180 ou 4107

100.000 LIVRES
EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

LA BOURSE EN DIRECT
LE MONDE DE LA BOURSE
Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse
BOURSE
36.15 LEMONDE

“IT 90...”
Un salon qui réunirait l'informatique et les télécom, qui serait nouveau, qui aurait lieu à Paris avec, en plus, une envergure européenne ? Evidemment, ça ressemble à une belle histoire...

Oui!

Ceux qui rêvaient vont pouvoir se réveiller : IT 90* est le 1^{er} Salon regroupant l'offre en matière de télécommunication et d'informatique gros systèmes !

Ceux qui rêvaient vont pouvoir se réveiller : à partir de 93, les entreprises n'auront plus l'obligation d'avoir un « centre » dans chacun des pays où elles sont implantées. D'où la nécessité d'établir des réseaux performants. Ainsi, sous le haut patronage de France Télécom et du SICT, avec le soutien de la DGT XIII de Bruxelles, les plus grands responsables d'entreprises européennes viendront orienter leurs choix dans l'exploitation de réseaux régionaux, nationaux et internationaux.

Le ton des rencontres risque donc de laisser fort peu de place au rêve : il suffit de savoir que IT 90 est aussi une convention internationale des télécommunications, pour se convaincre que la seule magie présente sera celle d'un monde enchanté par le professionnalisme...

* L'abonnement européen informatique et télécom

Informations complémentaires :
3616 SICOB.
du 23 au 28 Avril 1990
Paris-Nord Villepinte

IT 90
Le 1^{er} Salon européen informatique et télécom

GRAND SICOB

LES FINANCIERS

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 18 AVRIL

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Variation, and Commentaires. It lists various financial instruments and their market performance.

Marché des options négociables le 18 avril 1990

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Variation, and Commentaires. It lists various financial instruments and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Variation, and Commentaires. It lists various financial instruments and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Variation, and Commentaires. It lists various financial instruments and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Variation, and Commentaires. It lists various financial instruments and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Variation, and Commentaires. It lists various financial instruments and their market performance.

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Variation, and Commentaires. It lists various financial instruments and their market performance.

Comptant (collection) SICAV (collection) 18/4

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Variation, and Commentaires. It lists various financial instruments and their market performance.

Cote des changes Marché libre de l'or

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Variation, and Commentaires. It lists various financial instruments and their market performance.

PUBLICITE FINANCIERE

e: coupon détaché - o: offert - d: droit détaché - d: demandé - p: prix précédent - m: marché continu

La crise lituanienne

M. Dumas propose
qu'un comité d'experts
de la CEE étudie
« d'éventuelles actions »

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a annoncé mercredi devant l'Assemblée nationale que le gouvernement français avait demandé à la Communauté économique européenne de nommer un « comité d'experts » pour étudier le problème de la Lituanie et envisager « les éventuelles actions » que pourrait entreprendre l'Occident à l'égard du peuple lituanien.

Le ministre a jugé « préoccupante » la situation entre la Lituanie et l'URSS, situation qui « se tend » et « peut empirer ». « Les dernières décisions du gouvernement de Moscou de réduire les relations économiques avec la Lituanie, a-t-il souligné, peuvent être lourdes de conséquences. Cela justifie plus que jamais la nécessité du dialogue ».

M. Dumas a rappelé que la France n'avait « jamais admis l'annexion pure et simple de la Lituanie, d'abord par l'Allemagne nazie et ensuite par l'Union soviétique » et qu'elle avait « salué comme il convenait la volonté du peuple lituanien de recouvrer son indépendance ».

Lire également
nos informations page 2

■ Pas de visa en URSS pour une délégation parlementaire française. — Une délégation du bureau de l'Assemblée nationale qui devait se rendre à Vilnius et à Moscou du 17 au 19 avril n'a pas quitté Paris comme prévu mardi, l'ambassade de l'URSS ayant fait savoir qu'il n'était « pas possible, dans la situation actuelle et compte tenu du grand nombre de demandes », de délivrer les visas nécessaires. M. Coffigne (PS) qui devait présider la délégation, a jugé « regrettable » cette décision.

L'ESSENTIEL

SECTION A

La crise lituanienne

Moscou interrompt les livraisons de pétrole 2

La tension Inde-Pakistan

Des risques de dérapage 6

Les questions d'actualité

à l'Assemblée nationale

Le retour des affaires Greenpeace et Nucci ?

SECTION B

Le « sexage » in vitro

Une nouvelle technique britannique permet de détecter le sexe des embryons humains trois jours après leur fécondation 9

Le sort des « gens du voyage »

Remboursement à Herblay 9

Coupe d'Europe de football

Les clubs français écartés des finales européennes après la défaite de Monaco face à Gênes, et l'élimination de Marseille à Lisbonne à la suite d'un but à la main 10

Alerte à la mouche carnivore

Une mouche américaine, la lucille bousnière, redoutable pour les mammifères (dont l'homme) est arrivée en Libye d'où elle menace l'ancien monde 10

Le programme du Festival de Cannes

Cyrano de Bergerac, de Jean-Paul Rappeneau, Dédé nostalgique, de Bertrand Tavernier, et la Captive du désert, de Raymond Depardon, représenteront la France 11

SECTION C

LIVRES • IDÉES

Dante au Paradis • La dossier Boukharine • Genèse poétique

La saisine du Conseil constitutionnel

Les députés socialistes font pression sur l'opposition en évoquant l'hypothèse d'un référendum

compromis ». Pendant la réunion, le député des Vosges avait pris la précaution de préparer un texte conciliant les trois positions, celle de l'UDF, celle du RPR et celle de l'UDC. « La réponse de l'UDC est, explique M. Séguin, pas plus tard, « qui au projet quel que ... » ; celle de l'UDF, « non, sauf si ... » ; enfin celle du RPR était « oui au texte, à condition que ... ».

La première moiteur disait oui à la réforme tout en jugeant trop imparfaite pour être adoptée en l'état, M. Jacques Barrot avait donné son consentement. M. Charles Millon suggérait que soit précisée que les commissaires de l'opposition proposeraient pour la semaine prochaine une batterie d'amendements. Ainsi, après le oui de principe était affirmé avec plus de force la volonté de modifier profondément le projet, voire de le bouleverser pour en empêcher l'adoption.

M. Chirac :

« oui au principe »

Dans les couloirs du palais Bourbon, ceux qui étaient opposés à cette réforme expliquaient mezzo voce que « de toute façon, le projet était planté ». D'autres, minoritaires, protestaient contre une opposition qui se fourvoyait en refusant, pour des motifs politiques, une réforme allant dans le bon sens. M. Jacques Barrot (UDC) comme M. Jean-Jacques Hyest (UDC) ne cachent pas leur mécontentement. « Faut-il s'opposer pour des raisons de tactique politique aux progrès de l'état de droit, se demandait M. Jacques Barrot. A l'inverse, il serait grave que le président de la République soit tenté d'en tirer un bénéfice politique immédiat en faisant l'objet d'une querelle dont l'arbitrage serait confié au référendum dans un contexte passionnel ».

M. Hyest affirmait que « les arguments techniques » avancés à l'UDF comme au RPR ne lui paraissaient pas convaincants. « Nous ne pouvons pas nous opposer à une fenêtre ouverte sur un droit nouveau », estimait également M. André Rossi (UDF), qui semble dans son groupe n'être soutenu que par une petite poignée de députés.

Une fois n'est pas coutume, le président du RPR, M. Jacques Chirac, qui est intervenu lors de la réunion, s'est montré très proche des thèses contraires. Il est vrai que dans le passé il avait déjà défendu le principe de cette réforme constitutionnelle. Mais son ton, très catégorique, a surpris plus d'un giscardien. « Il n'y a pas de possibilité pour nous de ne pas approuver ce texte ! », a-t-il déclaré. « Oui au principe », a-t-il répété, tout en expliquant que le renforcement des pouvoirs du Conseil constitutionnel exigeait un renforcement de son audience (notamment le mode de désignation du Conseil et une éventuelle ratification par le Parlement).

Le président du groupe UDF, M. Millon, a voulu s'opposer à ce « oui si... » en défendant son « non, sauf si ». Pour M. Millon, cette position permettrait à l'opposition d'anticiper sur un éventuel recours du chef de l'Etat au référendum (article 11). Il pense au contraire qu'il serait plus difficile de s'opposer à un tel référendum si l'opposition avait affirmé dans un premier temps trop haut et trop son oui au principe d'une telle réforme. Subtil débat sémantique...

En toile de fond de ce débat s'inscrivait toutefois une crainte que s'avait rien de sémantique : celle de voir le Parlement une nouvelle fois affaibli. C'est ainsi que M. Pierre Mazeaud (RPR) a évoqué la perspective d'un « gouvernement de juges ». A ceux qui évoquaient l'existence à l'étranger de

quelques « cours suprêmes » fonctionnant d'une façon parfaitement démocratique et efficace, M. Mazeaud a répondu que dans ces pays (les Etats-Unis par exemple), le Parlement était doté de pouvoirs autrement plus forts qu'en France et qu'il n'y avait donc pas de discordance entre le juge et le législateur. « Avec cette réforme, le juge risque de s'ériger en censeur du législateur », a affirmé M. Francis Delattre (UDF) tandis que M. Jean-Yves Charnod (RPR) s'inquiétait du « risque de dérapage vers un gouvernement de juges ».

Remarquant que la position de tous les groupes n'est pas homogène, M. François Bayrou (UDC) estimait qu'il y avait à l'heure actuelle des choses plus importantes « que ce projet de réforme de portée limitée ». Il estimait plus urgent de s'occuper du problème du contrôle parlementaire et de la limitation du recours au 49-3. Même écho du côté des giscardiens, MM. Michel d'Ornano et Alain Lamassouse : « Il s'agit d'un énorme changement constitutionnel qui ne peut intervenir sans que l'on modifie d'autres aspects de la Constitution », affirmait le premier, tandis que le second jugeait le contrôle a priori de la loi qui fonctionne actuellement parfaitement satisfaisant. M. Lamassouse se faisait encore plus explicite dans sa démarche politique en expliquant : « Nous tenons la clé du vote, cela se monnaie ! ». Et le député UDF de citer un certain nombre d'autres réformes chères à M. Valéry Giscard d'Estaing : mandat présidentiel à cinq ans, renforcement de l'indépendance de la magistrature et du rôle du Parlement, référendum d'initiative populaire. Bref, pour M. Lamassouse, ou ce « lot » est accepté ou l'UDF refuse son soutien.

L'article 11

Pour les députés de l'opposition qui voient d'un bon œil cette réforme, l'affaire semble bien mal engagée car, si elle parvenait tout de même à passer le seuil de l'Assemblée nationale, des votes conformes du Sénat paraissent hautement hypothétiques. Reste-t-il alors pour le président la possibilité d'abandonner l'article 49 de la Constitution pour se tourner vers l'article 11 et le référendum direct.

Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, a évoqué mercredi cette possibilité, estimant que « ce serait une bonne chose si le chef de l'Etat y recourait pour contourner l'obstacle d'un Parlement réticent ». Certains députés de l'opposition se demandent si le chef de l'Etat ira jusqu'à, au risque de se retrouver, comme pour la Nouvelle-Calédonie, avec un faible taux de participation. D'autres jugeaient la partie avantageuse pour l'Elysée et potentiellement désastreuse pour l'opposition. D'autres encore, comme M. Séguin, doutaient du recours à une procédure qui rappellerait trop les précédents gaullistes de 1962 et 1969.

La question reste en suspens pour l'instant, alors que le compte à rebours a commencé à l'Assemblée. La commission des lois commencera l'examen de la réforme jeudi. De son côté, le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, a organisé mercredi matin un petit déjeuner pour discuter de ce texte avec six députés de l'opposition (Mme Boutin et M. Hyest pour l'UDC, MM. Mazeaud et Fintz pour le RPR, MM. Lamassouse et Rossinot pour l'UDF). Le conseiller de Marignou pour les questions parlementaires, M. Guy Carcassonne, était également présent.

PIERRE SERVANT

(Publié)

Métras Saint-Sébastien et Durac, aux Entrepôts du Marais :

Vestes

été : 299 F

(au lieu de 549 F)

199 F le pantalon tulle doublé et 249 F en serge. Ces champions du prêt-à-porter masculin de luxe à prix de fou, qui proposent aussi des blazers pure laine woolmark à 399 F, vestes laine et cachemire 699 F, costumes en laine fine à partir de 999 F. En tissu Nobilit et Dornheim également, smoking laine moiré 1.397 F. Rayon spécial grands et forts jusqu'à 62. Dans leurs deux boutiques : 3, rue du Pont-aux-Choix (97) et 112, rue du Châteauneuf (97), de 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Grimaces

J'ai beau pleurnicher jour après jour ici dans mon petit coin : j'en ai marre, je suis crevé, j'en fais trop, je me lève à 5 heures du matin, je prends le métro, je ponde ma croûte, je déjeune pas, rapport à la ligne, je vais en salle travailler mes fessiers et mes pectoraux, le week-end j'ahane à vélo en me tâtant les cuisses pour voir si elles durcissent... en réalité, ça va à peu près, je m'en sors.

Où plutôt je m'en sors. A présent, terminé. La semaine dernière, j'ouvre l'Observateur, un hebdo anglais, et qu'est-ce que je vois ? La photo d'une super-nana, genre Marlène en 1932, avec cette légende : Reste éternellement jeune, grâce à la musique de la queue. Je regarde ça de plus près. C'est tout ce qui me manquait ! Faut suivre une douzaine de cours d'une heure chacun, il y en a pour trois à quatre mille balles, histoire d'apprendre à faire seule, devant sa glace, vingt minutes d'exercices quotidiens destinés à remonter les paupières en casquette et les bajoues en besace.

D'où ça vient, cette nouvelle folie destinée à déborder le jogging, le gym tonique, le stretching et le reste ? D'Allemagne de l'Ouest. C'est une esthétique, elle a 76 balais, et elle en paraît

24, qui a mis au point cette méthode de gymnastique faciale. Un exemple : Pour raffermir votre menton, renversez le tête en arrière. Avancez la lèvre inférieure. Remontez-la en la rebattant sur la lèvre supérieure. Soufflez. J'ai essayé. Une vraie guenon. Même mon nez faisait des plis. Je consulte l'article posé sur le bord du lavabo. Naturellement, j'avais tout faux. S'agit de sourire sans faire de vagues qui viendraient s'étaler en frisées autour des yeux.

Pareil pour les rides d'expression. Le meilleur moyen de pas en avoir, c'est de ne rien exprimer. Ni la stupéfaction, ça creuse le front. Ni le doute, ça fronce les joues. Ni la joie, ça se traduit par des pattes d'oie. Comment peut-on y arriver ? Simple, en appuyant avec les doigts sur la partie à protéger. Ainsi, moi, ce matin, entre Pont-Marie et Chausée-d'Antin, je lisais un truc marquant et, pour rigoler sans me gonfler, j'ai plaqué mes pouces sur mon cou et mes annulaires sur mes sourcils. Voyez que ça se répand, le grimace anti-vieillessement : le mec en face de moi a mis son index sur sa tempe, pour pas que ça le marque, son étonnement.

Pour « prolongation arbitraire de détention »

Un détenu obtient une indemnisation de 50 000 F

LYON

de notre bureau régional

Le ministère de la justice vient d'accorder une indemnité de 50 000 F à un ancien détenu lyonnais. Joël Lavocat, trente-sept ans, vicié en 1989, d'une « prolongation arbitraire de détention » de quatre-vingt-six jours (Le Monde du 7 février). Cette somme lui est allouée en réparation du seul « préjudice moral », aucun préjudice matériel n'ayant été invoqué par le plaignant.

La mésaventure vécue par M. Lavocat est imputable à une simple erreur d'écriture. Alors qu'il avait été condamné, le 20 février 1989, par la sixième chambre du tribunal correctionnel de Lyon à huit mois de prison dont six et demi avec sursis, sur la feuille d'audience, le substitut, sans doute distrait, avait réduit à deux mois et demi la période assortie du sursis. Par un hasard aussi malencontreux, le jugement définitif rédigé par un greffier, ne parvint jamais à la maison d'arrêt. Ainsi, malgré ses protestations, mises sur le compte de la mythomanie, Joël Lavocat resta-t-il, compte tenu d'une légère remise de peine, près de quatre mois et demi en détention. Soit quatre-vingt-six jours de trop.

Si le parquet de Lyon ne fit aucune difficulté à admettre son erreur, il fallut que M. François Saint-Pierre, conseiller de M. Lavocat, se déclarât prêt à déposer une assignation en référé pour que les choses s'accroissent. Début février, tandis que l'ancien détenu avait entamé une grève de la faim, qui se prolongea une quinzaine de jours, le procureur général de la cour d'appel de Lyon promettait de soumettre le problème au garde des sceaux.

Outre que la décision du ministre est intervenue dans un délai extrêmement bref, le sous-directeur de la magistrature reconnaît très clairement que ce fut une erreur, constitutive d'une faute lourde, est indéniablement de nature à engager la responsabilité de la puissance publique ». ROBERT BELLERET

BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 avril

Nouvelle baisse

La Bourse de Paris enregistrera un nouveau recul jeudi 19 avril dans la matinée. L'indicateur instantané affichait - 1,18 % à l'ouverture et - 0,69 % vers 11 heures.

Visiter l'Europe de l'Est à bord du « Ceausescu-Express »

Le fameux train privé que l'ancien dictateur Nicolae Ceausescu et son épouse Elena utilisaient pour leurs déplacements ne sera pas mis au rebut. Le ministère du tourisme national à Bucarest envisage de le remettre sur les rails et d'organiser des voyages « haut de gamme » à travers l'Europe pour les vacanciers roumains et occidentaux. Selon ce projet, le train s'arrêtera dans plusieurs capitales de l'Est et le périple se terminera par une croisière sur le Danube à bord d'un des cinq yachts du « Conducator ». Le plus somptueux de ces bateaux, Mircea cel Mare, du nom du grand-père de Dracula, peut héberger soixante-dix-huit passagers. De construction très

récente, il n'en avait accueilli jusqu'à présent que deux. Ces voyages « de luxe » et les dépenses annuelles devront être réglés en devises fortes et s'adressent, indiquent les autorités roumaines, aux touristes aisés avides de sensations nouvelles et « révolutionnaires ». Les vestiges de l'empire Ceausescu sont devenus de véritables attractions. En dehors des trains et des yachts, les Roumains et les étrangers de passage à Bucarest font souvent la queue pour visiter la Maison de la République, ce gigantesque palais que le dictateur avait fait construire pour loger notamment sa famille et les hauts dignitaires du régime.

